



Bulletin Officiel

N° 4310 Vendredi 8 mars 2013

— 18^{ème} ANNEE — ISSN 0330-7174

SOMMAIRE

COMMUNIQUE DU CMF

RAPPEL DES OBLIGATIONS D'INFORMATION ANNUELLES DES SICAV
A L'OCCASION DES ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES 2-3

COMMUNIQUE DE PRESSE

SFBT 4

AVIS DES SOCIETES

ASSEMBLEES GENERALES

GAT -AGO- 4

GAT -AGE- 5

STIA -AGO- 6

ASSURCREDIT -AGO- 7

EMISSIONS D'EMPRUNTS OBLIGATAIRES

EMPRUNT OBLIGATAIRE EI WIFACK LEASING 2013 « ELW 2013 » 8-11

EMPRUNT SUBORDONNE TL 2013 12-17

COURBE DES TAUX 18

VALEURS LIQUIDATIVES DES TITRES OPCVM- 19-20

ANNEXE I

OFFRE A PRIX FERME –OPF–

ADMISSION AU MARCHE ALTERNATIF DE LA COTE DE LA BOURSE
DES ACTIONS DE LA SOCIETE «AETECH»

ANNEXE II

ETATS FINANCIERS DEFINITIFS ARRETES AU 31/12/2012

COTUNACE

ASSURCREDIT

ETATS FINANCIERS DEFINITIFS ARRETES AU 31/12/2011

GAT

COMMUNIQUE DU CMF

Rappel des obligations d'information annuelles des SICAV à l'occasion des assemblées générales ordinaires

Le Conseil du Marché Financier rappelle aux Sociétés d'Investissement à Capital Variable – SICAV – et aux sociétés chargées de la gestion des SICAV, les obligations d'information annuelles à l'occasion des assemblées générales ordinaires :

I - Documents à communiquer au CMF :

1- Avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire :

En application des dispositions de l'article 3 nouveau de la loi n° 94-117, les SICAV sont tenues de déposer ou d'adresser, sur supports papiers et magnétique, au Conseil du Marché Financier, **dans un délai de quatre mois, au plus tard, de la clôture de l'exercice comptable et quinze jours, au moins, avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire :**

- l'ordre du jour et le projet des résolutions proposées par le conseil d'administration
- les états financiers annuels arrêtés par le conseil d'administration et certifiés par le commissaire aux comptes
- les rapports du commissaire aux comptes. Lesdits rapports doivent contenir une évaluation générale du contrôle interne.
- le rapport annuel sur l'activité de la SICAV qui est destiné aux actionnaires et établi par le gestionnaire à la clôture de chaque exercice et prévu par l'article 140 du règlement du Conseil du Marché Financier relatif aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et à la gestion de portefeuilles de valeurs mobilières pour le compte de tiers.

Ce rapport doit comporter notamment les renseignements suivants :

- ✓ la ventilation de l'actif ;
- ✓ la ventilation du passif ;
- ✓ la ventilation du portefeuille titres ;
- ✓ le nombre d'actions en circulation ;
- ✓ l'orientation de la politique de placement dans le cadre de la politique énoncée dans le prospectus ;
- ✓ la manière avec laquelle la politique de placement a été suivie ;
- ✓ la ventilation des revenus de la SICAV ;
- ✓ les indications des mouvements intervenus dans les actifs de la SICAV au cours de l'exercice ;
- ✓ le compte des produits et charges ;
- ✓ les plus-values ou moins-values réalisées ;
- ✓ l'affectation des résultats ;
- ✓ les changements de méthodes de valorisation et leurs motifs ;
- ✓ le montant global des sommes facturées à la SICAV et leur nature et lorsque les bénéficiaires sont des entreprises liées au gestionnaire, le rapport indique leur identité ainsi que le montant global facturé ;
- ✓ les valeurs liquidatives constatées au début et à la fin de l'exercice.

- Suite -

2 - Après la tenue de l'assemblée générale ordinaire :

En application des dispositions de l'article 3 ter de la loi n° 94-117, les SICAV doivent, **dans les quatre jours ouvrables qui suivent la date de la tenue de l'assemblée générale ordinaire**, déposer ou adresser au Conseil du Marché Financier :

- les documents visés à l'article 3 nouveau de la loi n° 94-117 s'ils ont été modifiés
- les résolutions adoptées par l'assemblée générale ordinaire
- la liste des actionnaires

II - Documents à publier :

1 - Avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire :

En application des dispositions de l'article 276 du code des sociétés commerciales, l'assemblée générale ordinaire est convoquée par un avis publié au Journal Officiel de la République Tunisienne et dans deux quotidiens dont l'un en langue arabe, **dans le délai de quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion**. L'avis indiquera la date et le lieu de la tenue de la réunion, ainsi que l'ordre du jour.

En application des dispositions de l'article 8 du Code des Organismes de Placement Collectif, les SICAV sont tenues d'établir les états financiers conformément à la réglementation comptable en vigueur et de les publier au Journal Officiel de la République Tunisienne **trente jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale ordinaire**.

Cette publication comporte :

- le bilan
- l'état de résultat
- l'état de variation de l'actif net
- la mention que les états financiers dans leur intégralité sont publiés dans le bulletin officiel du CMF.

En application des dispositions de l'article 3 bis de la loi n° 94-117, les SICAV doivent publier au bulletin officiel du Conseil du Marché Financier et dans un quotidien paraissant à Tunis leurs états financiers annuels accompagnés du texte intégral de l'opinion du commissaire aux comptes **dans un délai de quatre mois, au plus tard, de la clôture de l'exercice comptable et quinze jours, au moins, avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire**.

Toutefois, à des fins de publication dans le quotidien, les SICAV peuvent se limiter à publier :

- le bilan
- l'état de résultat
- l'état de variation de l'actif net
- les notes aux états financiers obligatoires et les notes les plus pertinentes notamment le portefeuille titres, sous réserve de l'obtention de l'accord écrit du commissaire aux comptes.

2 - Après la tenue de l'assemblée générale ordinaire :

En application des dispositions de l'article 8 du Code des Organismes de Placement Collectif, les SICAV sont tenues de publier au Journal Officiel de la République Tunisienne à nouveau les états financiers après la réunion de l'assemblée générale, au cas où cette dernière les modifie.

De plus, en application des dispositions de l'article 3 quarter de la loi n° 94-117, les SICAV doivent publier au bulletin officiel du Conseil du Marché Financier et dans un quotidien paraissant à Tunis **dans un délai de trente jours après la tenue de l'assemblée générale ordinaire au plus tard** :

- les résolutions adoptées par l'assemblée générale ordinaire
- les états financiers lorsqu'ils ont subi des modifications.

Les dirigeants des SICAV ou les sociétés chargées de la gestion des SICAV sont appelés, chacun en ce qui le concerne, à respecter ces obligations.

COMMUNIQUE DE PRESSE

SOCIETE FRIGORIFIQUE ET BRASSERIE DE TUNIS -SFBT-

Siège social : Boulevard de la Terre – Centre U rbain Nord -1080 Tunis-

La Société Frigorifique et Brasserie de Tunis -SFBT-, informe ses actionnaires, que le Conseil d'Administration réuni le jeudi 7 mars 2013, a décidé de proposer la constitution d'une réserve pour réinvestissements exonérés, conformément à la loi n° 93-120, pour un montant de 4 000 000 de Dinars.

De ce fait, le prochain Conseil d'Administration, qui devra arrêter les états financiers de l'exercice 2012, proposera à l'assemblée générale extraordinaire une augmentation de capital, par incorporation de cette réserve afin de le porter de 76 000 000 de Dinars à 80 000 000 de Dinars.

** Le CMF n'entend donner aucune opinion ni émettre un quelconque avis quant au contenu des informations diffusées dans cette rubrique par la société qui en assume l'entière responsabilité.*

2013 - AS - 36

ASSEMBLEE GENERALE

GROUPE DES ASSURANCES DE TUNISIE
Siège Social: 92-94 Avenue Hédi Chaker, 1002 Tunis

La société « GROUPE DES ASSURANCES DE TUNISIE - GAT » informe Messieurs les actionnaires qu'ils sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura lieu le 18 Mars 2013 à 14h30 au siège social du GAT sis au 92-94 avenue Hédi Chaker-1002 Tunis Belvédère, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture et approbation du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2011
2. Lecture des rapports général et spécial des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2011
3. Examen et approbation des conventions réglementées régies par les articles 200 et suivants et article 475 du Code des Sociétés Commerciales
4. Examen et approbation des états financiers arrêtés au 31 décembre 2011
5. Affectation du résultat de l'exercice 2011
6. Quitus aux administrateurs
7. Fixation du montant des jetons de présence
8. Election des membres du Conseil d'Administration
9. Questions diverses

Tous les documents destinés à cette Assemblée Générale sont tenus à la disposition des actionnaires au siège social durant le délai légal.

2013 - AS - 29

ASSEMBLEE GENERALE

GROUPE DES ASSURANCES DE TUNISIE

Siège Social: 92-94 Avenue Hédi Chaker, 1002 Tunis

La société « GROUPE DES ASSURANCES DE TUNISIE - GAT » informe Messieurs les actionnaires qu'ils sont convoqués à l'Assemblée Générale Extraordinaire qui aura lieu le 18 Mars 2013 à 16H30 au siège social du GAT sis au 92-94 avenue Hédi Chaker-1002 Tunis Belvédère, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Modification au niveau du système de direction par l'adoption d'un Président Directeur Général en remplacement de la dissociation prévue par l'article 215 du Code des Sociétés Commerciales
2. Augmentation du capital de la société
3. Modification de l'article 8 des statuts relatif au capital, et des articles 23, 26, 27, 28, 29,31 et 33 bis des mêmes statuts relatifs au mode de direction de la société
4. Mise à jour des statuts
5. Questions diverses

Tous les documents destinés à cette Assemblée Générale sont tenus à la disposition des actionnaires au siège social durant le délai légal.

ASSEMBLEE GENERALE

Société Tunisienne d'Industrie Automobile – STIA S.A-

Siège Social : Rue Taha Houcine – Khezama Est – Sousse

La Société Tunisienne d'Industrie Automobile « STIA », porte à la connaissance de ses actionnaires qu'ils sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le **samedi 6 avril 2013 à 10h** au siège de la société sis Rue Taha Houcine – Khezama Est (derrière Slim Centre) – Sousse, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

- Examen des affaires contentieuses pendantes.

ASSEMBLEE GENERALE

Les Assurances des Crédits Commerciaux – Assurcrédit S.A-

Siège Social : 7, Rue 8010 – Cité Montplaisir 1073 Tunis

Les Assurances des Crédits Commerciaux « Assurcrédit S.A », porte à la connaissance de ses actionnaires qu'ils sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le **vendredi 22 mars 2013 à 10h** au siège de la Compagnie Tunisienne pour l'Assurance du Commerce Extérieur « COTUNACE » : 14 Rue Borjine Montplaisir -1073 Tunis, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

1. Examen et approbation du rapport du Conseil d'Administration relatif à l'exercice 2012.
2. Lecture des rapports Général et Spécial du commissaire aux comptes relatif à l'exercice 2012.
3. Examen et approbation des états financiers de la société arrêtés au 31 décembre 2012.
4. Conventions visées par l'article 200 du Code des Sociétés Commerciales.
5. Quitus aux administrateurs pour l'exercice 2012
6. Affectation du résultat de l'exercice 2012.
7. Fixation des jetons de présence au titre de l'exercice 2012.
8. Fixation de la rémunération des Membres du Comité Permanent d'Audit au titre de l'exercice 2012.
9. Pouvoir pour formalités.

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE

VISA du Conseil du Marché Financier :

Portée du visa du CMF : **Le visa du CMF, n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Le prospectus est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.**

EMPRUNT OBLIGATAIRE El Wifack Leasing 2013 « ELW 2013 »

DECISIONS A L'ORIGINE DE L'EMPRUNT OBLIGATAIRE :

L'Assemblée Générale Ordinaire d'EL WIFACK LEASING a autorisé, lors de sa réunion tenue le 21/05/2012, l'émission d'un ou plusieurs emprunts obligataires pour un montant total de 40 000 000 de dinars dans un délai de 3 ans et a donné pouvoir au Conseil d'Administration pour en fixer les modalités de réalisation de cette opération.

Dans le cadre de cette autorisation, le Conseil d'Administration réuni le 30/11/2012 a décidé d'émettre un emprunt obligataire de 20 000 000 dinars pour une durée de 5 ans aux taux de 6,4% et/ou TMM+1,6% et a délégué au Président Directeur Général de la société le pouvoir pour ajuster les conditions de cette émission en taux selon les conditions du marché.

A cet effet, le Président Directeur Général a décidé d'émettre ledit emprunt aux taux d'intérêt suivants : 6,6% et/ou TMM+1,6%.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION :

L'emprunt obligataire « ELW 2013 » est d'un montant de 20 Millions de dinars, divisé en 200 000 obligations de nominal 100 dinars émis pour une durée de 5 ans aux taux de 6,6% et/ou TMM+1,6%.

Période de souscription et de versement :

Les souscriptions à cet emprunt seront ouvertes le **18/03/2013** et clôturées sans préavis au plus tard le **15/04/2013**. Les demandes de souscription seront reçues dans la limite des titres émis.

En cas de non placement intégral de l'émission au **15/04/2013** le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société.

Un avis de clôture sera publié aux bulletins officiels du Conseil du Marché Financier et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, dès la clôture effective des souscriptions.

Organisme financier chargé de recueillir les souscriptions du public :

Les souscriptions à cet emprunt obligataire et les versements seront reçus à partir du 18/03/2013 auprès de la Société Tunisienne de Banque, Direction des titres, de la bourse et de la gestion des actifs, des patrimoines et des fortunes.

But de l'émission :

Dans le cadre de réalisation de ses objectifs en termes de financement et de chiffre d'affaires et afin de lui permettre la mobilisation des ressources extérieures pour le refinancement de ses activités dans les zones de développement régional, la société EL WIFACK LEASING a décidé de

- Suite -

diversifier ses ressources de financement par le recours au marché financier comme principale source de financement. L'émission de cet emprunt permettra à la société de financer son activité et de restructurer sa dette en lui octroyant une ressource mieux adaptée à la nature de ses interventions en terme de maturité.

CARACTERISTIQUES DES TITRES EMIS :

Nature, forme et délivrance des titres :

Dénomination de l'emprunt : « ELW 2013 »

Nature des titres : Titres de créance.

Forme des obligations : Les obligations seront nominatives.

Catégorie des titres : Ordinaire

La législation sous laquelle les titres sont créés : Code des sociétés commerciales, livre 4, titre 1, sous titre 5 chapitre 3 : des obligations.

Modalité et délais de délivrance des titres : Le souscripteur recevra dès la clôture de l'émission une attestation portant sur le nombre des obligations détenues, délivrée par l'intermédiaire agréé mandaté : la Société Tunisienne de Banque, Direction des titres, de la bourse et de la gestion des actifs, des patrimoines et des fortunes.

Prix de souscription et d'émission : Le prix d'émission est de 100 dinars par obligation, payables à la souscription. Les intérêts courus entre la date effective de souscription et de libération et la date limite de clôture des souscriptions seront décomptés et payés à cette dernière date.

Date de jouissance en intérêts : Chaque obligation portera jouissance en intérêts à partir de la date effective de sa souscription et libération. Les intérêts courus au titre de chaque obligation entre la date effective de sa souscription et libération et la date limite de clôture des souscriptions, soit le 15/04/2013, seront décomptés et payés à cette dernière date.

La date unique de jouissance en intérêts, servant de base pour les besoins de la cotation en bourse, est fixée à la date limite de clôture des souscriptions à l'emprunt, soit le 15/04/2013.

Date de règlement : Les obligations seront payables en totalité à la souscription.

Taux d'intérêts : Les obligations du présent emprunt seront offertes à deux taux d'intérêts différents au choix du souscripteur :

- Taux du Marché Monétaire (**TMM publié par la BCT**) + **1,6%** brut calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis. Ce taux correspond à la moyenne arithmétique des douze derniers taux moyens mensuels publiés du marché monétaire tunisien précédant la date de paiement des intérêts majorée de 160 points de base. Les douze mois à considérer vont du mois de mars de l'année N au mois de février de l'année N-1.
- Taux annuel brut de **6,6%** l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

Amortissement et remboursement : Toutes les obligations émises seront remboursables à partir de la 1^{ère} année suivant la date limite de clôture des souscriptions d'un montant annuel de 20 dinars par obligation. L'emprunt sera amorti en totalité le 15/04/2018.

Prix de remboursement : le prix de remboursement est de 100DT par obligation.

- Suite -

Paiement : Le paiement annuel des intérêts et le remboursement du capital dû seront effectués à terme échu, le 15/04 de chaque année.

Le premier remboursement en capital et le premier paiement en intérêts seront effectués à partir de la 1^{ère} année suivant la date limite de clôture des souscriptions soit le 15/04/2014.

Les paiements des intérêts et les remboursements du capital seront effectués auprès des dépositaires à travers la STICODEVAM.

Taux de rendement actuariel (souscription à taux fixe) : Le taux de rendement actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir. Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final. Ce taux est de 6,60 % pour le présent emprunt.

Marge actuarielle (souscription à taux variable) : La marge actuarielle d'un emprunt à taux variable est l'écart entre son taux de rendement estimé et l'équivalent actuariel de son indice de référence. Le taux de rendement est estimé en cristallisant jusqu'à la dernière échéance le dernier indice de référence pour l'évaluation des coupons futurs.

La moyenne des TMM des 12 derniers mois arrêtés au mois de février 2013 qui est égale à 3,8958%, et qui est supposée cristallisée à ce niveau pendant toute la durée de l'emprunt, permet de calculer un taux de rendement actuariel annuel de 5,4958%.

Sur cette base, les conditions d'émission et de rémunération font ressortir une marge actuarielle de 1,6% et ce, pour un souscripteur qui conservait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Durée totale, durée de vie moyenne et duration de l'emprunt :

- **Durée totale:** Les obligations du présent emprunt seront émises pour une durée de **5 ans**.
- **Durée de vie moyenne:** Il s'agit de la somme des durées pondérées par les flux de remboursement puis divisée par le nominal. C'est l'espérance de vie de l'emprunt pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final. La durée de vie moyenne des obligations est de **3 ans**.
- **Duration** : Il s'agit de la somme des durées pondérées par les valeurs actualisées des flux à percevoir (intérêt et principal) rapportée à la valeur présente du titre. La duration s'exprime en unités de temps (fraction d'année) et est assimilable à un délai moyen de récupération de la valeur actuelle. La duration d'une obligation correspond à la période à l'issue de laquelle sa rentabilité n'est pas affectée par les variations de taux d'intérêts. La duration pour les présentes obligations est de **2,764 années**.

Mode de placement : L'emprunt obligataire objet de la présente émission est émis par appel public à l'épargne. Les souscriptions à cet emprunt seront ouvertes à toutes personnes physiques ou morales intéressées auprès de la Société Tunisienne de Banque, Direction des titres, de la bourse et de la gestion des actifs, des patrimoines et des fortunes.

Notation de la société: L'agence de notation Fitch Ratings a attribué à la société EL WIFACK LEASING, en date du 02/08/2012 les notes suivantes:

BB+ (tun) à Long Terme avec Perspectives d'évolution Stable

B (tun) à Court Terme

Notation de l'emprunt: L'agence de notation Fitch Ratings a attribué, en date du 22/02/2013, la note **BB+** à l'emprunt obligataire « ELW 2013 ».

- Suite -

Organisation de la représentation des obligataires : Les obligataires peuvent se réunir en assemblée spéciale laquelle assemblée peut émettre un avis préalable sur les questions inscrites à la délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires. Cet avis est consigné au procès verbal de l'assemblée générale des actionnaires.

L'assemblée générale spéciale des obligataires désigne l'un de ses membres pour la représenter et défendre les intérêts des obligataires.

Les dispositions des articles 327 et 355 à 365 du code des sociétés commerciales s'appliquent à l'assemblée générale spéciale des obligataires et à son représentant.

Le représentant de l'assemblée générale des obligataires a la qualité pour la représenter devant les tribunaux.

Fiscalité des titres : Les intérêts annuels des obligations de cet emprunt sont soumis à une retenue d'impôt que la loi met ou pourrait mettre à la charge des personnes physiques ou morales.

En l'état actuel de la législation, et suite à l'unification des taux de la retenue à la source sur les revenus des capitaux mobiliers, telle qu'instituée par la loi n°96-113 du 30 Décembre 1996, portant loi de finances pour la gestion 1997, les intérêts sont soumis à une retenue à la source au taux unique de 20%. Cette retenue est définitive et non susceptible de restitution sur les revenus des obligations revenant à des personnes morales non soumises à l'impôt sur les sociétés ou qui en sont totalement exonérées en vertu de la législation en vigueur.

Conformément à l'article 39 du code de l'IRPP et de l'IS, sont déductibles de la base imposable, les intérêts perçus par le contribuable au cours de l'année au titre de comptes spéciaux d'épargne ouverts auprès des banques, ou de la caisse d'épargne nationale de Tunisie ou au titre des emprunts obligataires émis à partir du 1^{er} janvier 1992 dans la limite d'un montant annuel de mille cinq cent dinars (1500 Dt) sans que ce montant n'excède mille dinars pour les intérêts provenant des comptes spéciaux d'épargne ouverts auprès des banques et auprès de la caisse d'épargne nationale de Tunisie.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX :

Intermédiaire agréé mandaté par la société émettrice pour la tenue du registre des obligataires : L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre des obligations détenues et la tenue du registre des obligations de l'emprunt «ELW 2013» seront assurés durant toute la durée de vie de l'emprunt par la Société Tunisienne de Banque, Direction des titres, de la bourse et de la gestion des actifs, des patrimoines et des fortunes.

Marché des titres : Il existe actuellement un emprunt obligataire « ELW 2010 » émis par la société EL WIFACK LEASING qui est coté sur le marché obligataire de la cote de la BVMT. Dès la clôture des souscriptions au présent emprunt, EL WIFACK LEASING s'engage à charger l'intermédiaire en bourse SOFIGES de demander l'admission des obligations souscrites à l'emprunt obligataire «ELW 2013» au marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Prise en charge par la STICODEVAM : EL WIFACK LEASING s'engage dès la clôture de l'emprunt «ELW 2013» à entreprendre les démarches nécessaires auprès de la STICODEVAM en vue de la prise en charge des titres souscrits.

Tribunaux compétents en cas de litige : Tout litige pouvant surgir suite à l'émission de cet emprunt sera de la compétence exclusive du tribunal de Tunis I.

Le prospectus relatif à la présente émission est constitué d'une note d'opération visée par le CMF sous le n°13-811 du 04/03/2013 et d'un document de référence « EL WIFACK LEASING 2013 » enregistré auprès du CMF en date du 04/03/2013 sous le n°13-001.

La note d'opération ainsi que le document de référence sont mis à la disposition du public sans frais auprès de la société EL WIFACK LEASING, Avenue Habib Bourguiba -4100 Mednine- ,de la Société Tunisienne de Banque, Direction des titres, de la bourse et de la gestion des actifs, des patrimoines et des fortunes, rue Hedi Noura -1000 Tunis- et sur le site Internet du CMF: www.cmf.org.tn

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE

VISA du Conseil du Marché Financier :

Portée du visa du CMF : **Le visa du CMF, n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Le prospectus est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Il doit être accompagné des indicateurs d'activité de l'émetteur relatifs au premier trimestre de l'exercice 2013 prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier, pour tout placement sollicité après le 20 avril 2013. Il doit être également accompagné des états financiers de l'émetteur relatif à l'exercice 2012 pour tout placement sollicité après le 30 avril 2013. Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.**

« Emprunt Subordonné TL 2013 »

Renseignements relatifs à l'opération :

Décisions à l'origine de l'emprunt obligataire : L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de TUNISIE LEASING réunie le 29 mai 2012 a autorisé l'émission d'un ou de plusieurs emprunts subordonnés, d'un montant total ne dépassant pas 30 millions de dinars, dans un délai de deux ans et a donné pouvoir au Conseil d'Administration pour fixer les montants successifs, les modalités et les conditions.

Dans le cadre de cette autorisation, le Conseil d'Administration réuni le 24 décembre 2012 a décidé d'émettre un premier emprunt obligataire subordonné d'un montant de 15 millions de dinars susceptible d'être porté à 20 millions de dinars.

Les caractéristiques et les conditions de cette émission ont été fixées tout en prévoyant une durée entre 5 et 10 ans et des taux d'intérêt qui varient entre TMM+1,5% brut l'an au minimum et TMM+2,25% brut l'an au maximum pour le taux variable et entre 6,5% et 7% pour le taux fixe avec précision que "les taux et la durée seront fixés par la direction générale à la veille de l'émission pour tenir compte de la situation du marché".

A cet effet, la direction générale a fixé la durée de l'emprunt et les taux comme suit 7% ou TMM+2,25% sur 5 ans.

Dénomination de l'emprunt : « Emprunt Subordonné TL 2013 »

Montant de l'émission : Le montant du présent emprunt est fixé à 15 millions de dinars, susceptible d'être porté à 20 millions de dinars, divisé en 150 000 obligations, susceptibles d'être portés à 200 000 obligations de nominal 100 dinars.

Période de souscription et de versement : Les souscriptions à cet emprunt subordonné seront ouvertes le **15/03/2013** et clôturées sans préavis au plus tard le **02/05/2013**. Elles peuvent être clôturées sans préavis dès que le montant maximum de l'émission (20 000 000 dinars) est intégralement souscrit. Les demandes de souscription seront reçues dans la limite des obligations subordonnées émises, soit 200 000 obligations. En cas de placement d'un montant supérieur ou égal à 15 000 000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **02/05/2013**, les souscriptions à cet emprunt seront clôturées et le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société à cette date.

En cas de placement d'un montant inférieur à 15 000 000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **02/05/2013**, les souscriptions seront prorogées jusqu'au **02/06/2013**. Avec maintien de la date unique de jouissance en intérêts. Passé ce délai, le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société.

Un avis de clôture sera publié dans les bulletins officiels du Conseil du Marché Financier et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, dès la clôture effective des souscriptions.

Organismes financiers chargés de recueillir les souscriptions du public : Les souscriptions à cet emprunt subordonné et les versements seront reçus à partir du **15/03/2013** aux guichets de TUNISIE VALEURS (Tunis Centre Urbain Nord, Tunis Belvédère, La Marsa, Nabeul, Kélibia, Sousse, Monastir, Sfax et Djerba) et des autres intermédiaires en bourse.

- Suite -

But de l'émission : TUNISIE LEASING, de par son statut d'établissement de crédit est appelée à mobiliser d'une manière récurrente les ressources nécessaires au financement de ses concours à l'économie.

A ce titre, cet emprunt subordonné permettra à la société de renforcer davantage ses fonds propres nets au vu de la réglementation bancaire. En effet, la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie aux banques n°91-24 du 17 décembre 1991 relative aux règles de gestion et aux normes prudentielles applicables aux banques et aux établissements financiers fait référence aux emprunts subordonnés pour définir les fonds propres complémentaires, composantes des fonds propres nets. Ces emprunts subordonnés ne seront pris en compte annuellement pour le calcul des fonds propres complémentaires qu'à concurrence du capital restant dû et dans les limites fixées par la circulaire susvisée (à savoir 50% du montant des fonds propres nets de base).

Nature des titres : titres de créances.

Forme des obligations : Les obligations subordonnées du présent emprunt seront nominatives.

Catégorie des titres : Obligations subordonnées qui se caractérisent par leur rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination.

La législation sous laquelle les titres sont créés : Les emprunts obligataires subordonnés sont des emprunts obligataires auxquels est rattachée une clause de subordination.

De ce fait, ils sont soumis aux règles et textes régissant les obligations, soit : le code des sociétés commerciales, livre 4, titre 1, sous titres 5 chapitre 3 : des obligations. Ils sont également prévus par la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie aux banques n° 91-24 du 17/12/1991 relative aux règles de gestion et aux normes prudentielles applicables aux banques et aux établissements financiers.

Modalité et délais de délivrance des titres : le souscripteur recevra dès la clôture de l'émission une attestation portant sur le nombre des obligations subordonnées souscrites délivrée par l'intermédiaire agréé mandaté (TUNISIE VALEURS).

Prix de souscription et d'émission : 100 dinars par obligation subordonnée.

Date de jouissance des intérêts : Chaque obligation subordonnée souscrite dans le cadre de la présente émission portera jouissance en intérêt à partir de la date effective de sa souscription et libération. Les intérêts courus au titre de chaque obligation subordonnée entre la date effective de sa souscription et de libération et la date limite de clôture des souscriptions seront décomptés et déduits du prix de souscription.

Toutefois, la date unique de jouissance en intérêts, servant de base pour les besoins de cotation en bourse, est fixée à la date limite de clôture des souscriptions à l'emprunt, soit le **02/05/2013** et ce même en cas de prorogation de cette date.

Date de règlement : Les obligations subordonnées seront payables en totalité à la souscription.

Taux d'intérêt : Les obligations subordonnées du présent emprunt seront offertes à deux taux différents au choix du souscripteur :

- Taux du Marché Monétaire (TMM publié par la BCT) + 2,25% brut calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation subordonnée au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis. Ce taux correspond à la moyenne arithmétique des douze derniers taux moyens mensuels du marché monétaire tunisien précédant la date de paiement des intérêts majorée de 225 points de base. Les douze mois à considérer vont du mois de mai de l'année N-1 au mois d'avril de l'année N.

- Taux annuel brut de 7% l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation subordonnée au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

Le souscripteur choisira lors de la souscription le type de taux à adopter.

- Suite -

Intérêts : Les intérêts sont payés à terme échu le **02 mai** de chaque année. La dernière échéance pour les obligations subordonnées du présent emprunt est prévue pour le **02/05/2018**.

Amortissement et remboursement : Toutes les obligations subordonnées émises sont amortissables d'un montant annuel constant de 20 dinars par titre soit le un cinquième de la valeur nominale. L'emprunt subordonné sera amorti en totalité le **02/05/2018**.

Prix de remboursement : le prix de remboursement est de 100 dinars par obligation.

Paiement :

Le paiement annuel des intérêts et le remboursement du capital dû seront effectués à terme échu le **02 mai** de chaque année.

- Le premier paiement des intérêts et le premier remboursement du capital de l'emprunt auront lieu le **02/05/2014**

- Les paiements des intérêts et les remboursements du capital seront effectués auprès des dépositaires à travers la STICODEVAM.

Taux de rendement actuariel et marge actuarielle :

• **Taux de rendement actuariel (souscription à taux fixe) :**

C'est le taux annuel qui à une date donnée égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir, ce taux est de 7% l'an pour le présent emprunt subordonné. Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'au remboursement final.

• **Marge actuarielle (souscription à taux variable) :**

La marge actuarielle d'un emprunt à taux variable est l'écart entre son taux de rendement estimé et l'équivalent actuariel de son indice de référence. Le taux de rendement est estimé en cristallisant jusqu'à la dernière échéance le dernier indice de référence pour l'évaluation des coupons futurs. La moyenne des TMM des 12 derniers mois arrêtée au mois de janvier 2013 qui est égale à 3,831%, et qui est supposée cristallisée à ce niveau pendant toute la durée de l'emprunt, permet de calculer un taux de rendement actuariel annuel de 6,081%. Sur cette base, les conditions d'émission et de rémunération font ressortir une marge actuarielle de 2,25% et ce pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'au remboursement final.

Durée totale, durée de vie moyenne et duration de l'emprunt obligataire subordonné:

Durée totale: Les obligations subordonnées du présent emprunt sont émises pour une durée de vie totale de 5 ans.

Durée de vie moyenne : 3 ans pour le présent emprunt.

Duration de l'emprunt (souscription à taux fixe) : La duration de cet emprunt est de 2,751 années.

Rang de créance et Maintien de l'emprunt à son rang :

Rang de créance : En cas de liquidation de l'émetteur, les obligations subordonnées de la présente émission seront remboursées à un prix égal au nominal et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des titres participatifs émis par l'émetteur. Le remboursement des présentes obligations subordonnées interviendra au même rang que celui de tous les autres emprunts obligataires subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par l'émetteur proportionnellement à leur montant, le cas échéant (clause de subordination)

Il est à signaler que ce rang dépendrait des emprunts obligataires qui seront émis conformément aux limites prévues au niveau des prévisions annoncées au document de référence enregistré auprès du CMF en date du 25 octobre 2012 sous le numéro 12-009. Toute modification susceptible de changer le rang des titulaires d'obligations subordonnées doit être soumise à l'accord de l'Assemblée Spéciale des titulaires des obligations prévues par l'article 333 du Code des Sociétés Commerciales.

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'émetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'émetteur.

- Suite -

Maintien de l'emprunt à son rang : l'émetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des obligations subordonnées du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres créances qu'il pourrait émettre ultérieurement, en dehors de celles prévues au niveau du document de référence sus - visé aucune priorité quant à leur rang de remboursement, sans consentir ces mêmes droits aux obligations subordonnées du présent emprunt.

Garantie :

Le présent emprunt obligataire subordonné ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.

Mode de placement :

L'emprunt obligataire subordonné, objet de la présente note d'opération, est émis par Appel Public à l'Epargne. Les souscriptions à cet emprunt seront ouvertes, à tout investisseur potentiel ayant une connaissance et une expérience en matière financière et commerciale suffisante de manière à pouvoir évaluer les avantages et les risques d'investir dans les obligations subordonnées. Les souscriptions seront reçues aux guichets de Tunisie Valeurs (Tunis Centre Urbain Nord, Tunis Belvédère, La Marsa, Nabeul, Kélibia, Sousse, Monastir, Sfax et Djerba) et des autres intermédiaires en Bourse.

Notation de l'émission :

L'agence de notation Fitch Ratings a attribué la note BB+ (tun) à l'emprunt objet de la présente note d'opération en date du 13 février 2013.

La note BB+ à long terme correspond, sur l'échelle de notation de Fitch Ratings, à des créances pour lesquelles il existe une incertitude quant à l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. L'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts reste sensible à l'évolution défavorable des facteurs d'exploitation ou des conditions économiques et financières. Les signes + et - marquent des nuances de qualité.

TUNISIE LEASING s'engage à continuer à se faire noter pendant toute la durée de l'emprunt subordonné, afin d'assurer aux porteurs des obligations subordonnées une information régulière sur sa situation financière. Elle s'engage également à tenir une communication financière au moins une fois par an.

Notation de la société :

En date du 22 avril 2010, l'agence de notation Fitch Ratings a confirmé les notes attribuées sur l'échelle nationale à Tunisie Leasing à BBB+ (tun) pour la note à long terme avec perspective d'évolution stable et F2 (tun) pour la note à court terme.

La note nationale BBB indique des créances pour lesquelles l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est adéquate, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Cependant, une évolution défavorable des facteurs d'exploitation ou des conditions économiques et financières pourrait affecter cette aptitude dans une plus large mesure que pour les créances notées dans les catégories supérieures. Les signes « + » et « - » indiquent des nuances de qualité.

La note nationale F2 indique des créances pour lesquelles l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est satisfaisante, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Cependant, la marge de sécurité est moins importante que pour les créances notées F1.

Organisation de la représentation des porteurs des obligations subordonnées :

L'émission d'un emprunt obligataire subordonné est soumise aux règles et textes régissant les obligations. En matière de représentation des obligations subordonnées, l'article 333 du code des sociétés commerciales est applicable : les porteurs des obligations subordonnées sont rassemblés en une assemblée générale spéciale qui désigne l'un de ses membres pour la représenter et défendre les intérêts des porteurs des obligations subordonnées.

Les dispositions des articles 355 à 365 du code des sociétés commerciales s'appliquent à l'assemblée générale spéciale des porteurs des obligations subordonnées et à son représentant. Le représentant de l'assemblée générale des porteurs des obligations subordonnées a la qualité pour la représenter devant les tribunaux.

- Suite -

Fiscalité des titres :

Les intérêts annuels des obligations subordonnées de cet emprunt sont soumis à une retenue d'impôt que la loi met ou pourrait mettre à la charge des personnes physiques ou morales.

En l'état actuel de la législation, et suite à l'unification des taux de la retenue à la source sur les revenus des capitaux mobiliers, telle qu'instituée par la loi n°96-113 du 30 Décembre 1996, portant loi de finances pour la gestion 1997, les intérêts sont soumis à une retenue à la source au taux unique de 20%. Cette retenue est définitive et non susceptible de restitution sur les revenus des obligations subordonnées revenant à des personnes morales non soumises à l'impôt sur les sociétés ou qui en sont totalement exonérées en vertu de la législation en vigueur. Conformément à l'article 39 du code de l'IRPP et de l'IS, sont déductibles de base imposable les intérêts perçus par le contribuable au cours de l'année au titre des comptes spéciaux d'épargne ouverts auprès des banques, ou de la Caisse d'Epargne Nationale de Tunisie ou au titre des emprunts obligataires émis à partir du 1er Janvier 1992 dans la limite d'un montant annuel de mille cinq cent dinars (1 500 dinars) sans que ce montant n'excède mille dinars (1000 dinars) pour les intérêts provenant des comptes spéciaux d'épargne ouverts auprès des banques et auprès des banques et auprès de la Caisse d'Epargne Nationale de Tunisie.

Intermédiaire agréé mandaté par la société pour la tenue du registre des obligations :

L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre d'obligations détenues ainsi que la tenue de registre des obligations subordonnées « Emprunt Subordonné TL 2013 » seront assurés durant toute la durée de vie de l'emprunt par la STICODEVAM. L'attestation délivrée à chaque souscripteur mentionnera le taux d'intérêt et la quantité y afférente.

Marché des titres :

Il existe deux emprunts obligataires subordonnés émis par Tunisie Leasing respectivement en 2009 et 2010 ainsi que 12 emprunts obligataires ordinaires émis par la société qui sont cotés sur le marché obligataire de la cote de la Bourse.

Par ailleurs, il n'existe pas de titres émis par l'émetteur de l'une ou de l'autre catégorie qui sont cotés à l'étranger.

Dès la clôture des souscriptions au présent emprunt subordonné, TUNISIE LEASING s'engage à charger l'intermédiaire Tunisie valeurs de demander l'admission des obligations subordonnées souscrites au marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Prise en charge par la STICODEVAM :

TUNISIE LEASING s'engage dès la clôture de l'emprunt subordonné « Emprunt Subordonné TL 2013 » à entreprendre les démarches nécessaires auprès de la STICODEVAM en vue de la prise en charge des obligations subordonnées souscrites.

Tribunaux compétents en cas de litige :

Tout litige pouvant surgir suite à l'émission, au paiement et à l'extinction de cet emprunt subordonné sera de la compétence exclusive du tribunal de Tunis I.

Facteurs de risques spécifiques liés aux obligations subordonnées :

Les obligations subordonnées ont des particularités qui peuvent impliquer certains risques pour les investisseurs potentiels et ce en fonction de leur situation financière particulière, de leurs objectifs d'investissement et en raison de leur caractère de subordination.

Nature du titre :

L'obligation subordonnée est un titre de créance qui se caractérise par son rang de créance contractuel déterminé par la clause de subordination. La clause de subordination se définit par le fait qu'en cas de liquidation de la société émettrice, les obligations subordonnées ne seront remboursées qu'après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires mais avant le remboursement des titres participatifs et de capital émis par l'émetteur. Les obligations subordonnées interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts obligataires subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par l'émetteur proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

- Suite -

Qualité de crédit de l'émetteur :

Les obligations subordonnées constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non assortis de sûreté de l'émetteur. Le principal des obligations subordonnées constitue une dette subordonnée de l'émetteur. Les intérêts sur les obligations subordonnées constituent une dette chirographaire de l'émetteur.

En achetant les obligations subordonnées, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'émetteur et de nulle autre personne.

Le marché secondaire :

Les obligations subordonnées sont cotées sur le marché obligataire de la cote de la bourse mais il se peut qu'il ne soit pas suffisamment liquide. En conséquence, les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de vendre leurs obligations subordonnées facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires pour lesquels un marché secondaire s'est développé. Les investisseurs potentiels devraient avoir une connaissance et une expérience en matière financière et commerciale suffisante de manière à pouvoir évaluer les avantages et les risques d'investir dans les obligations subordonnées, de même qu'ils devraient avoir accès aux instruments d'analyse appropriés ou avoir suffisamment d'acquis pour pouvoir évaluer ces avantages et ces risques au regard de leur situation financière.

Risque lié à l'émission du présent emprunt obligataire :

Selon les règles prudentielles régissant les établissements de crédit exigeant une adéquation entre les ressources et les emplois qui leur sont liés, la souscription au taux indexé sur le TMM risquerait de faire supporter à la société de leasing un risque de taux du fait que les emplois sont octroyés à taux fixe.

Le prospectus relatif à la présente émission est constitué d'une note d'opération visée par le CMF sous le **n°13-810 du 28/02/2013**, du document de référence « **TL 2012** » enregistré auprès du CMF en date du **25/10/2012** sous le **n°12-009**, des indicateurs d'activité de Tunisie Leasing relatifs au 1er trimestre 2013, pour tout placement sollicité après le 20 avril 2013 et des états financiers de Tunisie Leasing relatifs à l'exercice 2012, pour tout placement sollicité après le 30 avril 2013.

Le document de référence enregistré auprès du CMF et la note d'opération visée par le CMF relative à l'émission et à l'admission au marché obligataire de l'emprunt obligataire « Emprunt Subordonné TL 2013 » seront mis à la disposition du public sans frais au siège de la société TUNISIE LEASING, auprès de TUNISIE VALEURS (Tunis Centre Urbain Nord, Tunis Belvédère, La Marsa, Nabeul, Kélibia, Sousse, Monastir, Sfax, et Djerba), Intermédiaire en bourse, auprès de tous les intermédiaires en bourse et sur le site du CMF : www.cmf.org.tn.

Les indicateurs d'activité relatifs au 1er trimestre 2013 et les états financiers relatifs à l'exercice 2012 seront publiés sur le Bulletin Officiel du CMF et sur son site internet respectivement au plus tard le 20 Avril 2013 et le 30 Avril 2013.

AVIS

COURBE DES TAUX DU 08 MARS 2013
--

Code ISIN	Taux du marché monétaire et Bons du Trésor	Taux actuariel (existence d'une adjudication) ^[1]	Taux interpolé	Valeur (pied de coupon)
	Taux moyen mensuel du marché monétaire	4,258%		
TN0008000259	BTA 4 ans "5% mars 2013"		4,259%	1 000,051
TN0008002669	BTC 52 SEMAINES 19/03/2013		4,260%	
TN0008002685	BTC 52 SEMAINES 24/04/2013		4,264%	
TN0008002701	BTC 52 SEMAINES 21/05/2013		4,267%	
TN0008002727	BTC 52 SEMAINES 18/06/2013		4,270%	
TN0008002743	BTC 52 SEMAINES 16/07/2013		4,274%	
TN0008002784	BTC 52 SEMAINES 24/09/2013		4,282%	
TN0008000200	BTA 7 ans "6,1% 11 octobre 2013"		4,284%	1 010,132
TN0008002792	BTC 52 SEMAINES 22/10/2013		4,285%	
TN0008002800	BTC 52 SEMAINES 26/11/2013		4,290%	
TN0008002826	BTC 52 SEMAINES 28/01/2014		4,297%	
	BTC 52 SEMAINES 25/03/2014	4,304%		
TN0008000143	BTA 10 ans " 7,5% 14 Avril 2014 "		4,324%	1 033,311
TN0008000127	BTA 12 ans " 8,25% 9 juillet 2014 "		4,412%	1 048,393
TN0008000184	BTA 10 ans " 7% 9 février 2015"		4,632%	1 042,594
TN0008000309	BTA 4 ans " 5% octobre 2015"		4,882%	1 002,532
TN0008000267	BTA 7 ans " 5,25% mars 2016"		5,036%	1 005,703
TN0008000218	BTZc 11 octobre 2016		5,255%	
TN0008000325	BTA 4 ans " 5,25% décembre 2016"	5,318%		997,367
TN0008000234	BTA 10 ans "6,75% 11 juillet 2017"		5,546%	1 044,803
TN0008000317	BTA 7 ans " 5,5% octobre 2018"	6,042%		974,368
TN0008000242	BTZc 10 décembre 2018		6,051%	
TN0008000275	BTA 10 ans " 5,5% mars 2019"		6,066%	972,050
TN0008000226	BTA 15 ans "6,9% 9 mai 2022"		6,249%	1 043,852
TN0008000291	BTA 12 ans " 5,6% août 2022"	6,264%		953,113

^[1] L'adjudication en question ne doit pas être vieille de plus de 2 mois pour les BTA et 1 mois pour les BTCT.

Conditions minimales de prise en compte des lignes :

- Pour les BTA : Montant levé 10 millions de dinars et deux soumissionnaires,
- Pour les BTCT : Montant levé 10 millions de dinars et un soumissionnaire.

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

Dénomination	Gestionnaire	Date d'ouverture	VL au 31/12/2012	VL antérieure	Dernière VL		
OPCVM DE CAPITALISATION							
<i>SICAV OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION</i>							
1 TUNISIESICAV	TUNISIE VALEURS	20/07/92	143,490	144,245	144,260		
<i>FCP OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION - VL QUOTIDIENNE</i>							
2 FCP SALAMETT CAP	AFC	02/01/07	12,612	12,686	12,689		
<i>FCP OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION - VL HEBDOMADAIRE</i>							
3 FCP MAGHREBIA PRUDENCE	UFI	23/01/06	1,296	1,304	1,304		
<i>SICAV MIXTES DE CAPITALISATION</i>							
4 SICAV AMEN	AMEN INVEST	01/10/92	35,081	35,308	35,312		
5 SICAV PLUS	TUNISIE VALEURS	17/05/93	47,709	47,959	47,963		
6 FCP AXIS ACTIONS DYNAMIQUE	AXIS GESTION	02/04/08	165,014	165,396	165,066		
7 FCP AXIS PLACEMENT EQUILIBRE	AXIS GESTION	02/04/08	578,242	574,211	572,594		
8 FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE	MAXULA BOURSE	15/10/08	128,896	128,850	129,569		
9 FCP MAXULA CROISSANCE EQUILIBREE	MAXULA BOURSE	15/10/08	123,727	124,469	125,061		
10 FCP MAXULA CROISSANCE PRUDENCE	MAXULA BOURSE	15/10/08	116,624	116,974	117,452		
11 FCP MAXULA STABILITY	MAXULA BOURSE	18/05/09	113,323	113,624	114,077		
12 FCP INDICE MAXULA	MAXULA BOURSE	23/10/09	87,981	87,531	87,977		
13 FCP KOUNOUZ	TSI	28/07/08	140,483	139,658	139,263		
14 FCP VALEURS AL KAOUTHER	TUNISIE VALEURS	06/09/10	102,674	102,212	101,921		
15 FCP VALEURS MIXTES	TUNISIE VALEURS	09/05/11	105,730	107,463	107,587		
<i>FCP MIXTES DE CAPITALISATION - VL HEBDOMADAIRE</i>							
16 FCP CAPITALISATION ET GARANTIE	ALLIANCE ASSET MANAGEMENT	30/03/07	1 313,441	1 325,293	1 327,059		
17 FCP AXIS CAPITAL PRUDENT	AXIS GESTION	05/02/04	2 306,497	2 312,397	2 306,096		
18 FCP AMEN PERFORMANCE	AMEN INVEST	01/02/10	107,249	106,444	106,614		
19 FCP OPTIMA	BNA CAPITAUX	24/10/08	103,406	103,738	103,675		
20 FCP SECURITE	BNA CAPITAUX	27/10/08	120,766	121,975	122,040		
21 FCP FINA 60	FINACORP	28/03/08	1 190,742	1 197,587	1 201,488		
22 FCP CEA MAXULA	MAXULA BOURSE	04/05/09	127,271	130,330	130,435		
23 AIRLINES FCP VALEURS CEA	TUNISIE VALEURS	16/03/09	15,247	15,657	15,721		
24 FCP VALEURS QUIETUDE 2014	TUNISIE VALEURS	23/03/09	5 923,437	6 000,487	6 017,812		
25 FCP VALEURS QUIETUDE 2017	TUNISIE VALEURS	01/10/12	5 000,000	5 004,888	5 006,120		
26 FCP VALEURS SERENITE 2013 *	TUNISIE VALEURS	15/01/08	6 759,112	En liquidation	En liquidation		
27 FCP MAGHREBIA DYNAMIQUE	UFI	23/01/06	2,223	2,245	2,248		
28 FCP MAGHREBIA MODERE	UFI	23/01/06	1,901	1,918	1,920		
29 FCP MAGHREBIA SELECT ACTIONS	UFI	15/09/09	1,201	1,195	1,192		
OPCVM DE DISTRIBUTION							
Dénomination	Gestionnaire	Date d'ouverture	Dernier dividende		VL au 31/12/2012	VL antérieure	Dernière VL
			Date de paiement	Montant			
<i>SICAV OBLIGATAIRES</i>							
30 SANADETT SICAV	AFC	01/11/00	15/05/12	3,845	107,250	107,953	107,968
31 AMEN PREMIERE SICAV	AMEN INVEST	02/10/95	10/04/12	3,670	104,162	104,770	104,779
32 AMEN TRESOR SICAV	AMEN INVEST	10/05/06	03/04/12	3,916	105,267	105,909	105,919
33 ATTJARI OBLIGATAIRE SICAV	ATTJARI GESTION	01/11/00	10/05/12	4,444	102,466	103,231	103,243
34 TUNISO-EMIRATIE SICAV	AUTO GEREE	07/05/07	07/05/12	3,986	103,164	103,876	103,887
35 SICAV AXIS TRÉSORERIE	AXIS GESTION	01/09/03	29/05/12	3,786	106,613	107,293	107,303
36 PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	BNA CAPITAUX	06/01/97	28/05/12	3,881	103,696	104,429	104,439
37 SICAV TRESOR	BIAT ASSET MANAGEMENT	03/02/97	19/04/12	3,918	103,579	104,251	104,261
38 SICAV PATRIMOINE OBLIGATAIRE	BIAT ASSET MANAGEMENT	16/04/07	19/04/12	3,841	104,035	104,721	104,731
39 MILLENIUM OBLIGATAIRE SICAV	CGF	12/11/01	31/05/12	3,462	105,393	106,007	106,016
40 GENERALE OBLIG SICAV	CGI	01/06/01	31/05/12	4,343	101,616	102,243	102,253
41 CAP OBLIG SICAV	COFIB CAPITAL FINANCE	17/12/01	15/03/12	3,960	103,937	104,666	104,677
42 FINA O SICAV	FINACORP	11/02/08	31/05/12	3,422	103,745	104,391	104,401
43 INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV	UIB FINANCE	07/10/98	30/05/12	3,588	106,429	107,050	107,060
44 FIDELITY OBLIGATIONS SICAV	MAC SA	20/05/02	17/04/12	3,763	105,458	106,104	106,114
45 MAXULA PLACEMENT SICAV	MAXULA BOURSE	02/02/10	30/05/12	3,137	102,929	103,481	103,489
46 SICAV RENDEMENT	SBT	02/11/92	30/03/12	3,552	102,350	102,959	102,968
47 UNIVERS OBLIGATIONS SICAV	SCIF	16/10/00	28/05/12	3,625	104,217	104,902	104,912
48 SICAV BH OBLIGATAIRE	SIFIB-BH	10/11/97	28/05/12	3,885	102,401	103,117	103,128
49 POSTE OBLIGATAIRE SICAV TANTIT	SIFIB BH	06/07/09	09/05/12	3,356	103,370	104,013	104,023
50 MAXULA INVESTISSEMENT SICAV	SMART ASSET MANAGEMENT	05/06/08	30/05/12	2,837	104,285	104,845	104,853
51 SICAV L'ÉPARGNANT	STB MANAGER	20/02/97	28/05/12	3,931	102,367	103,066	103,077
52 AL HIFADH SICAV	TSI	15/09/08	25/04/12	3,766	103,800	104,437	104,447
53 SICAV ENTREPRISE	TUNISIE VALEURS	01/08/05	25/05/12	3,274	104,521	105,091	105,099
54 UNION FINANCIERE ALYSSA SICAV	UBCI FINANCE	15/11/93	01/06/12	3,369	101,942	102,573	102,582

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

FCP OBLIGATAIRES - VL QUOTIDIENNE								
55	FCP SALAMMETT PLUS	AFC	02/01/07	31/05/12	0,397	10,458	10,521	10,522
56	FCP AXIS AAA	AXIS GESTION	10/11/08	22/05/12	3,915	103,310	103,941	103,951
57	FCP HELION MONEO	HELION CAPITAL	31/12/10	27/04/12	2,731	103,455	104,097	104,107
FCP OBLIGATAIRES - VL HEBDOMADAIRE								
58	AL AMANAH OBLIGATAIRE FCP	CGF	25/02/08	31/05/12	3,938	101,079	101,658	101,730
SICAV MIXTES								
59	ARABIA SICAV	AFC	15/08/94	15/05/12	1,023	70,832	70,267	70,589
60	ATTIJARI VALEURS SICAV	ATTIJARI GESTION	22/03/94	10/05/12	2,267	150,572	153,033	153,425
61	ATTIJARI PLACEMENTS SICAV	ATTIJARI GESTION	22/03/94	10/05/12	22,396	1493,097	1518,055	1522,726
62	SICAV PROSPERITY	BIAT ASSET MANAGEMENT	25/04/94	19/04/12	2,423	111,725	111,946	112,148
63	SICAV OPPORTUNITY	BIAT ASSET MANAGEMENT	01/11/01	19/04/12	1,641	110,651	111,132	111,480
64	SICAV BNA	BNA CAPITAUX	08/12/93	28/05/12	0,828	87,724	89,264	90,060
65	SICAV SECURITY	COFIB CAPITAL FINANCE	26/07/99	19/03/12	0,386	16,757	16,876	16,882
66	SICAV CROISSANCE	SBT	27/11/00	27/03/12	3,898	269,423	271,805	272,252
67	SICAV BH PLACEMENT	SIFIB-BH	22/09/94	18/05/12	1,417	39,445	38,923	38,973
68	STRATÉGIE ACTIONS SICAV	SMART ASSET MANAGEMENT	01/03/06	25/05/12	5,701	2 463,959	2 489,849	2 492,361
69	SICAV L'INVESTISSEUR	STB MANAGER	30/03/94	17/05/12	1,467	78,374	78,918	78,773
70	SICAV AVENIR	STB MANAGER	01/02/95	15/05/12	1,309	58,043	57,969	57,964
71	UNION FINANCIERE SALAMMBO SICAV	UBCI FINANCE	01/02/99	01/06/12	1,215	99,438	100,678	101,141
72	UNION FINANCIERE HANNIBAL SICAV	UBCI FINANCE	17/05/99	01/06/12	1,424	111,271	112,170	112,711
73	UBCI-UNIVERS ACTIONS SICAV	UBCI FINANCE	10/04/00	01/06/12	0,331	99,761	101,903	102,552
FCP MIXTES - VL QUOTIDIENNE								
74	FCP IRADETT 20	AFC	02/01/07	31/05/12	0,288	11,554	11,562	11,596
75	FCP IRADETT 50	AFC	02/01/07	31/05/12	0,207	12,456	12,446	12,474
76	FCP IRADETT 100	AFC	02/01/07	31/05/12	0,175	15,426	15,356	15,396
77	FCP IRADETT CEA	AFC	02/01/07	31/05/12	0,325	15,221	15,254	15,311
78	ATTIJARI FCP CEA	ATTIJARI GESTION	30/06/09	10/05/12	0,167	12,161	12,310	12,347
79	ATTIJARI FCP DYNAMIQUE	ATTIJARI GESTION	01/11/11	-	-	10,731	10,887	10,920
80	ATTIJARI FCP HARMONIE	ATTIJARI GESTION	01/11/11	-	-	10,515	10,616	10,649
81	ATTIJARI FCP SERENITE	ATTIJARI GESTION	01/11/11	-	-	10,686	10,731	10,755
82	BNAC PROGRÈS FCP	BNA CAPITAUX	03/04/07	31/05/12	1,975	123,670	125,210	125,588
83	BNAC CONFIANCE FCP	BNA CAPITAUX	03/04/07	31/05/12	2,252	125,225	126,735	127,196
84	FCP OPTIMUM EPARGNE ACTIONS	CGF	14/06/11	31/05/12	0,032	10,509	10,690	10,745
85	FCP DELTA EPARGNE ACTIONS	STB MANAGER	08/09/08	02/05/12	0,640	111,016	110,526	110,416
86	FCP VALEURS CEA	TUNISIE VALEURS	04/06/07	25/05/12	0,181	19,855	20,451	20,482
87	FCP AL IMTIEZ	TSI	01/07/11	-	-	86,962	84,700	84,611
88	FCP AFEK CEA	TSI	01/07/11	-	-	88,458	87,800	87,581
89	TUNISIAN PRUDENCE FUND	UGFS-NA	02/01/12	-	-	96,633	97,615	97,280
90	BIATCAPITAL CROISSANCE FCP	BIATCAPITAL	17/09/12	-	-	96,431	96,443	96,721
91	BIATCAPITAL EQUILIBRE FCP	BIATCAPITAL	17/09/12	-	-	97,381	98,064	98,445
92	BIATCAPITAL PRUDENCE FCP	BIATCAPITAL	17/09/12	-	-	96,659	97,814	97,845
FCP MIXTES - VL HEBDOMADAIRE								
93	FCP AMEN PREVOYANCE	AMEN INVEST	01/02/10	11/04/12	2,860	98,265	98,256	98,260
94	FCP AMEN CEA	AMEN INVEST	28/03/11	11/04/12	1,540	110,268	110,328	111,289
95	FCP BIAT ÉPARGNE ACTIONS	BIAT ASSET MANAGEMENT	15/01/07	19/04/12	3,066	136,191	135,921	136,061
96	AL AMANAH ETHICAL FCP	CGF	25/05/09	31/05/12	0,048	10,883	11,028	11,000
97	AL AMANAH EQUITY FCP	CGF	25/02/08	31/05/12	1,316	117,185	119,124	118,977
98	AL AMANAH PRUDENCE FCP	CGF	25/02/08	31/05/12	2,626	116,684	117,484	117,388
99	FCP HELION ACTIONS DEFENSIF	HELION CAPITAL	31/12/10	27/04/12	0,257	103,916	104,388	104,213
100	FCP HELION ACTIONS PROACTIF	HELION CAPITAL	31/12/10	27/04/12	0,999	100,734	100,803	100,719
101	MAC CROISSANCE FCP	MAC SA	15/11/05	21/05/12	1,526	180,586	184,066	185,912
102	MAC EQUILIBRE FCP	MAC SA	15/11/05	21/05/12	1,935	161,095	162,936	163,963
103	MAC ÉPARGNANT FCP	MAC SA	15/11/05	21/05/12	3,732	142,686	143,746	143,886
104	MAC EXCELLENCE FCP	MAC SA	28/04/06	21/05/12	64,642	9 973,706	10 027,139	10 097,178
105	MAC ÉPARGNE ACTIONS FCP **	MAC SA	20/07/09	-	-	20,319	20,539	20,820
106	MAC AL HOUDA FCP	MAC SA	04/10/10	-	-	139,386	141,960	141,934
107	FCP SMART EQUITY	SMART ASSET MANAGEMENT	01/09/09	-	-	1 551,185	1 569,806	1 570,990
108	FCP SAFA	SMART ASSET MANAGEMENT	27/05/11	-	-	112,651	114,826	113,829
109	FCP SERENA VALEURS FINANCIERES	TRADERS INVESTMENT MANAGERS	27/01/10	20/07/11	1,582	91,583	90,488	91,083
110	FCP VIVEO NOUVELLES INTRODUITES	TRADERS INVESTMENT MANAGERS	03/03/10	20/07/11	2,927	115,510	115,546	115,712
111	TUNISIAN EQUITY FUND	UGFS-NA	30/11/09	31/05/12	115,372	9 259,595	9 588,976	9 584,354
FCP ACTIONS - VL HEBDOMADAIRE								
112	FCP UNIVERS AMBITION PLUS	SCIF	12/02/13	-	-	-	9,995	9,962

* En liquidation suite à l'expiration de la durée de vie

** VL ajustée suite à la modification de la valeur d'origine de 100D à 10D

**BULLETIN OFFICIEL
DU CONSEIL DU MARCHÉ FINANCIER**

8, rue du Mexique - 1002 TUNIS -
Tél : 844.500 - Fax : 841.809 / 848.001

Compte bancaire n° 10 113 108 - 101762 - 0 788 83 STB le Belvédère - TUNIS -

courriel : cmf@cmf.org.tn

**Publication paraissant
du Lundi au Vendredi sauf jours fériés**

Prix unitaire : 0,250 dinar
Etranger : Frais d'expédition en sus

Le Président du CMF
Mr. Salah Essayel

**IMPRIMERIE
du
CMF**

8, rue du Mexique - 1002 TUNIS

Portée du visa du CMF : Le visa du CMF, n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Le prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

Ce visa a été accordé en vue de l'introduction de la société au marché alternatif de cote de la Bourse. Ce marché permet aux sociétés de lever des fonds stables dans le but de se restructurer et de financer leur croissance. Il est essentiellement destiné aux investisseurs ayant un horizon de placement de moyen et long terme.

OFFRE A PRIX FERME –OPF– ET ADMISSION AU MARCHÉ ALTERNATIF DE LA COTE DE LA BOURSE DES ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ «AeTECH»

Le Conseil du Marché Financier a accordé son visa au prospectus d'Offre à Prix Ferme –OPF– et d'admission au marché alternatif de la cote de la Bourse des actions de la société «AeTECH».

Dans le cadre du prospectus, la société «AeTECH» a pris les engagements suivants :

- Conformer ses statuts à la réglementation en vigueur ;
- Réserver un nouveau siège au Conseil d'Administration au profit des détenteurs des actions émises dans le cadre de cette opération. Ce nouvel administrateur sera désigné lors d'une Assemblée Générale Ordinaire où les actionnaires majoritaires et anciens s'abstiendront de voter ;
- Créer un comité permanent d'audit conformément à l'article 256 bis du code des sociétés commerciales.
- Se conformer à la réglementation en vigueur en matière de tenue de comptes de valeurs mobilières ;
- Conformer ses rapports annuels sur la gestion au modèle prévu à l'annexe 12 du règlement du CMF relatif à l'appel public à l'épargne ;
- Tenir une communication financière au moins une fois par an ;
- Actualiser ses prévisions chaque année sur un horizon de 3 ans et les porter à la connaissance des actionnaires et du public, avec information de ces derniers sur l'état de réalisation de ses prévisions et insertion d'une analyse des écarts relevés au niveau de son rapport annuel.

Aussi, l'actionnaire de référence, Monsieur Zoubeir CHAIB détenant actuellement 66,01% du capital de la société « AeTECH », s'est engagé :

- à ne pas céder plus de 5% de sa participation au capital de la société dans le public, sauf autorisation spéciale du Conseil du Marché Financier, et ce pendant deux (2) ans à compter de la date d'introduction;
- à ne pas développer une activité locale concurrente à celle de la société.

ADMISSION DES ACTIONS DE LA SOCIETE «AeTECH» AU MARCHÉ ALTERNATIF DE LA COTE DE LA BOURSE :

La Bourse a donné, en date du 14/12/2012, son accord de principe quant à l'admission des actions de la société «AeTECH» au marché alternatif de la cote de la Bourse.

Au cas où la présente offre aboutirait à des résultats concluants, l'introduction des actions de la société «AeTECH» se fera au marché alternatif de la cote de la Bourse au cours de 6 dinars l'action et sera ultérieurement annoncée sur les bulletins officiels de la BVMT et du CMF.

- **Autorisation d'augmentation du capital :**

Sur proposition du Conseil d'Administration du 03/01/2013, d'augmenter le capital social pour le porter de 1 640 000 dinars à 2 223 334 dinars et ce par la création de 583 334 actions nouvelles, destinées au public, d'une valeur nominale un (1) dinar chacune, à souscrire en numéraire et à libérer en totalité à la souscription, majoré d'une prime d'émission de cinq (5) dinars pour chaque action souscrite, l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 03/01/2013 a approuvé les rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes et a décidé de réaliser une augmentation de capital pour un montant maximal de quatre Millions de dinars tunisiens (4 000 000 DT) prime d'émission comprise en une ou plusieurs fois, par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription de nouvelles actions de la société destinées au public.

- **Droit préférentiel de souscription :**

L'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 03/01/2013 a décidé de réserver l'intégralité de l'augmentation de capital projetée au public. En conséquence de cette décision les anciens actionnaires ont renoncé à leur Droit Préférentiel de Souscription (DPS) au profit des souscripteurs potentiels. Cette renonciation s'est traduite par la suppression de ces DPS pour la totalité de l'augmentation de capital.

- **Cadre de l'offre :**

L'introduction s'effectuera par la mise sur le marché, dans le cadre d'une augmentation de capital par voie de souscription publique, de 583 334 actions d'une valeur nominale de un (1) dinar chacune, représentant 26,2369% du capital après la réalisation de ladite augmentation.

1- Présentation de la société :

Dénomination : Société Advanced e-Technologies « AeTECH »

Siège social : 29, Rue des Entrepreneurs – Charguia II, Zone Industrielle Ariana Aéroport

Forme juridique : Société Anonyme

Date de constitution : 12/10/2001

Capital social : 1 640 000 dinars, divisé en 1 640 000 actions de nominal 1 dinar entièrement libérées.

Objet social : La Société a pour objet :

- ✓ Le commerce en gros des équipements informatiques et accessoires.
- ✓ La fourniture, l'installation, la maintenance, le développement et l'intégration des produits, logiciels dans le monde des technologies de la communication de l'internet, de l'informatique et de la bureautique. La formation sur les produits, logiciels et métiers dans le domaine des logiciels et métiers dans le domaine des technologies de communication de télécommunication de l'Internet, de l'informatique et de la bureautique.
- ✓ La promotion et le développement de toutes les activités et les services auxiliaires se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ayant pour objet son développement et son extension.

- ✓ La participation par tous les moyens à toutes entreprises créées ou à créer, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances, souscription ou achat de titres, droits sociaux ou en association en participation quelconque.
- ✓ Toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social et à tous les objets annexes et susceptibles d'en faciliter l'extension et le développement.
Et généralement toutes opérations quelles que soient leurs natures se rattachant directement et indirectement à l'un des objets ci-dessus énumérés.

2- Période de validité de l'offre :

L'Offre à Prix Ferme est ouverte au public du **20/02/2013** au **12/03/2013 inclus**.

3- Date de jouissance des actions :

Les actions nouvelles porteront jouissance à partir du **1^{er} janvier 2012**.

4- Prix de l'offre et modalités de paiement:

Pour la présente offre, le prix de l'action de la société «AeTECH» a été fixé à **6 dinars** et ce, tous frais, commissions, courtages et taxes compris.

Le règlement des demandes de souscription par les donneurs d'ordres désirant souscrire à des actions de la société « AeTECH », dans le cadre de l'offre à prix ferme, s'effectue au comptant auprès des intermédiaires en bourse au moment du dépôt de la demande. En cas de satisfaction partielle de la demande de souscription, le solde sera restitué, sans frais, ni intérêts au donneur d'ordre dans un délai ne dépassant pas les trois (3) jours ouvrables à compter du jour de la déclaration du résultat de l'offre à prix ferme

5- Établissements domiciliataires :

Tous les intermédiaires en bourse sont habilités à recueillir, sans frais, les demandes de souscription d'actions de la société « AeTECH » exprimées dans le cadre de la présente Offre (sauf pour la souscription à la catégorie C qui sera centralisée chez l'intermédiaire en bourse MCP).

Le jour de dénouement de l'offre, le montant de l'augmentation de capital est versé dans le compte indisponible n° **07038005034000068720** ouvert auprès de l'AMEN BANK, Agence les Berges du Lac II, conformément à l'état de dénouement espèces de la STICODEVAM.

6- Mode de placement, modalités et délais de délivrance des titres :

L'opération proposée porte sur une Offre à Prix Ferme de 583 334 actions nouvelles émises à l'occasion de l'augmentation du capital réservée au public, soit 26,2369% du capital social après réalisation de l'augmentation, telle que décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 03/01/2013.

Les actions offertes dans le cadre de l'Offre à Prix Ferme seront réparties en trois (3) catégories:

Catégorie A :

47,9999% des actions offertes, soit 280 000 actions seront réservées aux institutionnels tunisiens et/ou étrangers sollicitant au minimum 10 actions et au maximum 111 166 actions, soit 5% du capital social après augmentation.

Les OPCVM souscripteurs parmi cette catégorie doivent respecter les dispositions légales notamment celles régissant les ratios prudentiels tel que défini au niveau de l'article 29 de la loi n° 2001-83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du Code des Organismes de Placement Collectif et fixant un maximum de 10% de l'actif net en titres de créance ou de capital émis ou garantis par un même émetteur.

Catégorie B :

47,9999% des actions offertes, soit 280 000 actions seront réservées aux personnes physiques et/ou morales tunisiennes et/ou étrangères, autres que les institutionnels, sollicitant au minimum 10 actions et au maximum 11 116 actions, soit 0,5% du capital social après augmentation.

Catégorie C :

4,0001% des actions offertes, soit 23 334 actions seront réservées au personnel de la société « AeTECH ». La souscription à cette catégorie sera centralisée chez l'intermédiaire en bourse MCP.

Les demandes de souscription doivent être nominatives et données par écrit aux intermédiaires en Bourse. Ces demandes doivent préciser obligatoirement le numéro, l'heure et la date de dépôt, la quantité de titres demandée et l'identité complète du souscripteur.

L'identité complète du souscripteur comprend :

- Pour les personnes physiques majeures tunisiennes : le nom, le prénom, la nature et le numéro de la pièce d'identité nationale,
- Pour les personnes physiques mineures tunisiennes : le nom, le prénom, la date de naissance ainsi que la nature et le numéro de la pièce d'identité nationale du père ou de la mère ou du tuteur légal,
- Pour les personnes morales tunisiennes : la dénomination sociale complète et le numéro d'inscription au registre de commerce,
- Pour les OPCVM : La dénomination, les références de l'agrément et l'identité du gestionnaire,
- Pour les institutionnels autres qu'OPCVM : la dénomination sociale complète ainsi que le numéro d'inscription au registre de commerce, s'il y a lieu. Pour les sociétés d'investissement à capital fixe, il y a lieu de faire suivre leur dénomination sociale par SICAF, et les sociétés d'investissement à capital risque par SICAR.
- Pour les étrangers : le nom, le prénom ou la dénomination sociale, la nature et les références des documents présentés.

Toute demande de souscription ne comportant pas les indications précitées ne sera pas prise en considération par la commission de dépouillement.

La demande de souscription doit porter sur un nombre d'actions qui ne peut être inférieur à Dix (10) actions ni supérieur à 0,5% du capital social après augmentation, soit 11 116 actions pour les non institutionnels et 5% du capital social soit 111 116 actions pour les institutionnels.

En tout état de cause, la quantité demandée par demande de souscription doit respecter la quantité minimale et maximale fixée par catégorie.

En outre, les demandes de souscription pour les OPCVM ne doivent pas porter sur plus de 10% des actifs nets, ayant servi pour le calcul de la dernière valeur liquidative publiée, précédant la date de souscription. Tout non-respect de cette condition entraîne la nullité de la demande de souscription.

Aucune règle d'antériorité n'est prévue dans la satisfaction des demandes de souscription reçues au cours de la période de validité de l'offre à prix ferme.

Outre la demande de souscription qu'elle émet pour son propre compte, une même personne pourra émettre un maximum de :

- Trois (3) demandes de souscription à titre de mandataire d'autres personnes. Ces demandes doivent être accompagnées d'un acte de procuration, spécifique à la présente opération, dûment signé et légalisé.
- Un nombre de demandes de souscription équivalent au nombre d'enfants mineurs à charge. Ces demandes doivent être accompagnées d'un extrait de naissance.

Tout acquéreur ne peut émettre qu'une seule demande de souscription déposée auprès d'un seul intermédiaire en Bourse. En cas de dépôt de plusieurs demandes auprès de différents intermédiaires, seule la première, par le temps, sera acceptée par la commission de dépouillement.

En cas de demandes multiples reproduites chez un même intermédiaire, seule la demande portant sur le plus petit nombre d'actions demandées sera retenue.

Tout intermédiaire chargé du placement des titres est tenu au respect des dispositions énoncées ci-dessus notamment en matière de limitation des mandats et de couverture en fonds des demandes de souscription émanant de leurs clients. L'ensemble des documents cités ci-dessus devra être conservé pour être éventuellement présenté à des fins de contrôle.

7- Mode de répartition des titres :

Le mode de satisfaction des demandes de souscription se fera de la manière suivante :

➤ **Pour la catégorie A** : les demandes de souscription seront satisfaites au prorata sur la base d'un taux d'allocation, déterminé par le rapport quantité offerte / quantité demandée et retenue.

Le reliquat non servi sera réparti par la commission de dépouillement, sans que la part de chaque institutionnel ne dépasse 5% du capital à l'issue de l'opération.

➤ **Pour la catégorie B et C** : les demandes de souscription seront satisfaites également par palier jusqu'à l'épuisement des titres alloués à cette catégorie. Les paliers de satisfaction seront fixés par la commission de dépouillement.

En cas d'excédent de titres offerts non demandés par une catégorie, le reliquat sera affecté en priorité à la catégorie A puis à la catégorie B puis à la catégorie C.

8- Transmission des demandes et centralisation :

Les intermédiaires en Bourse établissent les états des demandes de souscription reçues de leurs clients dans le cadre de l'Offre à Prix Ferme.

Les intermédiaires en Bourse transmettront à la BVMT les états des demandes de souscription selon les modalités prévues par l'avis de la Bourse qui sera publié à cet effet sur son bulletin officiel.

Ces états doivent être signés par la personne habilitée et comporter le cachet de la société d'intermédiation.

En cas de discordance entre l'état figurant sur le support magnétique et l'état écrit, seul l'état écrit fait foi.

9-Ouverture des plis et dépouillement :

Les états relatifs aux demandes de souscription données dans le cadre de l'offre à prix ferme seront communiqués sous plis fermés par le bureau d'ordre central de la Bourse à la commission de dépouillement composée de représentants de la BVMT et de MCP, intermédiaire en bourse chargé de l'opération, et en présence du commissaire du gouvernement auprès de la BVMT, des représentants du CMF et de l'AIB. La commission procédera au dépouillement des états, affectera les quotas et établira un procès-verbal à cet effet.

10-Déclaration des résultats :

Dès la réalisation de l'opération de dépouillement des demandes de souscription, le résultat de l'Offre à Prix Ferme fera l'objet d'un avis qui sera publié sur les Bulletins Officiels de la BVMT et du CMF précisant la suite donnée à l'Offre et, en cas de suite positive, l'avis précisera par intermédiaire, le nombre de titres attribués, les demandes retenues et la réduction éventuelle dont les demandes de souscription seront frappées.

11-Règlement des capitaux et livraison des titres :

Au cas où l'offre connaîtra une suite favorable, la BVMT communiquera à chaque intermédiaire, le lendemain de la publication de l'avis de résultat, l'état détaillé de ses demandes de souscription retenues et la quantité attribuée à chacun d'eux.

Chaque intermédiaire est tenu d'envoyer à la STICODEVAM les ordres de ségrégation des quantités souscrites retenues par catégorie d'avoirs et ce, conformément aux modalités pratiques de l'opération qui seront précisées par un avis de la STICODEVAM. Le règlement des espèces et la livraison des titres seront effectués trois (03) jours ouvrables après la date de résultat de l'offre, via la compensation de la STICODEVAM.

La STICODEVAM a attribué en date du 19/10/2012 aux actions anciennes de la société « AeTECH » le code ISIN TN0007500010.

La société « AeTECH » s'engage à demander la prise en charge de ses actions nouvelles et anciennes par la STICODEVAM dès la réalisation définitive de l'augmentation du capital en numéraire.

Les opérations de règlement et de livraison seront assurées par cette dernière.

Le registre des actionnaires sera tenu par MCP, intermédiaire en bourse.

12- Cotation des titres :

La date de démarrage de la cotation des titres, sur le marché alternatif de la cote de la bourse des valeurs mobilières de Tunis, fera l'objet d'un avis qui sera publié aux bulletins officiels de la BVMT et du CMF.

Toutefois, la cotation des actions nouvelles ne démarrera qu'après l'accomplissement des formalités juridiques de l'augmentation du capital. Ainsi, les actions nouvelles ne seront cessibles et négociables qu'après la publication d'un avis dans le bulletin officiel de la BVMT et du CMF.

13- Contrat de liquidité :

Un contrat de liquidité pour une période de 1 an à partir de la date d'introduction est établi entre MENA CAPITAL PARTNERS «MCP», intermédiaire en bourse et l'actionnaire de référence Monsieur Zoubeir CHAIEB portant sur 7,14% du produit de l'Offre à Prix Ferme, soit un montant de 100 000 dinars et 25 000 titres.

14- Listing Sponsor :

BNA CAPITAUX, a été désignée par la société « AeTECH » pour assurer la fonction de Listing Sponsor. Elle aura pour mission d'assister la société pendant son introduction au marché alternatif de la cote de la Bourse et de l'accompagner pour l'accomplissement de ses obligations légales et réglementaires d'informations périodiques et permanentes et ce, pendant au moins les deux exercices suivant son introduction.

Cette mission pourrait être prolongée dans le cas où il n'y aurait pas eu transfert de cotation d'AeTECH sur le marché principal de la cote de la Bourse. En cas de résiliation du mandat, pour quelque motif que ce soit, la société « AeTECH » doit, sans délai, désigner un nouveau Listing Sponsor. Le Conseil du Marché Financier doit être informé de toute désignation.

15-Régulation du cours boursier :

Les actionnaires de la société « AeTECH » se sont engagés, après l'introduction de la société en Bourse, à obtenir lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire de la société, les autorisations nécessaires pour la régulation du cours boursier et ce, conformément à l'article 19 nouveau de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier.

Le contrat de régulation sera confié à MENA CAPITAL PARTNERS« MCP », intermédiaire en bourse.

Un prospectus d'Offre à Prix Ferme –OPF– et d'admission au marché alternatif de la cote de la Bourse visé par le Conseil du Marché Financier sous le numéro 13-808 du 05/02/2013, est mis à la disposition du public auprès de la société «AeTECH », de la MCP, intermédiaire en bourse chargé de l'opération, auprès de tous les autres intermédiaires en Bourse et sur le site Internet du CMF : www.cmf.org.tn.

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS DEFINITIFS**Compagnie Tunisienne pour l'Assurance du Commerce Extérieur COTUNACE**

Siège social : 14, Rue Borjine -1073 Monplaisir –Tunis

La société COTUNACE publie, ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2012 tels qu'ils vont être soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le 14 mars 2013. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial du commissaire aux comptes : Abd Ellatif ABBAS.

2011/12/31	2012/12/31			إيضاح	الموازنة - الأصول (مبلغ بالدينار)
	الصافي	الصافي	الاستهلاكات والمخدرات		
78 389	38 335	-248 075	286 410	4	أصول غير مادية
208 150	120 328	-1 046 490	1 166 818	4	أصول مادية للاستقلال
46 880 973	51 868 693	-2 034 525	53 903 218	4	توظيفات
555 325	477 737	-2 015 722	2 493 460	4	أراضي و بنايات
46 325 649	51 390 956	-18 803	51 409 759	5	توظيفات مالية أخرى
2 595 895	2 532 691		2 532 691	6	حصة معدي التأمين في المخدرات الفنية
19 271 101	12 044 682	-4 838 408	16 883 090		مستحقات:
16 350 865	9 950 248	-4 838 408	14 788 656	7	مستحقات متولدة عن عمليات التأمين المباشر
2 846 441	1 995 769	-	1 995 769	8	مستحقات متولدة عن عمليات إعادة تأمين
73 795	98 665	-	98 665	9	مستحقات أخرى
1 318 344	3 358 156	-	3 358 156		عناصر أخرى للأصول
520 389	2 523 217	-	2 523 217	10	أموال في البنك و الخزينة
797 955	834 939	-	834 939	11	حسابات تسوية الأصول
70 352 851	69 962 884	-8 167 498	78 130 383		مجموع الأصول

الموازنة - الأموال الذاتية و الخصوم

(مبلغ بالدينار)

2011/12/31	2012/12/31	إيضاح	
20 000 000	20 000 000		رأس المال الإجتماعي
1 499 817	1 522 277		الإحتياطيات
0	0		أموال ذاتية أخرى
483 029	834 083		نتائج مؤجلة
21 982 846	22 356 360		مجموع الأموال الذاتية قبل نتيجة السنة المحاسبية
895 846	1 118 718		نتيجة السنة المحاسبية
22 878 692	23 475 078	12	مجموع الأموال الذاتية قبل التوزيع
4 705 283	4 640 834	13	مدخرات فنية
2 917 852	2 992 836	14	ديون لودائع نقدية متحصل عليها من المؤسسات المسند إليها
20 869 417	16 436 489		ديون أخرى
2 263 348	1 813 487	15	ديون متولدة عن عمليات تأمين مباشر
17 849 214	13 469 066	16	ديون متولدة عن عمليات إعادة تأمين
756 854	1 153 935	17	ديون أخرى
18 753 344	22 144 288	18	موارد صناديق الضمان
228 262	273 358		خصوم أخرى
228 262	273 358		حسابات تسوية الخصوم
47 474 158	46 487 805		مجموع الخصوم
70 352 851	69 962 884		مجموع الأموال الذاتية و الخصوم

الخصوم

قائمة النتائج الفنية

(مبلغ بالدينار)

عمليات صافية 2011	عمليات صافية 2012	عمليات مسندة 2012	عمليات خام 2012	إيضاح	
1 834 840	2 296 491	-4 041 754	6 338 245		أقساط تأمين مكتسبة
1 898 291	2 171 075	-3 888 468	6 059 543	19	أقساط التأمين الصادرة و المقبولة
-63 451	125 416	-153 286	278 702	20	تغير مدخرات أقساط التأمين غير مكتسبة
244 588	270 280	-	270 280	21	إيرادات التوظيفات المخصصة و المحولة من قائمة النتائج
261 160	336 204	-	336 204	22	إيرادات فنية أخرى
-758 382	-359 996	-4 620 118	4 260 123	23	أعباء التعويضات
-463 114	-590 043	1 385 643	-1 975 686		مبلغ التعويضات المدفوعة
0	354 217	-6 095 844	6 450 062		مبالغ التعويضات المسترجعة
-295 268	-124 171	90 083	-214 253		تغير مدخرات التعويضات
-	-	-	-		تغير مدخرات الفنية الأخرى
0	0	-	0		المساهمة في الأرباح والإرجاعات
-466 760	-719 057	984 860	-1 703 917		نفقات الإستغلال
-746 706	-813 432	-	-813 432	24	نفقات الإقتناء
1 828	-44 573	-	-44 573		تغير مبالغ نفقات الإقتناء المؤجلة
-719 795	-845 912	-	-845 912	24	نفقات الإدارة
997 913	984 860	984 860	0	25	عولات متحصل عليها من معيدي التأمين
-1 079 057	-1 604 351	-	-1 604 351	24	أعباء فنية أخرى
0	0	-	0	3-13	تغير مدخرات التعديل
36 389	219 571	-7 677 012	7 896 583		النتيجة الفنية للتأمين وإعادة التأمين على غير الحياة

سنة مختومة في			سنة مختومة في			إيضاح			قائمة النتائج
2011/12/31			2012/12/31						(مبالغ بالدينار)
36 389	219 571		النتيجة الفنية للتأمين وإعادة التأمين على غير الحياة						
1 926 602	1 872 298	26	إيرادات التوظيفات						إيرادات غير فنية
1 896 480	1 795 880		مداخل التوظيفات						
30 122	76 418		استرداد تصحيحات القيمة على التوظيفات						
-244 588	-270 280	21	إيرادات التوظيفات المخصصة و المحولة إلى قائمة النتائج الفنية للتأمين على غير الحياة						
24 961	216 429	27	إيرادات غير فنية أخرى						
-539 265	-299 989	28	ايعاء التوظيفات						ايعاء غير فنية
-473 802	-234 526		ايعاء التصرف في التوظيفات						
-65 463	-65 463		تصحیح القيمة على التوظيفات						
-1 835	-1 219		ايعاء غير فنية أخرى						
1 202 266	1 736 811		النتيجة المتأتبة من الأنشطة العادية قبل احتساب الأداء						
-306 420	-618 093	29	الإداءات على النتيجة						
895 846	1 118 718		النتيجة الصافية						

جدول التعهدات المقبولة و المقدمة											
(مبالغ بالدينار)											
في 31 ديسمبر 2011					في 31 ديسمبر 2012					إيضاح	
ICIEC	CIAGI	FGFEAE	FGRE	COTUNACE	ICIEC	CIAGI	FGFEAE	FGRE	COTUNACE	التعهدات المقدمة	
702 808	450 592	-	55 192 954	231 682 576	1 365 078	518 410	-	68 298 682	239 157 454	30.1	عقد تأمين عمليات متداولة
702 808	388 754	-	22 058 305	231 682 576	1 365 078	518 410	-	58 941 103	239 157 454		مخاطر تجارية
	61 838	-	33 134 649	-			-	9 357 579	-		مخاطر غير تجارية
		-	20 409 133	760 502			-	3 975 068	2 889 321	30.2	العقود المحددة
		-		760 502			-	1 060 144	2 889 321		مخاطر تجارية
		-	20 409 133	-			-	2 914 924	-		مخاطر غير تجارية
		-	3 049 997	3 049 997			-	2 196 900	2 196 900	30.3	عقد تأمين المخاطر المتعددة للتصدير "كامكس"
702 808	450 592	-	78 652 084	235 493 075	1 365 078	518 410	-	74 470 650	244 243 675		المجموع 1
		-	4 905 505	-			-	-	4 336 224	30.4	ضمانات
		-	11 119 426	-			-	-	11 674 264	30.5	ضمان (ATA)
	3 451 844	-	-	-			2 628 000	-	-	30.6	شهادة ضمان ما قبل التصدير
	3 451 844	-	-	16 024 931			2 628 000	-	16 010 488		المجموع 2
702 808	450 592	3 451 844	78 652 084	251 518 006	1 365 078	518 410	2 628 000	74 470 650	260 254 163		المجموع العام (2+1)

جدول التدفقات النقدية (مبالغ بالدينار)		
سنة مختومة في 2011/12/31	سنة مختومة في 2012/12/31	إيضاح
6 789 876	6 385 129	مقبوض أقساط التأمين المتحصل عليها من المؤمن لهم
-801 944	-1 143 378	مبالغ لتسديد التعويضات
126 464	3 528 707	مبالغ تعويضات مسترجعة
-1 813 086	-1 261 754	دفعات لمعدي التأمين
171 249	223 813	مقبوض من معدي التأمين
-509 844	-1 018 146	دفعات صندوق ضمان مخاطر التصدير
-32 339	-82 527	دفعات صندوق ضمان تمويل الصادرات لمرحلة ما قبل الشحن
-2 404 638	-3 375 252	مبالغ مدفوعة إلى المزودين و الأعران
-2 053 921	-7 602 038	دفعات مرتبطة باقتناء تطبيقات مالية
100 000	5 583 982	مقبوض مرتبطة بتقوية تطبيقات مالية
1 075 562	1 287 825	الإيرادات المالية المتحصل عليها
56 490	51 854	مداخل تطبيقات عقارية
-25 000	0	عمليات أخرى - قروض الصندوق الاجتماعي
678 868	2 578 215	التدفقات النقدية المتتالية من الإستغلال
-162 712	-4 109	دفعات متتالية من اقتناء أصول ثابتة غير مادية و مادية
-	-	مقبوض متتالية من تقوية أصول ثابتة غير مادية و مادية
-	-171 280	دفعات متتالية من اقتناء تطبيقات من مؤسسات مرتبطة أو ذات صلة مساهمة
-162 712	-175 389	التدفقات النقدية المخصصة لأنشطة الإستثمار
-400 000	-400 000	حصول الأرباح و غيرها من أنواع التوزيع
-	-	مقبوض متتالية من التلذيق في رأس المال
-400 000	-400 000	التدفقات النقدية المتتالية من أنشطة التمويل
116 156	2 002 826	تغير الخزينة
404 233	520 389	الخزينة في بداية السنة المحاسبية
520 389	2 523 216	الخزينة في نهاية السنة المحاسبية

(*) يشمل هذا الرصيد الأرصدة في البنوك و الخزينة

إيضاحات حول القوائم المالية للسنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2012

الإيضاح عدد 1 : تقديم الشركة

الشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية "كوتيناس" هي شركة خفية الإسم تكونت في 8 سبتمبر 1984 برأس مال يبلغ 2.000.000 دينار. باعتبار الترفيع فيه في عدة مناسبات, يبلغ حاليا رأس المال 20.000.000 دينار مقسم إلى 200.000 سهم ذات قيمة إسمية تبلغ 100 دينار.

هدف شركة "كوتيناس" يتمثل في ممارسة نشاط تأمين عمليات التجارة الخارجية. لهذه الغاية فهي تؤمن خصوصا:

- الأشخاص المعنويون والأشخاص الطبيعيون بعنوان المخاطر التجارية التي يمكن أن تنتج من عمليات التصدير
- مؤسسات إسناد القروض والمؤسسات المالية بعنوان القروض التي تسند إلى الأشخاص المعنويين و الأشخاص الطبيعيين الذين يحققون عمليات تصدير وكذلك حرفائهم

وبمقتضى الإتفاقية الممضاة في 8 فيفري 1999 مع وزارة المالية تطبيقا للفصل 109 من القانون عدد 24 لسنة 1997 المؤرخ في 28 أفريل 1997 المتعلق بإدراج عنوان رابع ضمن مجلة التأمين يخص تأمين الصادرات, تؤمن الشركة المخاطر الغير تجارية وكذلك المخاطر التجارية المتعلقة بعمليات التصدير التي تتضمن مصلحة أساسية للإقتصاد الوطني والتي يتكفل بها كإعادة تأمين صندوق ضمان مخاطر التصدير المنصوص عليه في الفصل 107 من القانون عدد 24 لسنة 1997 المذكور أعلاه.

كما كلفت شركة "كوتيناس" بالتصرف في صناديق الضمان التالية:

- صندوق ضمان مخاطر التصدير المحدث بالفصل 107 من مجلة التأمين وتتمثل مهامه في إعادة تأمين المخاطر الغير تجارية المشار إليها بالفصل 104 من نفس المجلة. كما يمكن لهذا الصندوق إعادة تأمين المخاطر التجارية المتعلقة بعمليات التصدير التي تتضمن مصلحة أساسية للإقتصاد الوطني.
- صندوق ضمان تمويل الصادرات لمرحلة ما قبل الشحن والذي وقع إحداثه بالقانون عدد 95 لسنة 1999 المؤرخ في 6 ديسمبر 1999 ويتولى ضمان قروض تمويل الصادرات لمرحلة ما قبل الشحن التي تمنحها المؤسسات البنكية لفائدة المؤسسات المنصوص عليها بالفصل الأول من القانون المذكور أعلاه.

و إن شروط و طرق تسيير هذه الصناديق وقع تحديدها تباعا بالأمر عدد 1690 لسنة 1998 المؤرخ في 31 أوت 1998 وبالأمر عدد 23 لسنة 2000 المؤرخ في 3 جانفي 2000 وكذلك بإتفاقيات التصرف الممضاة بين شركة "كوتيناس" و وزارة المالية وكذلك طبقا لدليل الإجراءات.

تتمثل هيكله رأس مال "كوتيناس" في 2012.12.31 كما يلي:

المساهمون	عدد الأسهم	المبلغ بالدينار	النسبة في رأس المال
الدولة التونسية	90 000	9 000 000	45,000%
المؤسسة العربية "ضمان"	50 000	5 000 000	25,000%
الشركة التونسية للبنك	20 790	2 079 000	10,395%
البنك الوطني الفلاحي	8 730	873 000	4,365%
التجاري بنك	4 788	478 800	2,394%
الإتحاد البنكي للصناعة و التجارة	2 250	225 000	1,125%
الشركة التونسية لإعادة التأمين	6 000	600 000	3,000%
الشركة التونسية للتأمين و إعادة التأمين	3 000	300 000	1,500%
أمان بنك	3 000	300 000	1,500%
تأمينات أستري	6 000	600 000	3,000%
البنك العربي بتونس	1 500	150 000	0,750%
تأمينات GAT	3 942	394 200	1,971%
المجموع	200 000	20 000 000	100%

الإيضاح عدد 2 : التقيد بمعايير المحاسبة التونسية أسس القيس والمبادئ المحاسبية المعتمدة

وقع إعداد وضبط القوائم المالية للشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية "كوتيناس" للسنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2012 طبقا لمعايير المحاسبة الخاصة بقطاع التأمين المصادق عليها بقرار من وزير المالية المؤرخ في 26 جوان 2000 (من المعيار عدد 26 إلى المعيار عدد 31) والمتعلقة بضبط القوائم المالية وبالرقابة الداخلية والتنظيم المحاسبي وبالمداخيل وبالمدخرات الفنية وبالأعباء الفنية وبالتوظيفات في مؤسسات التأمين و/ أو إعادة التأمين.

تتضمن القوائم المالية: الموازنة، قائمة النتائج الفنية للتأمين على غير الحياة، قائمة النتائج، جدول التعهدات المقبولة والمقدمة، جدول التدفقات النقدية والإيضاحات حول القوائم المالية.

تتلخص أسس القيس والمبادئ المحاسبية الخاصة المتعلقة بإعداد القوائم المالية في ما يلي:

1- أصول غير مادية و أصول مادية للإستغلال

وقع إدراج الأصول غير مادية والأصول المادية المستغلة من طرف "كوتيناس" ضمن الموازنة بتكلفة الإقتناء. ويقع استهلاك هذه الأصول طبقا لأسلوب الاستهلاك المتساوي الأقساط
تم اعتماد النسب التالية لتسجيل الاستهلاكات :

برامج إعلامية	3 سنوات	33%
البناءات	20 سنة	5%
معدات نقل	5 سنوات	20%
معدات مكتبية	5 سنوات	20%
تجهيزات عامة وعمليات تركيب وتهيئة مختلفة	10 سنوات	10%
معدات إعلامية	3 سنوات	33%

2- التوظيفات

يقع تقيد التوظيفات العقارية والتوظيفات المالية بسعر التكلفة (والذي يتضمن مبلغ حقوق الإكتتاب وحقوق الإسناد اللازمة) دون الأخذ بعين الإعتبار مصاريف الإقتناء التي يقع تقيدها ضمن أعباء السنة. تكون التوظيفات العقارية موضوع إستهلاك وفق القواعد المضبوطة أعلاه.

عند تاريخ إقفال الحسابات، يتم تقييم التوظيفات العقارية وسندات المساهمات بحسب قيمتها الإستعمالية (أخذا بعين الإعتبار لعدة عوامل نذكر منها على سبيل المثال القيمة التجارية والأصول الصافية ونتائج وآفاق مردودية المؤسسة)

في نفس التاريخ وزيادة على المدخرات لانخفاض القيمة والإستهلاكات يقع تكوين مدخر لمجابهة استحقاق التعهدات الفنية والذي يساوي الفارق المحتسب للتوظيفات بين المبلغ الجملي للقيمة التجارية والقيمة المحاسبية الصافية من السندات المعنية عندما يكون هذا الفارق سلبى. ويتم تحديد القيمة التجارية بصفة منفصلة حسب كل صنف من أصناف التوظيفات على أساس مبلغ البيع ومعدل سعر البورصة المرجح للمعاملات التي أنجزت خلال الشهر وقيمة التسديد.

تقييد مداخيل التوظيفات

يقع تسجيل مداخيل التوظيفات (حصص الأرباح، الكراءات والفوائد) ضمن الإيرادات طبقاً لمبدأ الإستحقاق حتى وإن لم يتم تحصيلها بعد. إذ يقع تقييد حصص الأرباح ضمن الإيرادات على أساس قرار الجلسة العامة التي تنتظر في توزيع النتائج، ويقع تقييد الفوائد ضمن الإيرادات عندما تكون مطلوبة.

عند تاريخ إقفال السنة المحاسبية يقع تقييد مداخيل العقارات المسوغة التي تم تحصيلها مسبقاً ضمن الخصوم في حساب إيرادات مسجلة مسبقاً

عندما يقع تحصيل التوظيفات بمبلغ يتجاوز تكلفة الإقتناء، يقع تسجيل الفارق ضمن المداخيل بصفة مجدولة على إمتداد المدة الفاصلة بين تاريخ الإقتناء وتاريخ التسديد لغاية أن تكون مداخيل التوظيفات مستقرة.

تخصيص إيرادات التوظيفات

يقع تسجيل إيرادات التوظيفات ضمن قائمة النتائج. وتكون هذه الإيرادات في نهاية السنة موضوع تحويل جزئي للتخصيص بغية إدراج جزء من إيرادات التوظيفات الصافية المتصل بالمدخرات الفنية وذلك حسب النسبة التالية:

المدخرات الفنية

المدخرات الفنية + الأموال الذاتية

تمثيل المدخرات الفنية

طبقا لقرار وزير المالية بتاريخ 27 فيفري 2001 المتعلق بضبط قائمة المدخرات الفنية لمؤسسات التأمين وطريقة احتسابها وشروط توظيف أموال تلك المدخرات (الفصل 29) تقوم "كوتيناس" بتمثيل مدخراتها الفنية ضمن أصول قيمتها تتجاوز قيمة هذه المدخرات. ويقع توظيف أموال المدخرات الفنية في الأصول حسب الشروط المذكورة في الفصل 31 من القرار المذكور أعلاه والمتصلة بطبيعة هذه الأصول (سندات صادرة عن الدولة، رقاغ، أسهم...) والمتصلة بهيكله هذه الأصول (توزيع حسب مجموع المدخرات الفنية)

3- المدخرات الفنية

إن طرق تقييم المدخرات الفنية المسجلة من طرف "كوتيناس" هي مطابقة لمقتضيات المعيار المحاسبي عدد 29 المتعلق بالمدخرات الفنية في مؤسسات التأمين و/ أو إعادة التأمين ولمقتضيات قرار وزير المالية بتاريخ 27 فيفري 2001 المتعلق بضبط قائمة المدخرات الفنية لمؤسسات التأمين وطريقة احتسابها وشروط توظيف أموال تلك المدخرات، وتتكون هذه المدخرات من:

- مدخرات التعويضات تحت التسوية
- مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة
- مدخرات المخاطر السارية
- مدخرات التعديل

ويقع إسترداد الأعباء الناتجة عن تكوين المدخرات الفنية في السنة الموالية.

مدخرات التعويضات تحت التسوية:

يقع تقييم مدخرات التعويضات تحت التسوية حسب التكلفة الجمالية المقدرة بعنوان الحوادث التي جددت (والغير خالصة) صافية من المبالغ التي دفعت بعنوان هذه التعويضات. هذه المدخرات ينبغي احتسابها حسب صنف المخاطر وبصفة منفصلة بالنسبة إلى كل تعويض.

عند احتساب مدخرات التعويضات تحت التسوية لا يقع طرح توقعات الدعاوي للتحصيل، إلا أنه يأخذ بعين الإعتبار نفقات تسوية التعويضات مهما كان مصدرها والتي وقع تقييمها في حدود 5 بالمائة من جملة مدخرات التعويضات تحت التسوية (الحد الأدنى المنصوص عليه بالفصل 21 من قرار وزير المالية)

ويكون عادة المبلغ المتوقع للتعويضات أقل من المستحقات الغير خالصة ويأخذ بعين الإعتبار المعايير الثلاث التالية عند إحتسابه:

- مبلغ الضمان عادة في حدود 80 بالمائة
- المبلغ الأقصى للتعويض والمحدد عادة ب 30 مرة المبلغ الأعلى بين الحد الأدنى من قسط التأمين ومجموع أقساط التأمين المدفوعة خلال السنة
- شرط التخفيض النسبي عند تفاقم الخطر

مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة :

مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة هي مدخرات مخصصة لتقييد حصة أقساط التأمين الصادرة وأقساط التأمين للإصدار والمتعلقة بالسنة الموالية أو السنوات التي تليها. تحتسب هذه المدخرات على أساس طريقة "التوزيع حسب المدة" وتتعلق بقسط التأمين التجاري. ويقيد التغيير من سنة محاسبية إلى أخرى المتعلق ببند مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة في سطر منفصل من قائمة النتائج الفنية تحت بند أقساط التأمين الصادرة.

مدخرات المخاطر السارية :

تحدد مدخرات المخاطر السارية المكونة من طرف "كوتيناس" بإعتبارها المبلغ الذي يجب إدخاره لتكملة أقساط التأمين غير المكتسبة لتغطية المخاطر التي يجب تحملها وتخصص هذه المدخرات لمجابهة جميع مطالب التعويض وجميع النفقات المرتبطة بعقود التأمين الجارية و المتجاوزة لمبلغ أقساط التأمين غير المكتسبة وأقساط التأمين واجبة الأداء المتعلقة بالعقود المذكورة.

لتقييم مدخرات المخاطر السارية بعنوان كل صنف من أصناف التأمين يقع احتساب المبلغ الجملي لأعباء التعويضات المتعلقة بالسنة المحاسبية الجارية وبالسنة المحاسبية السابقة مضاف عليها نفقات الإدارة غير تلك النفقات التي تصرف مباشرة ونفقات الإقتناء المتعلقة بالسنة المحاسبية الجارية والسنة المحاسبية السابقة. ويقسم هذا المجموع على مبلغ إجمالي اقساط التأمين الصادرة أثناء السنة المحاسبية الجارية والسنة المحاسبية السابقة بعد تصحيحه في الفترة نفسها بمبلغ تغيير أقساط التأمين للإصدار وبمبلغ تغيير أقساط التأمين للإلغاء وبمبلغ تغيير مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة. وإذا فاق هذا القاسم نسبة 100% فإن الفارق المسجل بالمقارنة مع نسبة 100% يطبق على مبلغ مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة.

مدخرات التعديل:

تحتسب مدخرات التعديل التي تكونها "كوتيناس" سنويا في حدود 75% من فائض الإيرادات الفنية على الأعباء الفنية وينتهي هذا الإقتطاع متى بلغت قيمة هذا المدخر قدرا يساوي أو يفوق 150% من المبلغ السنوي الأرفع لأقساط التأمين خلال الخمس سنوات المحاسبية الماضية.

4- إيرادات الإستغلال

يتم التقييد المحاسبي بالنسبة للإيرادات المتأتية من بيع عقود التأمين بداية من تاريخ إمضاء العقد، وبالتالي دون التقييد بتاريخ إستخلاص أول قسط من المنحة. وتجدر الإشارة إلى أن عقود تأمين المخاطر التجارية لا يتم إحتساب أقساط التأمين إلا إثر تصريح المصدر برقم المعاملات المنجز خلال الشهر. أما بالنسبة لأقساط التأمين المرتبطة بالسنة المحاسبية الجارية والتي سيتم إستخلاصها خلال السنة الموالية يتم تقييدها ضمن الإيرادات وتحديد "أقساط مكتسبة غير صادرة" وبالتالي يتم إعتبارها أرباح غير مفوترة. عند نهاية السنة المحاسبية يتم إحتساب نسبة أقساط التأمين المرتبطة بفترة الضمان الخاصة بالسنة المحاسبية الجديدة عن طريق مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة وذلك بالإعتماد على قاعدة الإحتساب النسبي، وبالتالي فإن التغييرات الحاصلة من سنة محاسبية إلى أخرى يتم إعتماؤها لتعديل أقساط التأمين المكتسبة للفترة المبينة ضمن قائمة النتائج الفنية.

أقساط التأمين التي وقع إسنادها

أقساط التأمين التي وقع إسنادها تمثل أقساط التأمين المخصصة من طرف كوتيناس لمعيدي التأمين ولصناديق الضمان (FGRE و FGGEAE) مقابل المخاطر التي قبلوا تأمينها. ويقع تقييد عمليات الإسناد خلال السنة دون تأخير.

تقوم الشركة بخصم عمولات لفائدتها بعنوان أقساط التأمين التي وقع إسنادها حسب نسب وقع تحديدها في عقود إعادة التأمين وفي الإتفاقيات المبرمة مع صناديق الضمان. حاليا تقدر هاته النسبة بـ 30% من أقساط التأمين التي وقع إسنادها لمعيدي التأمين و 15% من أقساط التأمين التي وقع إسنادها لصناديق الضمان.

يتم تقييد هاته العمولات المتحصل عليها من معيدي التأمين بطرحها من أعباء الإستغلال ضمن قائمة النتائج الفنية على غير الحياة، حيث أن هذه العمولات لا يقع إعتبارها إيرادات وإنما تعتبر تغطية لأعباء تصرف الشركة.

تقسيم المنح

تقوم الشركة بتحديد سقف الضمان الخاص بكل مشتري، وينضوي تحت هذا السقف مختلف حرفاء الشركة الذين يتعاملون مع نفس المشتري ويتكون هذا السقف من مختلف المبالغ المتأتية من الشركة وصناديق الضمان وشركات إعادة التأمين.

تتقسم أقساط التأمين والتعويضات حسب نفس النسبة المتفق عليها في الإتفاقيات المشتركة بين مختلف الأطراف.

أما بالنسبة لتقييم أقساط التأمين بين الشركة وباقي الأطراف (صناديق الضمان، شركات إعادة التأمين) فإنه يتم إعتقاد قاعدة النسبية وبالتالي فإن الحصص تكون متساوية مع الحصص المعتمدة في إطار الضمان الخاص بكل مشتري، نفس القاعدة يتم إعتقادها بالنسبة لتقييم المخاطر والإستردادات.

يتم إعتقاد قاعدة النسبية في مختلف عقود التأمين ما عدى العقد الخاص بالمجمع الكيميائي التونسي (الحريف الرئيسي لدى الشركة).

بالنسبة لهذا الحريف فإن التغطية تكون في حدود السقف المخول به في نطاق المخاطر التجارية العادية بالنسبة للشركة، ثم في حدود السقف المخول به بالنسبة لشركات إعادة التأمين وأخيرا السقف المخول لصناديق الضمان.

بالنسبة لتقسيم المنافع والمخاطر فإنها تتبع نفس نسب التغطية.

5- نفقات إقتناء مؤجلة

يقع تحويل إلى السنة المالية نفقات إقتناء العقود المؤجلة. ويقع تقييم نفقات الإقتناء المؤجلة بأن يطبق على مبلغ أقساط التأمين غير المكتسبة ضارب نفقات الإقتناء الذي يحدد بمقارنة نفقات الإقتناء المقيدة في المحاسبة بأقساط التأمين الصادرة

6- مستحقات معوضة وقعت إحالتها

المستحقات الغير خالصة والتي وقع تعويضها تكون عادة موثقة ببطاقة تعويض لفائدة الشركة حتى تتمكن من القيام بالإجراءات اللازمة قصد إسترداد هاته المبالغ. تكون الإجراءات بصفة ودية في البداية ويمكن أن تتطور وتكون قانونية وقضائية في مرحلة ثانية. هاته المستحقات التي وقعت إحالتها يتم إحتسابها ضمن الأصول، وتكون فرضية إستردادها صعبة وتستوجب متابعة خاصة جدا وبالتالي عند إحتساب النتيجة لا يقع إدراج إلا المستحقات المستردة أما البقية فيتم الإحتفاظ بها ضمن خانة الأصول المعوضة. هاته المبالغ وقع تكوين مدخرات عليها بنسبة 100 % وهي التي تهم الشركة أما بالنسبة للمبالغ التي تعود لمعيدي التأمين فإنه يتم الإحتفاظ بها ضمن الخصوم وتحديدا في الخانة "حصة معيدي التأمين في المستحقات المعوضة".

7- المدخرات على إنخفاض قيمة مستحقات الحرفاء

يقع تكوين مدخرات لإنخفاض قيمة مستحقات الحرفاء بنسبة 100 % على المستحقات التي تعود إلى أكثر من سنة صافية من الودائع للضمان. كما تم تكوين مدخرات بنسبة 100 % على المستحقات التي تعود إلى عقود تم فسخها والعقود التي في طور الأولي للنزاعات.

الأحداث المميزة لسنة 2012

تتلخص الأحداث المميزة لسنة 2012 في مايلي:

1-تطور في الأقساط المكتسبة التي بلغت 6.338.245 دينار في سنة 2012 مقابل 5.326.678 دينار في سنة 2011 أي بارتفاع بلغ 1.011.567 دينار (19 %). و يهيم هذا الارتفاع خاصة الأقساط المكتسبة الخاصة بالأخطار التجارية التي بلغت 4.963.049 دينار في سنة 2012 مقابل 4.592.886 دينار في سنة 2011 أي بارتفاع قدره 370.163 دينار (8,1 %) وكذلك ارتفاع الأقساط المكتسبة الخاصة

بالأخطار السياسية (صندوق ضمان مخاطر التصدير) حيث بلغت 1.038.914 دينار في سنة 2012 مقابل 783.599 دينار في سنة 2011 أي بارتفاع بلغ 255.315 دينار (32,6%)

2- بلغت النتيجة الصافية 1.118.718 دينار في سنة 2012 مقابل 895.846 دينار في سنة 2011 أي بارتفاع بلغ 222.872 دينار (25%)

3- تسجيل نتيجة فنية إيجابية بـ 219.571 دينار في سنة 2012 وهو ما يمثل تطورا بأكثر من 6 مرات مقارنة بسنة 2011 (36.389 دينار)

4- بلغت التعويضات التجارية 1.143.378 دينار خلال سنة 2012 مقابل 801.944 دينار في سنة 2011. أما مدخرات التعويضات تحت التسوية فبلغت 3.858.462 دينار في 2012/12/31 مقابل 3.654.411 دينار في 2011/12/31 أي بارتفاع قدره 204.051 دينار (5,58%). هذا الارتفاع يعود أساسا إلى تكوين ولأول مرة لمدخرات بعنوان حوادث متأخرة بمبلغ 150.000 دينار.

5- استرجاع مبلغ 4,471 مليون دولار أمريكي (حوالي 7,192 مليون دينار تونسي) على ملف تعويض المجمع الكيميائي التونسي على المشتري الهندي SPIC خلال سنة 2001/2000. هذا الاسترجاع يمثل 30% من أصل الدين. وقد تم توزيعه بين الكوتيناس (مع معيدي التأمين) و صندوق الضمان والمؤمن له كل حسب الحصة من الخطر التي تحملها.

إيضاح عدد 4: أصول غير مادية و أصول مادية و توظيفات

مبلغ صافي		إستهلاكات /مدخرات			مبلغ خام			
2011.12.31	2012.12.31	مجموع استهلاكات الرصيد في 2012.12.31	مجموع استهلاكات الرصيد في 2012	الرصيد في 2011.12.31	الرصيد في 2012.12.31	خروج 2012	دخول 2012	الرصيد في 2011.12.31
78 389	38 335	-248 075	-40 054	-208 021	286 410			286 410
78 389	38 335	-248 075	-40 054	-208 021	286 410	0	0	286 410
61 029	44 419	-182 273	-16 610	-165 663	226 693			226 693
91 948	31 734	-444 341	-62 377	-381 964	476 074		2 162	473 912
29 906	21 423	-222 499	-8 482	-214 017	243 922			243 922
25 266	22 751	-197 377	-4 462	-192 915	220 128		1 947	218 181
208 149	120 327	-1 046 490	0	-91 931	1 166 817	0	4 109	1 162 708
305 463	293 338	-810 121	-	-12 125	1 103 460			1 103 460
249 861	184 398	-1 205 602	-	-65 463	1 390 000			1 390 000
43 958 638	48 688 617	-	-	-	48 688 617	29 655 846	34 385 825	43 958 638
220 984	191 119	-	-	-	191 119	29 865		220 984
88 757	73 974	-	-	-	73 974	85 893	71 110	88 757
2 027 950	2 268 960	-18 803	69 730	-88 533	2 287 763		171 280	2 116 483
29 320	168 287	-	-	-	168 287	27 991	166 957	29 320
46 880 973	51 868 693	-2 034 526	69 730	-77 588	53 903 219	29 799 594	34 795 171	48 907 642
47 167 512	52 027 356	-3 329 090	69 730	-209 573	55 356 446	29 799 594	34 799 280	50 356 760

الإيضاح عدد 5: التوظيفات

الرصيد في 2011.12.31	الرصيد في 2012.12.31	
555 325	477 737	توظيفات عقارية
1 103 460	1 103 460	أراضي و بنايات للاستغلال
-797 996	-810 121	يطرح: الاستهلاكات
1 390 000	1 390 000	أراضي و بنايات عدا الاستغلال
-1 140 139	-1 205 601	يطرح: الاستهلاكات
46 325 649	51 390 956	توظيفات مالية أخرى
43 958 638	48 688 617	رقاع و سندات أخرى ذات مداخيل قارة:
200 000	775 000	رقاع خاصة بكويتيناس
1 000 000	1 989 500	رقاع صندوق ضمان مخاطر التصدير
	4 098 744	رقاع صندوق ضمان تمويل الصادرات لمرحلة ما قبل الشحن
24 163 032	18 407 728	ودائع لأجال الخاصة بكويتيناس (أ)
1 091 606	8 118 645	رقاع الخزينة قابلة للتطهير الخاصة بكويتيناس
8 797 000	5 115 000	ودائع لأجال الخاصة بصندوق ضمان مخاطر التصدير
8 707 000	10 184 000	ودائع لأجال الخاصة بصندوق ضمان تمويل الصادرات لمرحلة ما قبل الشحن
309 742	265 094	قروض للأعوان:
220 984	191 119	قروض رهنية على عقارات
88 758	73 975	قروض أخرى (استثنائية)
2 027 948	2 268 959	مساهمات:
1 049 001	1 220 281	أسهم مدرجة بالسوق المالية
1 067 480	1 067 480	أسهم غير مدرجة بالسوق المالية
-88 533	-18 803	تطرح: المدخرات
29 321	168 287	ودائع وكفالات:
46 880 973	51 868 693	المجموع بالدينار

أ- تتضمن مبلغ 1853728 دينار كتوظيفات بالعملة الصعبة

إيضاح عدد 5-1: سندات المساهمات

المساهمات	عدد الأسهم	القيمة الإسمية	القيمة الخام	المدخرات	القيمة الصافية	القيمة الصحيحة	فائض أو ناقص القيمة
أسهم غير مدرجة بالسوق المالية			1 067 480	-2 807	1 064 673	1 064 673	0
شركة تأمين القروض التجارية	10	104 998	1 049 980	-	1 049 980	1 049 980	- 1 049 980
البنك التونسي للتضامن	10	1 000	10 000	-560	9 440	9 440	- 9 440
شركة تنمية التأمين	50	150	7 500	-2 247	5 253	5 253	- 5 253
أسهم مدرجة بالسوق المالية			1 220 281	-15 996	1 204 286	1 344 865	140 579
سيكاف لبنك الوطني الفلاحي	6 657	103,3	686 968	-	686 968	690 304	3 336
البنك العربي لتونس	11 880	4,582	48 300	-	48 300	57 131	8 831
بنك تونس و الإمارات للإستثمار	2 141	22,695	48 590	-	48 590	58 638	10 048
بنك الإسكان	1 530	16,786	25 682	-6 891	18 791	18 791	0
البنك التونسي	5 850	35,382	13 799	-	13 799	69 492	55 693
الإتحاد البنكي للصناعة والتجارة	432	36,059	10 385	-	10 385	15 913	5 528
الشركة التونسية لإعادة التأمين	42 820	7,394	316 624	-	316 624	372 577	55 953
شركة الخطوط التونسية	14 348	2,002	26 333	-4 581	21 752	21 752	
شركة إسمنت بنزرت	1 000	11,500	11 500	-4 524	6 976	6 976	
شركة النقل	3 000		32 100	-	32 100	33 291	1 191
المجموع العام			2 287 761	-18 803	2 268 959	2 409 538	140 579

إيضاح 5-2: تقييم التوظيفات

القيمة الخام	القيمة الصافية	القيمة الصحيحة	فائض أو ناقص القيمة
2 493 460	477 738	3 775 900	3 298 162
1 103 460	293 339	2 104 900	1 811 561
1 390 000	184 399	1 671 000	1 486 601
48 688 617	48 688 617	48 761 075	72 458
775 000	775 000	809 918	34 918
1 989 500	1 989 500	2 027 040	37 540
4 098 744	4 098 744	4 098 744	
18 407 728	18 407 728	18 407 728	
8 118 645	8 118 645	8 118 645	
5 115 000	5 115 000	5 115 000	
10 184 000	10 184 000	10 184 000	
265 094	265 094	265 094	-
191 119	191 119	191 119	-
73 975	73 975	73 975	-
2 287 761	2 268 959	2 409 538	140 579
1 220 281	1 204 286	1 344 865	140 579
1 067 480	1 064 673	1 064 673	0
168 287	168 287	168 287	-
53 903 219	51 868 693	55 379 893	3 511 200

منها التوظيفات المقبولة لتمثيل المدخرات الفنية

القيمة الخام	القيمة الصافية
8 118 645	8 118 645
775 000	775 000
2 493 460	477 737
18 407 728	18 407 728
686 968	686 968
1 049 980	1 049 980
2 523 216	2 523 216
34 054 996	32 039 274

إيضاح عدد 6 : حصة معيدي التأمين في المدخرات الفنية

الرصيد في 2011.12.31	الرصيد في 2012.12.31	
477 484	324 197	حصة معيدي التأمين في مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة
2 118 411	2 208 494	حصة معيدي التأمين في مدخرات التعويضات
2 595 895	2 532 691	المجموع بالدينار

يقع احتساب نصيب معيدي التأمين في مدخرات التعويضات تحت التسوية حسب سنة التسويق وذلك بتطبيق نسبة الإسناد الخاصة

إيضاح عدد 7: مستحقات متولدة عن عمليات التأمين المباشر

الرصيد في 2011.12.31	الرصيد في 2012.12.31	
646 232	595 299	أقساط تأمين مكتسبة غير صادرة
353 434	415 316	أقساط تأمين تجارية
48 398	75 907	أقساط تأمين غير تجارية
288	1 011	أقساط تأمين أخرى (SIACE, CIAGI)
36 639	21 425	أقساط التأمين الدنيا CCT
117 876	68 549	عمولات على أقساط تأمين تجارية وقع إسنادها
7 259	11 386	عمولات التصرف في صندوق تأمين مخاطر التصدير
29	1 704	عمولات أخرى
82 309		عمولات خاصة بالإجراء الرئاسي (50%)
1 388 810	1 261 668	مستحقات أخرى متولدة عن عمليات التأمين المباشر
1 468 281	1 312 146	مؤمن لهم- فواتير غير خالصة
342 043	431 527	مؤمن لهم- أعباء دعاوي
-421 514	-482 005	تطرح: المدخرات
14 315 822	8 093 282	مستحقات وقعت إحالتها (نصيب معيدي التأمين)
21 357 779	12 449 685 (1-7)	مستحقات معوضة ووقعت إحالتها لكويتيناس
-7 041 957	-4 356 403	تطرح: مدخرات (نصيب الكويتيناس في المستحقات التي وقعت إحالتها)
16 350 865	9 950 249	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 1-7 - مستحقات معوضة ووقعت إحالتها لكويتيناس

تعويزات	مستحقات	
21 357 779	26 159 267	رصيد المستحقات التي وقعت إحالتها في 2011.12.31
-6 522 765	-7 348 100	تسوية رصيد الإفتتاح
-3 528 707	-4 410 884	إسترجاع مستحقات معوضة
1 143 378	1 429 222	تعويزات خلال سنة 2012
12 449 685	15 829 505	رصيد المستحقات التي وقعت إحالتها في 2012.12.31
4 356 403	5 445 503	نصيب الكويتيناس في المستحقات التي وقعت إحالتها
8 093 282	10 384 002	نصيب معيدي التأمين في المستحقات التي وقعت إحالتها

تشمل المستحقات المتولدة عن عمليات التأمين المباشر أساسا على أقساط التأمين المكتسبة وغير الصادرة (أقساط وقع إصدارها بعد ختم السنة) والمستحقات الأخرى المتعلقة بالمؤمن لهم (أقساط وقع إصدارها وغير خالصة، مساهمة في أعباء الدعاوي...) والمستحقات المعوضة والتي وقعت إحالتها لكويتيناس.

أقساط التأمين المكتسبة وغير الصادرة

تبلغ حصة معيدي التأمين في أقساط التأمين المكتسبة وغير الصادرة 354.156 دينار في 31 ديسمبر 2012 ويقع عرضها ضمن الخصوم في القوائم المالية في البند "ديون متولدة عن عمليات إعادة تأمين"

مستحقات على أقساط تأمين

فضلا عن ذلك، إن المستحقات على المؤمن لهم صافية من المدخرات يقع تغطيتها بودائع الضمان البالغة 415.961 دينار في 31 ديسمبر 2012

مستحقات على أعباء الدعاوي

إن المستحقات على أعباء الدعاوي والمتمثلة في نصيب المؤمن لهم في أعباء الدعاوي التي تكفلت بها الكويتيناس (20 % من مجموع الأعباء)، البالغة 431.527 دينار في 31 ديسمبر 2012 والتي يمكن إستخلاصها عن طريق المقاصة من المبالغ المخصومة سابقا من التعويضات، غير محللة بعنوان كل سنة وكل عملية وكل مؤمن له. غير أن عمليات سنة 2012 هي محللة

إيضاح عدد 8: مستحقات متولدة عن عمليات إعادة التأمين

الرصيد في 2011.12.31	أرصدة داننة	أرصدة مدينة	الرصيد في 2012.12.31	أرصدة داننة	أرصدة مدينة	Traité CAMEX 2012	Traité Q/P 2012	
-176 652	1 933 534	1 756 882	-2 331 970	3 035 648	703 678	30%	30%	ATRADUIS - RE
-14 757	162 433	147 676	-211 821	260 683	48 862	7%	2%	AFRICA - RE
-9 597	99 122	89 524	-216 732	218 467	1 735	-	-	BEST - RE
-2 768	2 768	0	-2 768	2 768		-	-	CIGNA - RE
8 643	201 417	210 059	-218 860	347 243	128 383	11%	5%	TUNIS - RE
-6 838	20 044	13 206	-12 552	13 745	1 192	-	-	GAT
79 926	167 700	247 625	14 026	429 563	443 589	4%	6%	ICIEC
90 766	290 702	381 467	-45 183	617 104	571 921	13%	12%	CIAGI
			0	96 409	96 409			ATI
-31 278	2 877 719	2 846 441	-3 025 860	5 021 629	1 995 769			المجموع بالدينار

ملحق للإيضاح عدد 8

المستحقات والديون المتولدة عن عمليات إعادة التأمين

تشمل الحسابات الجارية لمعيدي التأمين المستحقات والديون المتولدة عن عمليات إعادة التأمين. حيث تسجل هذه الحسابات أقساط التأمين التي وقع إسنادها والعمولات على أقساط التأمين المسندة والودائع المكونة للمدخرات الفنية ونصيب معيدي التأمين في التسويات اللاحقة ونصيب معيدي التأمين في التعويضات والإسترادات...

ويقع عرض رصيد الحسابات الجارية لمعيدي التأمين ضمن أصول الموازنة (مجموع العمليات الدائنة: خلاصات, عمولات على أقساط تأمين, تحرير الودائع...) وضمن خصوم الموازنة (مجموع العمليات المدينة: المقايض, إسناد أقساط التأمين...)

إيضاح عدد 9: مستحقات أخرى

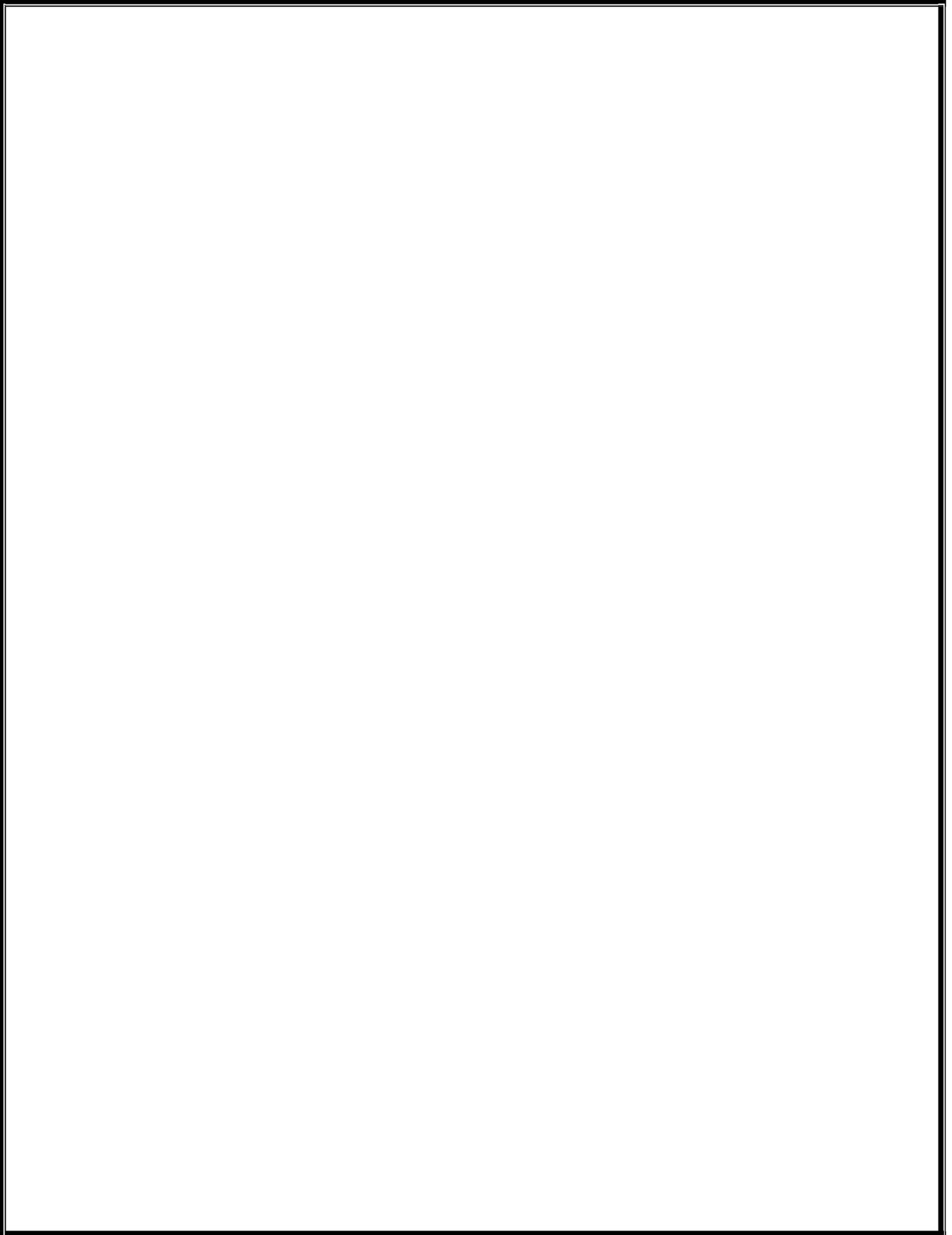
الرصيد في 2011.12.31	الرصيد في 2012.12.31	
46 898	51 512	الأعوان-تسبقات و أقساط
9 101	25 552	فائض الأداء على الأرباح
7 950	21 600	منح للتحويل (FGEAE)
9 846		حساب مرتقب وللتسوية
73 795	98 665	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 10: أموال في البنك و الحساب البريدي الجاري و الصكوك و الخزينة

الرصيد في 2011.12.31	الرصيد في 2012.12.31	
517 496	2 520 594	البنوك:
336 438	2 212 496	حسابات بالدينار
181 057	308 099	حسابات بالعملة الصعبة
2 893	2 622	الخزينة
-	-	صكوك للتحويل
520 389	2 523 216	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 11: حسابات تسوية الأصول

الرصيد في 2011.12.31	الرصيد في 2012.12.31	
141 127	96 554	نفقات إقتناء مؤجلة
746 706	813 432	نفقات إقتناء
18,90%	11,87%	نسبة (أقساط تأمين صادرة غير مكتسبة / أقساط تأمين صادرة)
574 745	709 422	فوائد مستحقة على التوظيفات
10 110	42 608	فوائد على رقاغ طويلة المدى
62 271	233 133	فوائد على رقاغ الخزينة قابلة للتطهير طويلة المدى
500 614	433 130	فوائد على توظيفات قصيرة المدى
1 750	551	فوائد علو ودائع
82 083	28 962	أعباء مسجلة مسبقا
70 748		اشتراكات أعباء الاستعلامات
11 335	17 780	مخزون لم يقع إستهلاكه بعد
	4 952	مصاريف عامة Assurcrédit
-	6 231	منحة الموازنة والإنتاجية (عدل عويني و مريم طاغوتي)
797 955	834 939	المجموع بالدينار



إيضاح عدد 12: جدول العمليات الواقعة على الأموال الذاتية

(بالدينار)								
المجموع بالدينار	نتيجة السنة	نتائج موجلة	منح إستثمار	إحتياطات أخرى	حصص الأرباح	إحتياطات قانونية	رأس المال الإجتماعي	
22 878 692	895 846	483 029	0	1 285 386	0	214 431	20 000 000	الرصيد في 2011.12.31
0	-895 846	351 054	-	100 000	400 000	44 792	-	تخصيص نتيجة سنة 2011
-400 000					-400 000			أرباح مدفوعة على ربح 2011
15 039	-	-	-	15 039		-	-	فوائد على قروض الصندوق الإجتماعي
-137 371	-	-	-	-137 371		-	-	عمليات غير قابلة للسداد من الصندوق الإجتماعي
0	-	-				-	-	منح إستثمار مدرجة في حسابات النتائج
1 118 718	1 118 718	-	-	-		-	-	ربح سنة 2012
23 475 078	1 118 718	834 083	0	1 263 054	0	259 223	20 000 000	الرصيد في 2012.12.31

إيضاح عدد 12-1- نتيجة كل سهم

895 846	مراييح سنة 2011
1 118 718	مراييح سنة 2012
200 000	عدد الأسهم (قيمة السهم 100 دينار)
4,479	نتيجة كل سهم لسنة 2011
5,594	نتيجة كل سهم لسنة 2012

إيضاح عدد 12-2 احتياطات قانونية و احتياطات أخرى

الرصيد في 2011.12.31	الرصيد في 2012.12.31	
1 164 431	1 209 223	إحتياطات قانونية
335 387	313 054 (3-12)	إحتياطات للصندوق الإجتماعي
1 499 818	1 522 277	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 12-3: إحتياطات للصندوق الإجتماعي

الرصيد في 2012.12.31	
335 387	رصيد الإفتتاح
220 984	قروض
114 403	سيولة
115 039	موارد السنة
100 000	مخصصات الجلسة العامة العادية
15 039	فوائد على القروض
137 371	نفقات السنة
67 370	تذاكر مطعم
12 200	هدايا نهاية السنة
19 432	الودادية
16 700	نفقات الدراسة
9 469	منحة 40 % من التأمين على سيارات الأعوان
12 200	منحة عيد الإضحى
313 055	رصيد الإقفال
191 120	قروض
121 935	سيولة

إيضاح عدد 13: مدخرات فنية إجمالية

الرصيد في 2011.12.31	الرصيد في 2012.12.31		
3 654 411	3 858 462	(1-13)	مدخرات التعويضات تحت التسوية
868 152	589 450		مدخرات أقساط تأمين غير مكتسبة
-	0	(2-13)	مدخرات للمخاطر السارية
182 721	192 923		مدخرات نفقات التصرف
-	0	(3-13)	مدخرات التعديل
4 705 284	4 640 834		المجموع بالدينار

إيضاح عدد 1-13-مدخرات التعويضات تحت التسوية

نصيب كوتيناس	نصيب معيدي التأمين	مبلغ تكونت عليه مدخرات	مبلغ مضمن	
1 536 000	2 118 411	3 654 411	4 519 298	رصيد التعويضات تحت التسوية في 2011.12.31
		38 913	97 357	تعديلات
		3 693 324	4 616 655	رصيد التعويضات تحت التسوية في 2011.12.31 (معدل)
				تعويضات خلال 2012
		323 087	403 858	مستحقات معوضة
		653 134	763 124	مستحقات ساقطة
		1 424 150	1 780 188	تحيين التعويضات تحت التسوية بالعملة الصعبة
		1 292 953	1 669 485	تحويل التعويضات تحت التسوية لسنوات سابقة لـ 2012
		5 280 760	6 600 950	تصريحات بعدم الدفع بها خلال سنة 2012
		-424 031	-571 134	سقوط أجل (غير مؤمنة)
		-1 470 930	-1 690 774	استخلاص
		-820 290	-1 128 163	تعويضات خلال 2012
		2 565 509	3 210 879	تعويضات تحت التسوية صافية
1 649 968	2 208 494	3 858 462	4 880 364	رصيد التعويضات تحت التسوية في 2012.12.31

إيضاح عدد 13-2- مدخرات للمخاطر السارية

في 2011.12.31	في 2012.12.31	
-3 034 524	-3 125 845	نفقات الإدارة و نفقات الإقتناء للسنة الحالية و للسنة السابقة
-3 246 085	424 792	أعباء التعويضات للسنة الحالية و للسنة السابقة
-6 280 610	-2 701 052	المجموع (أ)
8 918 330	9 555 935	أقساط التأمين الصادرة الخام للسنة الحالية و للسنة السابقة
64 520	-68 047	تغير أقساط التأمين التي سيقع إصدارها
-164 560	154 225	تغير مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة
8 818 289	9 642 113	المجموع (ب)
-71,22%	-28,01%	القاسم (أ/ ب)

القاسم الذي وقع إحتسابه لم يتجاوز نسبة 100 % و بالتالي لم يقع تكوين مدخرات للمخاطر السارية بعنوان سنوات 2007 و 2008 و 2009 و 2010 و 2011 و 2012

إيضاح عدد 13-3- مدخرات التعديل

في 2011.12.31	في 2012.12.31	
2 096 000	2 632 695	إيرادات فنية:
1 898 291	2 171 075	أقساط تأمين مكتسبة صافية من الإسناد
-63 451	125 416	تغير مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة
261 160	336 204	إيرادات فنية أخرى
-2 306 026	-2 638 831	أعباء فنية
-758 382	-359 996	أعباء التعويضات
-746 706	-813 432	نفقات الإقتناء
-719 795	-845 912	نفقات الإدارة
997 913	984 860	عمولات متحصل عليها من معيدي التأمين
-1 079 057	-1 604 351	أعباء فنية أخرى (دون إعتبار المخصصات)
0	0	مشاركة مربحة
-210 027	-6 135	النتيجة الفنية المعدلة
0	0	تغير مدخرات التعديل (مخصصات /إسترجاع)
0	0	رصيد مدخرات التعديل في بداية الفترة
0	0	رصيد مدخرات التعديل في نهاية الفترة

إيضاح عدد 14: ديون لودائع نقدية متحصل عليها من المؤسسات المسندة

السنة المختومة في 2011.12.31			السنة المختومة في 2012.12.31			إتفاقية	إتفاقية	
مجموع الودائع	مدخرات المخاطر السارية	مدخرات التعويضات تحت التسوية	مجموع الودائع	مدخرات المخاطر السارية	مدخرات التعويضات تحت التسوية	كماكس 2011	Q/P 2011	
1 739 778	461 127	1 278 651	1 725 929	427 138	1 298 791	30%	30%	ATRADUIS - RE
114 276	31 009	83 267	116 091	29 104	86 987	7%	2%	AFRICA - RE
23 346		23 346	19 490		19 490	-	-	BEST - RE
224 903	74 447	150 456	244 892	71 943	172 949	11%	5%	TUNIS - RE
-	-	-	-	-	-	-	-	STAR
12 606		12 606	11 155		11 155	-	-	GAT
279 993	87 883	192 110	300 437	85 177	215 261	4%	6%	ICIEC
522 950	174 956	347 994	574 841	170 981	403 861	13%	12%	CIAGI
2 917 852	829 423	2 088 429	2 992 836	784 342	2 208 494	65%	55%	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 15: ديون متولدة عن عمليات تأمين مباشرة

الرصيد في 2011.12.31	الرصيد في 2012.12.31	
1 484 679	958 003	مؤمن لهم- ودائع ضمان
374 861	415 961	مؤمن لهم- ودائع وكفالات محصلة
357 008	383 638	مؤمن لهم- تسبقة على أقساط تأمين
51 692	42 452	مؤمن لهم- دعاوي على تعويضات
-4 892	13 434	مؤمن لهم- تعويضات جارية
2 263 348	1 813 487	المجموع بالدينار

تمثل ودائع الضمان المبالغ المحتفظ بها (5%) في إطار التعويض وذلك لتغطية أعباء الدعاوي التي تقوم بها كوتيناس.

يقع قبض الودائع و الضمانات من طرف المؤمن لهم عند إمضاء العقد ويقع إرجاعها لهم عند إنتهاء العقد أو في أقصى الحالات بطرحها من الديون الغير خالصة للمؤمن لهم.

تمثل الأرصدة الدائنة لحسابات الحرفاء أساسا التسبقات على أقساط التأمين (خاصة أقساط التأمين الفردية) و باقي الودائع التي لم يسترجعها المؤمن له (في نهاية العقد أو عند فسخ العقد)

إيضاح عدد 16: ديون متولدة عن عمليات إعادة التأمين

الرصيد في 2011.12.31	الرصيد في 2012.12.31	
14 315 822	8 093 282	نصيب معيدي التأمين في المستحقات التي وقعت إحالتها
21 357 779	12 449 685	ستحقات معوضة وقعت إحالتها إلى كوتيناس
-7 041 957	-4 356 403	نصيب كوتيناس
2 877 719	5 021 629	الرصيد الدائن لمعيدي التأمين
655 673	354 156	نصيب معيدي التأمين في أقساط التأمين المكتسبة غير الصادرة
597 076	258 972	أقساط تأمين تجارية
48 398	75 907	أقساط تأمين غير تجارية
10 199	19 276	أقساط تأمين أخرى (SIACE, CIAGI)
17 849 214	13 469 066	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 17: ديون أخرى

الرصيد في 2011.12.31	الرصيد في 2012.12.31	
362 485	382 154	الأعوان
255 508	282 692	منح للخلاص
102 825	87 098	إيجازات ستستوفى
1 184	6 645	الأعوان- أجور مستحقة
2 968	5 719	الأعوان معارضات على أجور
261 673	284 569	الدولة, هياكل إجتماعية
114 829	121 387	خصم من المورد
10 809	8 373	ضرائب و أداءات أخرى
120 577	138 355	الصندوق الوطني للتضامن /الإجتماعي الصندوق الوطني للتقاعد و الحيغة الإجتماعية
15 458	16 454	الشركة التونسية للتأمين و إعادة التأمين
132 697	145 329	داننون متنوعون:
53 884	48 108	حساب مرتقب
46 982	46 982	مزودو الأصول
31 831	50 239	تسبقة على أتعاب مساعدة
	341 884	أداء على المرابيح
756 855	1 153 935	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 18: موارد خاصة

الرصيد في 2011.12.31	الرصيد في 2012.12.31	
صندوق ضمان مخاطر التصدير		
13 271 755	9 817 779	الرصيد في بداية الفترة
13 035 000	9 707 000	توظيفات
236 755	110 779	مكونات أخرى
-3 453 975	2 983 683	التغيير
882 609	1 011 404	أقساط تأمين
-132 391	-151 711	عمولات على أقساط التأمين
-2 926 187	-293 982	تعويضات خالصة
	2 871 355	إسترجاع على تعويضات
-1 032 634	-291 384	نفقات الدعاوي
	-482 231	مخزرات نفقات الدعاوي مخصومة من المؤمن لهم
590 794	397 638	إيرادات مالية
-836 166	-77 406	إجراءات رئاسية
9 817 780	12 801 462	الرصيد في نهاية الفترة (أ)
9 707 000	12 173 500	التوظيفات
110 780	627 962	مكونات أخرى
صندوق ضمان تمويل الصادرات لمرحلة ما قبل الشحن		
8 519 400	8 935 565	الرصيد في بداية الفترة
8 381 000	8 797 000	توظيفات
138 400	138 565	مكونات أخرى
416 164	407 261	التغيير
74 671	57 579	أقساط تأمين
-11 201	-8 637	عمولات على أقساط التأمين
-91 787	-62 194	تعويضات خالصة
115 839	50 000	إسترجاع على تعويضات
-5 212	-3 670	نفقات الدعاوي
-12 586	-16 285	إسترجاع مصاريف عامة
346 440	390 469	إيرادات مالية
8 935 564	9 342 826	الرصيد في نهاية الفترة (ب)
8 797 000	9 213 744	التوظيفات
138 564	129 081	مكونات أخرى
18 753 344	22 144 288	المجموع بالدينار (أ) + (ب)

إيضاح عدد 19: أقساط تأمين صادرة ومقبولة

السنة المختومة في 2011.12.31			السنة المختومة في 2012.12.31			
أقساط صافية	أقساط مسندة	أقساط صادرة	أقساط صافية	أقساط مسندة	أقساط صادرة	
1 898 291	-2 694 595	4 592 886	2 171 075	-2 791 974	4 963 049	أقساط صادرة كوتيناس:
1 745 986	-2 694 595	4 440 581	2 053 387	-2 791 974	4 845 361	أقساط أخطار تجارية
-	-2 413 776	3 968 981	-	-2 399 491	4 100 716	خطز تجاري قصير المدى
-	-	101 853	-	-	284 968	أقساط تأمين دنيا
-	-	18 248	-	-	11 623	خطر وقف الصفقة
-	-	70 681	-	-	55 570	العقد المبسط
-	-280 819	280 819	-	-392 484	392 484	العقد الاختياري
142 672	-	142 672	105 388	-	105 388	خطر الكفالة
9 632	-	9 632	12 300	-	12 300	خطر الضمان
-	-783 599	783 599	-	-1 038 914	1 038 914	أقساط صادرة صندوق ضمان مخاطر التصدير:
-	-422 006	422 006	-	-218 919	218 919	أقساط أخطار سياسية
-	-413 128	413 128	-	-213 868	213 868	خطز تجاري قصير المدى
-	-	-	-	-	-	تأمين إستثمارات
-	-8 878	8 878	-	-5 052	5 052	خطر وقف الصفقة
-	-361 593	361 592	-	-819 995	819 995	أقساط أخطار تجارية خارقة للمادة
-	-361 593	361 592	-	-819 995	819 995	خطز تجاري قصير المدى
-	-	-	-	-	-	خطر وقف الصفقة
-	-74 671	74 671	-	-57 579	57 579	أقساط صادرة صندوق ضمان تمويل الصادرات لمرحلة ما قبل الشحن:
-	-74 671	74 671	-	-57 579	57 579	ضمان قروض التمويل
1 898 291	-3 552 865	5 451 155	2 171 075	-3 888 468	6 059 543	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 20: تغير مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة

السنة المختومة في 2011.12.31	السنة المختومة في 2012.12.31	
-124 477	278 702	تغير المدخرات الخام
-868 152	-589 450	تكوين مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة
743 675	868 152	تحرير مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة
61 026	-153 286	تغير المدخرات المسندة
477 484	324 197	تكوين نصيب معيدي التأمين في مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة
-416 458	-477 484	تحرير نصيب معيدي التأمين في مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة
-63 451	125 416	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 21: إيرادات التوظيفات المخصصة و المحولة من قائمة النتائج

السنة المختومة في 2011.12.31	السنة المختومة في 2012.12.31	
4 705 283	4 640 834	المدخرات الفنية قبل إسترجاع مدخرات التعديل (أ)
26 688 130	26 997 195	أموال ذاتية ومدخرات فنية قبل إسترجاع مدخرات التعديل (ب)
17,63%	17,19%	نسبة (أ/ب)
1 896 480	1 795 880	إيرادات التوظيفات
-539 264	-299 989	أعباء التوظيفات
30 122	76 418	إسترداد تصحيحات القيمة على التوظيفات
1 387 339	1 572 309	إيرادات التوظيفات الصافية (ت)
244 588	270 280	إيرادات التوظيفات المخصصة بالدينار (النسبة * (ت))

إيضاح عدد 22: إيرادات فنية أخرى

السنة المختومة في 2011.12.31	السنة المختومة في 2012.12.31	
253 393	317 703	مساهمو المؤمن لهم في النفقات
202 498	206 633	نفقات التحقيق و المراقبة
24 403	21 586	نفقات دراسة املفات
26 492	89 484	نفقات الدعاوي
7 767	18 501	إيرادات فنية ومساعدة قانونية
261 160	336 204	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 23: أعباء التعويضات

السنة المختومة في 2011.12.31			السنة المختومة في 2012.12.31			
عمليات صافية	عمليات مسندة	عمليات إجمالية	عمليات صافية	عمليات مسندة	عمليات إجمالية	
463 114	-3 382 390	3 845 504	235 825	4 710 201	-4 474 376	مبالغ مدفوعة:
463 114	-480 255	943 369	235 825	2 145 023	-1 909 198	تعويضات كوتيناس:
237 040	-564 905	801 944	113 911	-1 029 467	1 143 378	تعويضات تجارية CCT
-	-	-	-	-	-	تعويضات تجارية CAMEX
267 888	-	267 888	476 131	-	476 131	نفقات التصرف في التعويضات
-41 815	84 649	-126 464	-354 217	3 174 489	-3 528 707	دعوي تجارية (إسترجاع)
-	-2 926 187	2 926 187	-	2 577 372	-2 577 372	تعويضات صندوق ضمان مخاطر التصدير:
-	-2 926 187	2 926 187	-	-293 982	293 982	تعويضات
-	0	0	-	2 871 355	-2 871 355	دعوي (إسترجاع)
-	24 052	-24 052	-	-12 194	12 194	تعويضات صندوق ضمان تمويل الصادرات لمرحلة ما قبل الشحن:
-	-91 787	91 787	-	-62 194	62 194	تعويضات
-	115 839	-115 839	-	50 000	-50 000	دعوي (إسترجاع)
295 268	-31 515	326 783	124 171	-90 083	214 253	تغير مدخرات التعويضات تحت التسوية
1 718 720	-2 118 411	3 837 131	1 842 891	-2 208 494	4 051 385	تكوين مدخرات التعويضات تحت التسوية
-1 423 452	2 086 896	-3 510 348	-1 718 720	2 118 411	-3 837 131	تحرير مدخرات التعويضات تحت التسوية
758 382	-3 413 905	4 172 287	359 996	4 620 118	-4 260 123	المجموع بالدينار
			-	-1 078 807	1 078 807	نصيب المؤمن المركب الكيميائي في إسترجاع SPIC/INDE
			-	-593 902	593 902	كوتيناس
			-	-484 905	484 905	صندوق ضمان مخاطر التصدير

إيضاح عدد 24-أعباء الإقتناء و أعباء التصرف والأعباء الأخرى

السنة المختومة في 2011.12.31	السنة المختومة في 2012.12.31	
746 706	813 432	نفقات الإقتناء الداخلية و الخارجية
719 795	845 912	نفقات الإدارة الداخلية و الخارجية
1 466 501	1 659 344 (1)	مجموع (1)
1 120 229	1 076 010	أعباء تقنية أخرى خاصة بنفقات التصرف الداخلية والخارجية
-41 172	60 491	مدخرات ديون مشكوك في خلاصها
	467 850	تأعب ملف SPIC/INDE
1 079 057	1 604 351 (2)	مجموع (2)
2 545 558	3 263 695	المجموع (1)+(2)

إيضاح عدد 24-1-تقسيم الأعباء حسب طبيعتها

السنة المختومة في 2011.12.31	السنة المختومة في 2012.12.31	
487 224	675 583	خدمات خارجية
278 760	794 559	خدمات خارجية أخرى
41 210	47 594	أعباء أخرى
1 778 144	1 953 040	أعباء الأعوان
99 645	108 627	معاليم وأداءات
255 282	209 572	استهلاكات الأصول
24 880	60 491	مدخرات ديون مشكوك في خلاصها
2 965 145	3 849 466	المجموع

إن هذه الأعباء وقع تقسيمها حسب وجهتها وتظهر في قائمتي النتائج في الحسابات المفتوحة في الغرض حسب الوجهة

إيضاح عدد 25: عملات متحصل عليها من معيدي التأمين

السنة المختومة في 2011.12.31	السنة المختومة في 2012.12.31	
868 632	819 683	عملات متحصل عليها من معيدي التأمين
835 965	817 635	على أقساط تأمين تجارية مسندة
32 667	2 048	مساهمات في الأرباح
118 081	156 541	عملات على أقساط تأمين مسندة (صندوق ضمان مخاطر التصدير)
11 201	8 637	عملات على أقساط تأمين مسندة (صندوق ضمان تمويل الصادرات لمرحلة ما قبل الشحن)
997 913	984 860	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 26: إيرادات التوظيفات (تأمين على غير الحياة)

السنة المختومة في 2011.12.31	السنة المختومة في 2012.12.31	
1 896 480	1 795 880	مداخل التوظيفات
1 021 357	1 094 690	مداخل ودائع لأجل ورقاق الخزينة قابلة للتظهير
88 208	307 928	داخيل الرقاق وسندات المستحقات القابلة للتداول
44 758	43 638	مداخل الأسهم والسندات ذات المداخل القارة
117 280	123 144	مداخل مباني الاستغلال
56 490	51 854	مداخل المباني عدا مباني الاستغلال
17 332	8 006	مداخل توظيفات أخرى
551 056	166 619	أرباح الصرف المحققة على التوظيفات
30 122	76 418	إسترجاع على مدخرات على التوظيفات
1 926 603	1 872 298	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 26-1- تقسيم أعباء و إيرادات التوظيفات

المجموع في 2012.12.31	مداخل أخرى ونفقات مالية	عمليات مع المؤسسات المرتبطة	
174 999	174 999		مداخل التوظيفات العقارية
1 102 696	1 102 696		مداخل ودائع لأجال ورقاع الخزينة قابلة للتظهير
307 928	307 928		مداخل الرقاع وسندات المستحقات القابلة للتداول
43 638	43 638		مداخل الأسهم و السندات ذات المداخل القارة
243 037	243 037		مداخل مالية أخرى
1 872 298	1 872 298		مجموع إيرادات التوظيفات بالدينار
101 275	101 275		فوائد
65 463	65 463		تصحيح قيمة التوظيفات
126 564	126 564		خسائر متأتية من تحقيق التوظيفات
6 687	6 687		نفقات مالية أخرى
299 989	299 989		مجموع أعباء التوظيفات بالدينار

إيضاح عدد 27: إيرادات غير فنية أخرى

السنة المختومة في 2011.12.31	السنة المختومة في 2012.12.31	
2 760	0	حصص منح الاستثمار المسجلة في حساب الإيرادات
22 201	216 429	إيرادات غير فنية أخرى
	187 384	-تأمينات ستار
22 201	29 045	- إيرادات أخرى
24 961	216 429	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 28: أعباء التوظيفات

السنة المختومة في 2011.12.31	السنة المختومة في 2012.12.31	
87 928	107 962	أعباء التصرف في التوظيفات بإعتبار أعباء الفوائد
75 033	89 719	فوائد على ودائع معيدي التأمين
8 285	11 556	فوائد بنكية
4 610	6 687	أعباء الفوائد الأخرى
65 463	65 463	تصحيح القيمة على التوظيفات
65 463	65 463	مخصصات للإستهلاك التوظيفات العقارية
-	-	مخصصات لمدخرات على التوظيفات
385 874	126 564	خسائر متأتية من تحقيق التوظيفات
385 874	126 564	خسائر الصرف المحققة
539 264	299 989	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 29: جدول إحتساب النتيجة الجبائية

السنة المختومة في 2012.12.31	
1 736 811	الربح المحاسبي قبل الأداء
129 715	إعادة إدماج:
60 491	مدخرات لإنخفاض قيمة حسابات الحرفاء
6 687	مدخرات لإنخفاض قيمة الأسهم
62 536	أعباء غير قابلة للطرح خلال السنة
93 859	الطرح:
0	إستردادات على مدخرات لإنخفاض قيمة حسابات الحرفاء
40 055	أرباح الصرف الغير متحققة
43 638	مداخيل الأوراق المالية
10 166	مداخيل الودائع بالعملة الصعبة
1 772 667	الربح الجبائي قبل خصم النتائج المؤجلة
6 687	مدخرات لإنخفاض قيمة الأسهم المدرجة بالبورصة
1 765 980	الربح الجبائي
-	مخصصات لإنخفاض قيمة حسابات الحرفاء
1 765 980	الربح الخاضع للضريبة قبل إعادة الإستثمار المعفى
-	إعادة إستثمار معفى من الضريبة
1 765 980	الربح الخاضع للضريبة
618 093	الأداء على المربايح 35 %

الإيضاح عدد 30 : مذكرات التعهدات خارج الموازنة

الإيضاح عدد 30 . 01

تعهدات الشركة في إطار عقود المخاطر التجارية تنقسم حسب المخاطر التجارية والمخاطر غير التجارية سواء كان المشتري خاص أو هيكل عمومي.

المخاطر التجارية تكون مؤمنة عادة من الشركة وفي حالات خاصة بصفة مشتركة مع صندوق ضمان المخاطر.

ينجر عن هاته الوضعية تعهدات محتملة، تتمثل في مبالغ التغطية الممنوحة على كل مشتري وتعهدات حقيقية تتمثل في المبالغ المؤمنة (الوسقات التي قام المصدر بالتصريح بها وتم قبولها من الشركة).

التعهدات الحقيقية يتم إحتسابها بالإعتماد على مدة الضمان وهي 180 يوما كما يمكن أن تكون المدة أقل من ذلك حين تتوفر لدى الشركة المعلومات الكافية حول مدة خلاص المشتري (نذكر على سبيل المثال المجمع الكيميائي التونسي).

عند تقييم التعهدات المتعلقة بعقود المخاطر التجارية، يتم الأخذ بعين الإعتبار للضمانات التي وقع طرحها والمتعلقة بالفترة ما قبل تاريخ نهاية السنة المحاسبية.

الإيضاح عدد 30 . 02

مثلما هو الشأن بالنسبة لعقود المخاطر التجارية، فإنه لا يقع ضم التعهدات الخاصة بالعقود الفردية التي تغطي المخاطر التجارية من ناحية والمخاطر غير التجارية من ناحية أخرى.

وفي أغلب الأحيان فإن هاته التعهدات تهم نفس الوسقات ونفس الضمان

في هذا الإطار، تكون التعهدات شبه نهائية إذا كانت تتعلق بوسقات ضرفية أو بعقد غير قابل للمراجعة.

ملحق 1 للإيضاح عدد 30**الإيضاح عدد 30 . 03**

عقود CAMEX تغطي مختلف مخاطر عدم الدفع وتكون متعلقة عادة بالمخاطر المتصلة بالمشتري كما يمكن أن تغطي المخاطر ما قبل التصدير المؤمنة من قبل الصندوق.

الإيضاح عدد 30 . 04

تعهدات الشركة في إطار الضمان يتم تقييمها على أساس المبالغ المؤمنة لدى الديوانة التونسية والتي تكون موثقة بشهادة صالحة إلى غاية 31 ديسمبر 2012.

الإيضاح عدد 30 . 05

تعهدات الشركة في إطار ضماناتها في نظام القبول الوقتي (ATA) يتم تقييمها في نهاية السنة المحاسبية على أساس مدة صلوحيتها وهي 33 شهر مثلما تنص عليه عادة العقود المبرمة. وتجدر الإشارة إلى أن هاته المدة يمكن أن تكون أقل من 33 شهرا إذا ما نصت عليها العقود المبرمة.

الإيضاح عدد 30 . 06

تعهدات الشركة في إطار الضمانات المقدمة من قبل صندوق ضمان المخاطر ما قبل التصدير لفائدة البنوك قصد تمكين المصدر من قرض بنكي للتصدير يتم تقييمها على أساس مبلغ القروض المؤمن الذي لم يقع إستخلاصه بعد.

احتمالات ووقائع لاحقة لتاريخ الختم

طبقا لما تم إقراره سابقا من طرف مجلس الإدارة فإن الإجراءات هي الآن جارية لغاية إنجاز عملية الاندماج وذلك باستيعاب الشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية "COTUNACE" لشركة تأمينات القروض التجارية "ASSURCREDIT" .

عدا هذه العملية فإنه لم يقع أي حدث له تأثير على نشاط أو الحالة المالية للشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية منذ تاريخ ختم السنة المحاسبية الموافق لـ 2012/12/31.

التقرير العام لمراقب الحسابات السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2012

السادة مساهمي الشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية

تنفيذا للمهمة التي أسندت لنا من طرف جليستكم العامة العادية المنعقدة في 21 أبريل 2009، نقدّم إليكم في ما يلي تقرير مراقبتنا للقوائم المالية للشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية المختومة في 31 ديسمبر 2012.

مسؤولية الإدارة في إعداد و عرض القوائم المالية

إن إعداد القوائم المالية وضبطها وعرضها العادل وفقا لمعايير المحاسبة التونسية والقوانين والتشاريح المعمول بها هي مسؤولية مجلس الإدارة. تشمل هذه المسؤولية التصميم والتطبيق والحفاظ على الرقابة الداخلية المتعلقة بالإعداد والعرض العادل لقوائم مالية خالية من أي خطأ جوهري سواء كان ذلك بسبب الغش أو الخطأ وكذلك اختيار التقديرات المحاسبية المعقولة بموجب الظروف المتوفرة.

مسؤولية مراقب الحسابات

إنّ مسؤوليتنا هي إبداء رأي حول هذه القوائم المالية بناء على عملية التدقيق. لقد أنجزنا أعمالنا وفقا لمعايير التدقيق المتداولة في تونس. تستدعي هذه المعايير بأن نقوم بتخطيط وتنفيذ عملية التدقيق للتوصل إلى درجة مقبولة من القناعة فيما إذا كانت القوائم المالية خالية من أي خطأ جوهري.

تتضمن عملية التدقيق القيام بالإجراءات الضرورية لغاية الحصول على أدلة إثبات حول المبالغ والإيضاحات الواردة في القوائم المالية. يقع إختيار هذه الإجراءات بالإعتماد على تقدير مدقق الحسابات بما في ذلك تقييم مخاطر احتواء القوائم المالية على أخطاء جوهريّة، سواء كانت نتيجة للغش أو الخطأ. وعند تقييم تلك المخاطر فإنّ مدقق الحسابات يأخذ في الإعتبار الرقابة الداخلية السارية المفعول بالمؤسسة والمتعلقة بالإعداد والعرض العادل للقوائم المالية وذلك بهدف تحديد إجراءات خاصة بالتدقيق تكون ملائمة للظروف المتوفرة وليس بغرض إبداء الرأي حول مدى فاعليته.

تتضمن عملية التدقيق كذلك تقييما لمدى ملائمة الطرق المحاسبية المعتمدة ومدى معقولية التقديرات المحاسبية التي قامت بها الإدارة وكذلك تقييما لطريقة عرض القوائم المالية بشكل عام.

وإننا نعتقد أنّ أدلة الإثبات التي تحصلنا عليها كافية وملائمة لتوفير أساس معقول لإبداء رأينا.

إن القوائم المالية لسنة 2012 و التي تبرز مجموعا صافيا للموازنة بمقدار 69.962.884 دينار وربحا صافيا بمقدار 1.118.718 دينار, وقع إعدادها وعرضها طبقا للمعايير المحاسبية التونسية وخاصة المعايير عدد 26 إلى 31 المتعلقة بقطاع التأمين و إعادة التأمين وكذلك حسب نفس القواعد والطرق المحاسبية الهامة المعمول بها سابقا.

إبداء الرأي حول القوائم المالية

في رأينا، إن القوائم المالية للشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية صحيحة و صادقة و تعبر بصورة وافية، لكل ما هو هام نسبيا، على الوضعية المالية و عن نتائج أعمالها و تدفقاتها النقدية للسنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2012 طبقا للمبادئ المحاسبية المتفق عليها عموما بالبلاد التونسية.

المراجعة الخصوصية

إن المعلومات حول الوضعية المالية وحسابات الشركة المعروضة في تقرير مجلس الإدارة وضمن الوثائق المعروضة على المساهمين هي مطابقة للمعلومات المذكورة ضمن القوائم المالية.

عملا بأحكام الفصل 3 (جديد) من القانون عدد 117 لسنة 1994 المؤرخ في 14 نوفمبر 1994 والفصل 266 من مجلة الشركات التجارية، قمنا بفحص نظام الرقابة الداخلية. وتم تقديم ملاحظتنا وتوصياتنا المتعلقة بالإجراءات الإدارية والمالية والمحاسبية إلى الإدارة العامة ضمن تقرير منفرد. وتجدر الإشارة إلى أن فحصنا لنظام الرقابة الداخلية الخاص بمعالجة المعلومات المحاسبية وبإعداد وعرض القوائم المالية لم يبرز نقائص جوهرية من شأنها أن تؤثر على رأينا حول القوائم المالية.

عملا بأحكام الفصل 19 من الأمر عدد 2728 لسنة 2001 المؤرخ في 20 نوفمبر 2001، فإنه لم يتبين لنا ما من شأنه الاعتقاد أن مسك حسابات الأوراق المالية الصادرة عن الشركة لا يتوافق مع التشريع الجاري به العمل.

اتحاد المراجعة التونسي
عبد اللطيف عباس

التقرير الخاص لمراقب الحسابات السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2012

السادة مساهمي الشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية

في إطار مهمة مراقبة حسابات الشركة التونسية للتأمين وإعادة التأمين، نقدم لكم تقريرنا الخاص المتعلق بالإتفاقيات المنصوص عليها بالفصول 200 وما يليه من مجلة الشركات التجارية.

تتمثل مسؤوليتنا في التأكد من إحترام الإجراءات القانونية المتعلقة بالترخيص والمصادقة على هذه الإتفاقيات أو العمليات، وكذلك عرضها الصحيح في القوائم المالية. هذا وليس من مهامنا البحث بصفة خاصة عن الوجود المحتمل لمثل هذه الإتفاقيات أو العمليات ولكنه يتعين علينا أن نعلمكم بخصائصها وشروطها الأساسية دون الحاجة إلى إبداء رأي حول جدواها وسلامة أسسها، وذلك على أساس المعلومات التي وقع مدنا بها وتلك التي تم التعرف عليها من خلال إجراءات التدقيق التي قمنا بها. يتعين عليكم طبقا للفصل 200 من مجلة الشركات التجارية النظر في الفائدة المرجوة من إبرام هذه الإتفاقيات أو العمليات وذلك بغية المصادقة عليها.

أ- الإتفاقيات والالتزامات المبرمة خلال سنة 2012 :

لم يقع إعلامنا من طرف الإدارة العامة بوجود إتفاقيات أو عمليات تم إبرامها خلال سنة 2012 تدخل تحت طائلة الفصول المذكورة أعلاه.

ب - الإتفاقيات والالتزامات المبرمة المتعلقة بسنوات فارطة

لم يقع إعلامنا من طرف الإدارة العامة بوجود إتفاقيات أو عمليات تدخل تحت طائلة الفصول المذكورة أعلاه متعلقة بسنوات فارطة ولا زالت بصدد الإنجاز خلال سنة 2012.

ت-التزامات وتعهدات الشركة نحو المسيرين

1- أن الأجر و المنح والإمتيازات العينية التي تحصل عليها الرئيس المدير العام للشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية بعنوان سنة 2012 طبقا للنصوص القانونية المتعلقة بنظام تأجير رؤساء المنشآت العمومية مفصلة كالآتي:

- أجر خام: 43.800 دينار
- سيارة وظيفية
- 450 لتر من الوقود شهريا
- التكفل بأعباء المكالمات الهاتفية

2- يتحصل أعضاء مجلس الإدارة على مكافأة الحضور وقد قررت الجلسة العامة المنعقدة في 18 جوان 2012 صرف مبلغ خام بمقدار 3.500 دينار لكل عضو.

هذا وقد بلغت قيمة مكافأة الحضور التي تم صرفها في سنة 2012 مبلغا خاما قدره 22.750 دينارا

3- يتحصل أعضاء لجنة التدقيق على مكافأة الحضور حسب الترتيب المعمول بها في الشركات ذات مساهمة عمومية وذلك طبقا لما قرره الجلسة العامة المنعقدة في 18 جوان 2012. هذا وقد بلغت قيمة مكافأة الحضور التي تم صرفها في سنة 2012 مبلغا خاما قدره 21.000 دينارا (بعنوان 2010 و 2011)

كما أنه خلال القيام بأعمال مراقبة الحسابات لم نتعرض لوجود عمليات تدخل تحت طائلة الفصول المذكورة أعلاه عدا العمليات الجارية والمبرمة بشروط عادية مع شركات معيدي التأمين الممثلة في مجلس الإدارة.

اتحاد المراجعة التونسي

عبد اللطيف عباس

AVIS DES SOCIETES**ETATS FINANCIERS DEFINITIFS****Les Assurances des Crédits Commerciaux – Assurcrédit S.A-**

Siège Social : 7, Rue 8010 – Cité Montplaisir 1073 Tunis

La société « Assurcrédit » publie, ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2012 tels qu'ils vont être soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le 22 mars 2013. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial du commissaire aux comptes : Mohamed AMMOUS.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 2012
(exprimé en dinars)

Code	Rubrique	Note	Exercice 2012			Exercice 2011
			Brut	Amort./Prov.	Net	Net
	Actifs					
AC1	Immobilisations incorporelles	(4)	177 839	99 914	77 925	76 840
AC12	Concessions, brevets, licences, marques		177 839	99 914	77 925	9 078
AC15	Logiciel en cours		-	-	-	67 762
AC2	Actifs corporels	(4)	208 662	150 722	57 940	72 738
AC21	Installations techniques matériel et outillage		179 857	125 440	54 417	68 959
AC22	Autres installations, outillage et mobilier		28 805	25 282	3 522	3 779
AC3	Placements	(5)	5 908 590	-	5 908 590	5 332 092
AC33	<i>Autres placements financiers</i>		5 908 590	-	5 908 590	5 332 092
AC331	Actions, autres titres à revenu variable et part dans des FCP		993 590	-	993 590	641 092
AC332	Obligations et autres titres à revenu fixe		3 415 000	-	3 415 000	2 191 000
AC335	Dépôts auprès des établissements bancaires et financiers		1 500 000	-	1 500 000	2 500 000
AC5	Part des réassureurs dans les provisions techniques	(6)	1 786 655	-	1 786 655	1 528 872
AC510	Provision pour primes non acquises		436 201	-	436 201	442 667
AC531	Provisions pour sinistres		816 496	-	816 496	761 427
AC541	Provision pour participation aux bénéfices et ristournes		533 957	-	533 957	324 778
AC6	Créances		4 322 468	737 777	3 584 691	2 953 683
AC61	<i>Créances nées d'opérations d'assurance directe</i>	(7)	3 711 638	737 777	2 973 861	2 618 939
AC611	Primes acquises et non émises		324 255	-	324 255	303 293
AC612	Autres créances nées d'opérations d'assurance directes		988 008	39 446	948 562	831 964
AC613	Créances indemnisées subrogées à l'entreprise d'assurance		2 399 375	698 331	1 701 044	1 483 682
AC62	<i>Créances nées d'opérations de réassurance</i>	(8)	323 379	-	323 379	49 498
AC63	<i>Autres créances</i>	(9)	287 452	-	287 452	285 247
AC631	Personnel		-	-	-	2
AC632	Etat, organismes de sécurité sociale, collectivités publiques		287 430	-	287 430	285 245
AC633	Débiteurs divers		22	-	22	-
AC7	Autres éléments d'actifs		744 085	-	744 085	404 349
AC71	<i>Avoirs en banques, CCP, chèques et caisse</i>	(10)	310 245	-	310 245	159 353
AC72	<i>Charges reportées</i>	(11)	41 080	-	41 080	53 037
AC721	Frais d'acquisitions reportés		41 080	-	41 080	53 037
AC73	<i>Comptes de régularisation actifs</i>	(12)	392 760	-	392 760	191 959
AC731	Intérêts et loyers acquis non échus		195 320	-	195 320	81 756
AC733	Autres comptes de régularisation		197 440	-	197 440	110 203
	Total actifs		13 148 298	988 413	12 159 885	10 368 576

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 2012
(exprimé en dinars)

Code	Rubrique	Note	Exercice 2012	Exercice 2011
	Capitaux Propres			
CP1	Capital social		3 000 000	3 000 000
CP5	Résultats reportés		(125 168)	(222 982)
	Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		2 874 832	2 777 018
CP6	Résultat de l'exercice		147 035	97 813
	Total capitaux propres avant affectation	(13)	3 021 867	2 874 832
	Passifs			
PA2	Provisions pour autres risques et charges		11 931	-
PA3	Provisions techniques brutes	(14)	4 828 547	3 714 305
PA310	Provision pour primes non acquises		671 078	679 647
PA331	Provision pour sinistres		1 249 675	1 149 368
PA341	Provision pour participation aux bénéfécies et ristournes		809 406	484 227
PA350	Provision d'égalisation et d'équilibrage		2 098 387	1 401 063
PA5	Dettes pour dépôts en espèces reçus des cessionnaires	(15)	1 828 025	1 432 192
PA6	Autres dettes		2 239 071	2 111 555
PA61	Dettes nées d'opérations d'assurance directe	(16)	5 097	166
PA62	Dettes nées d'opérations de réassurance		1 911 810	1 814 415
PA621	Part des réassureurs dans les créances indemnisées subrogées à l'entreprise d'assurance		1 701 044	1 483 682
PA622	Autres	(17)	210 766	330 733
PA63	Autres dettes		322 164	296 974
PA632	Personnel	(18)	106 986	98 828
PA633	Etat, organismes de sécurité sociale, collectivités publiques	(19)	188 580	134 327
PA634	Créditeurs divers	(20)	26 598	63 585
PA635	Compte d'attente		-	234
PA7	Autres passifs		230 446	235 692
PA710	Report de commissions reçues des réassureurs	(21)	139 584	132 416
PA712	Comptes de régularisation passif	(22)	90 861	103 277
	Total passifs		9 138 019	7 493 744
	Total des Capitaux Propres et Passifs		12 159 885	10 368 576

ÉTAT DE RESULTAT TECHNIQUE DE L'EXERCICE 2012
(exprimé en dinars)

Code	Libellé	Note	Exercice 2012		Exercice 2011	
			Opérations brutes	Cess.et/ou Rétroces.	Opérations nettes	Opérations nettes
PRNV1	Primes acquises	(23)	3 476 572	2 290 426	1 186 147	895 657
PRNV11	Primes émises		3 468 004	2 283 960	1 184 044	973 694
PRNV12	Variation de la provision pour primes non acquises		(8 568)	(6 466)	(2 102)	78 037
PRNT3	Produits de placements alloués, transférés de l'état de résultat	(24)	147 427	-	147 427	108 130
PRNT3	Produits de placements alloués, transférés de l'état de résultat		147 427	-	147 427	108 130
PRNV2	Autres produits techniques	(25)	319 831	-	319 831	295 441
PRNV2	Subvention d'exploitation		-	-	-	-
PRNV21	Participation aux bénéfices (réassureurs)		139 448	-	139 448	130 231
PRNV22	Frais d'enquête et Frais de surveillance		180 383	-	180 383	165 210
CHNV1	Charges de sinistres	(26)	595 702	329 364	266 339	255 578
CHNV11	Montants payés		495 395	274 294	221 101	213 096
CHNV12	Variation de la provision pour sinistres		100 307	55 069	45 238	42 482
CHNV2	Variation des autres provisions techniques		-	-	-	-
	Variation des autres provisions techniques		-	-	-	-
CHNV3	Participation aux bénéfices et ristournes	(27)	325 179	209 179	116 000	87 710
CHNV3	Participation aux bénéfices et ristournes		325 179	209 179	116 000	87 710
CHNV4	Frais d'exploitation	(28)	678 818	-	(35 408)	53 874
CHNV41	Frais d'acquisition		212 290	-	212 290	214 761
CHNV42	Variation du montant des frais d'acquisition reportés		11 957	-	11 957	(6 745)
CHNV43	Frais d'administration		454 571	-	454 571	386 050
CHNV44	Commissions reçues des réassureurs		-	714 226	(714 226)	(540 192)
CHNV5	Autres charges techniques	(29)	229 281	-	229 281	193 202
CHNV6	Variation de la provision pour égalisation et équilibrage	(30)	697 324	-	697 324	450 550
RTNN	Résultat technique		1 417 526	1 037 657	379 868	258 313

ETAT DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2012
(exprimé en dinars)

Code	Libellés	Notes	Opérations nettes 2012	Opérations nettes 2011
RTNV	Résultat technique		379 868	258 313
PRNT1	Produits des placements		322 242	248 376
CHNT1	Charges de placements		(87 040)	(59 403)
CHNT2	Produits des placements alloués, transférés de l'état de résultat technique de l'assurance et/ou de réassurance non vie		(147 427)	(108 130)
PRNT2	Autres produits non techniques	(31)	23 194	26 926
	Récupérations		13 720	14 902
	Escompte & Autres Produits		9 474	12 024
CHNT3	Autres charges non techniques	(32)	(270 787)	(232 347)
CHNT4	Impôts sur le résultat		(73 015)	(35 922)
	Résultat provenant des activités ordinaires après impôts			
	Gains extraordinaires			
	Pertes extraordinaires			
	Résultat net de l'exercice		147 035	97 813
	Effets des modifications comptables (net d'impôt)			
	Résultat net de l'exercice après modifications comptables		147 035	97 813

TABLEAU DES ENGAGEMENTS RECUS ET DONNES
(exprimé en dinars)

Code	Désignation	Au 31/12/2012	Au 31/12/2011
HB1	ENGAGEMENTS RECUS	117 341 032	108 481 732
HB110	Garantie de crédits reçues des réassureurs : risque commercial	116 814 750	108 129 450
HB111	Hypothèque sur terrain agricole	521 133	347 133
HB112	Caution-nantissements de troisième degré sur l'épargne constitué par un agent général	5 149	5 149
HB2	ENGAGEMENTS DONNES	179 715 000	166 353 000
HB21	Garantie de crédit donnés : risque commercial	179 715 000	166 353 000
HB22	Titres et actifs acquis avec engagement de revente	-	-
HB23	Autres engagements sur titres, actifs ou revenus	-	-
HB24	Autres engagements donnés	-	-
HB3	Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et des rétrocessionnaires	-	-
HB4	Valeurs remises par des organismes réassurés avec caution solidaire ou de substitution	-	-
HB5	Valeurs appartenant à des institutions de prévoyance	-	-
HB6	Autres valeurs détenues pour compte de tiers	-	-

ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE 2012
(exprimé en dinars)

Libellés	Notes	Exercice 2012	Exercice 2011
Flux de la trésorerie liés à l'exploitation			
Encaissement primes	(33)	3 873 932	2 907 149
Décaissements RS / prime		(580)	(452)
Encaissement par recouvrement avant indemnisation		17 400	56 362
Décaissement par recouvrement avant indemnisation		(17 400)	(56 156)
Sommes versées au personnel	(34)	(316 718)	(278 463)
Ventes tickets restaurants		-	610
Décaissements charges fiscales et sociales liées au salaire	(35)	(241 897)	(219 346)
Décaissements impôts et taxes	(36)	(433 768)	(335 107)
Décaissements loyer au profit de la COTUNACE	(37)	(46 665)	(44 443)
Décaissements autres fournisseurs	(38)	(504 248)	(421 043)
Décaissements Réassureurs	(39)	(1 205 072)	(495 939)
Décaissements liés à l'acquisition des placements financiers	(40)	(4 713 288)	(4 721 784)
Encaissements liés à la cession des placements financiers	(41)	4 160 621	4 073 999
Encaissements récupération accident auto		-	1 212
Encaissements récupération sur sinistre matériel informatique		722	-
Encaissements autres produits non techniques		379	-
Encaissements réassureurs		16 756	28 869
Décaissement charges / Sinistres		(452 595)	(528 593)
Décaissement Participations Bénéficiaire		(57 791)	(3 406)
Encaissement récupération / sinistres		129 969	69 503
Encaissement récupération / salaire personnel/ CNAM		558	19 415
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		210 315	52 389
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(42)	(33 141)	(95 088)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles			11 525
Flux de trésorerie provenant des activités l'investissement		(33 141)	(83 564)
Flux de trésorerie liés des activités de financement			
Intérêts créditeurs (comptes courants)		6 717	2 935
Décaissement jetons de présence	(43)	(33 000)	(39 000)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		(26 283)	(36 065)
Variation de trésorerie		150 892	(67 240)
Trésorerie au début de l'exercice		159 353	226 593
Trésorerie à la fin de l'exercice	(10)	310 245	159 353

NOTES AUX ETATS FINANCIERS
RELATIFS A L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

I- PRESENTATION DE L'ASSURCREDIT :

LES ASSURANCES DES CREDITS COMMERCIAUX S.A « Assurcrédit » est une société anonyme de droit tunisien constituée en 2002 (sur agrément du Ministère des Finances du 7 mai 2002) avec un capital de 3 000 000 DT.

L'activité de l'Assurcrédit est régie par la loi n°92-24 du 9 mars 1992, portant promulgation du code des assurances, et les textes subséquents, elle consiste en la gestion et la garantie du risque de crédit pour les résidents. A cette fin, la société couvre ses Assurés contre les pertes qu'ils pourraient subir par suite du non recouvrement total ou partiel, momentané ou définitif de leurs créances.

La structure du capital de l'Assurcrédit se présente, au 31 décembre 2012, comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions	Montant payé en dinars	En % du capital
ATRADIUS PARTICIPATIONS HOLDING BV	104 999	1 049 990	35%
COTUNACE	104 998	1 049 980	35%
GAT	30 000	300 000	10%
COMAR	30 000	300 000	10%
STAR	15 000	150 000	5%
SALIM	15 000	150 000	5%
Souheila CHABCHOUB	1	10	0%
Moncef ZOUARI	1	10	0%
Habib DALDOUL	1	10	0%
Total	300 000	3 000 000	100%

II- RESPECT DES NORMES COMPTABLES TUNISIENNES

Les états financiers de l'Assurcrédit sont arrêtés, au 31 décembre 2012, par référence aux normes comptables tunisiennes applicables au secteur des assurances et de réassurance, notamment celles promulguées par l'arrêté du Ministre des Finances du 26 juin 2000 (NC 26 à 31) qui traitent de la présentation des états financiers, de l'organisation comptable et du contrôle interne, des revenus, des provisions et charges techniques et des placements dans les entreprises d'assurance et/ou de réassurance - et en respect des hypothèses sous-jacentes, et aux conventions comptables prévues par le cadre conceptuel de la comptabilité financière.

Ces états financiers comportent le bilan, l'état de résultat technique, l'état de résultat, l'état des engagements reçus et donnés, l'état de flux de trésorerie et les notes annexes aux états financiers, qui font partie intégrante de ces derniers.

III- PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les bases de mesure et les principes comptables spécifiques utilisés pour l'établissement de ces états financiers se résument comme suit :

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles exploitées par la société figurent à l'actif pour leur coût d'acquisition et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire. Les taux retenus sont les suivants :

Actifs	Durée d'amortissement	Taux
Logiciels	3 ans	33.3%
Matériel de transport	5 ans	20%
Mobilier de bureau	10 ans	10%
Matériel de bureau	5 ans	20%
Matériel informatique	3 ans	33,33%
Agencement matériel informatique	10 ans	10%
Agencement divers	10 ans	10%
Concessions de marques, brevets, et licences	3 ans	33,33%
Agencements installations téléphoniques	10 ans	10%
Agencements aménagement installations divers	10 ans	10%
Autres installations, outillage et mobiliers	5 ans	20%

A noter dans ce cadre que les acquisitions de faibles valeurs (inférieures à 200 DT) sont totalement amorties dans l'exercice au cours duquel l'acquisition a eu lieu.

2. Placements

Les placements financiers de l'Assurcrédit sont composés essentiellement d'obligations (non cotées), de bons du Trésor, des fonds gérés par les OPCVM et les FCP et de dépôts à terme.

Les placements financiers sont initialement comptabilisés au coût y compris le prix d'achat des droits de souscription et d'attribution nécessaires. En cas de d'existence de frais d'acquisition, ces derniers sont exclus du prix et sont constatés en charges de l'exercice.

A la date de clôture, les fonds gérés par les OPCVM et FCP sont valorisés à leur valeur liquidative. Les plus-values ou moins-values par rapport au coût sont constatées en résultat.

Revenus des placements

Les revenus des placements (dividendes et intérêts) sont constatés en produits dès qu'ils sont acquis même s'ils ne sont pas encore encaissés. Ainsi, les intérêts sont comptabilisés en produits lorsqu'ils sont courus.

Allocation des produits des placements

Les produits des placements sont inscrits et présentés dans l'état de résultat. Ils font, en fin d'année, l'objet d'un transfert partiel pour allocation afin de mettre dans l'état de résultat technique la fraction des produits des placements nets des charges qui se rapportent aux provisions techniques par application du coefficient multiplicateur suivant :

$$\text{Provisions techniques} / \text{Provisions techniques} + \text{Capitaux propres}$$

Représentation des provisions techniques

Conformément à l'arrêté du Ministre des Finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation (article 29), l'Assurcrédit procède à la représentation de ses provisions techniques dans des actifs dont la valeur est supérieure au montant de ces provisions. Ces actifs admis en représentation des provisions techniques sont gérés en respectant les conditions prévues par l'article 31 dudit arrêté et liées à la nature (titres émis par l'Etat, obligations...) et à la structure desdits actifs (répartition par rapport au total des provisions techniques).

3. Provisions techniques

Provision pour sinistres à payer (SAP)

Les provisions pour sinistres à payer constituent la dette de la compagnie envers ses assurés, principalement pour les sinistres déclarés mais non encore décaissés. Elles correspondent à une évaluation du montant qui sera versé postérieurement à la clôture au titre des événements qui se sont réalisés antérieurement à la clôture de l'exercice.

Les prévisions de recours à encaisser ne sont pas prises en compte en déduction des provisions pour sinistres à payer, alors qu'il est tenu compte des frais de gestion des sinistres (chargements de gestion), quelle que soit leur origine. Ainsi, la provision pour frais de gestion est évaluée à 9% de la provision pour sinistres à payer et sinistres tardifs.

Les provisions pour sinistres à payer comportent trois types de sinistres restant à payer :

- les sinistres dont l'évaluation est définitive, connue et pour lesquels il ne demeure que le mouvement de trésorerie à générer ;
- les sinistres pour lesquels l'évaluation n'est pas définitive, ayant fait ou non l'objet de règlements partiels ;
- les sinistres survenus antérieurement à la clôture mais dont la survenance n'a pas été portée, à la date de la clôture, à la connaissance de l'entreprise. Il s'agit des sinistres tardifs.

Provisions pour primes non acquises (PPNA)

La provision pour primes non acquise est destinée à constater, pour l'ensemble des contrats en cours, la part des primes émises et des primes restant à émettre se rapportant à la période comprise entre la date d'inventaire et la date de la prochaine échéance de la prime ou, à défaut, du terme du contrat. Ainsi, seule la part de la prime qui correspond à la période de garantie de l'exercice en cours est intégrée dans les revenus de la période.

La variation d'un exercice à l'autre du poste des provisions pour primes non acquises est inscrite sur une ligne spécifique du compte de résultat technique sous la ligne des primes émises.

Provisions pour risque en cours (PRC)

La provision pour risque en cours (PRC) représente les montants à provisionner en supplément des provisions pour primes non acquises, pour couvrir les risques à assumer. Cette provision est destinée à faire face à toute demande d'indemnisation et à tous les frais liés aux contrats d'assurance en cours, excédant le montant des primes non acquises ou des primes exigibles relatives aux dits contrats.

Si la provision pour sinistres à payer est destinée à couvrir les risques rattachés à des primes émises et acquises, la provision pour risques en cours (PRC) est destinée à couvrir les sinistres probables rattachés à des primes non acquises. Pour la détermination de la provision pour risque en cours, il y a lieu de calculer le rapport R suivant :

$$R = \frac{\text{(Charges de sinistre N et N-1 + Frais d'administration et d'acquisition)}}{\text{(Primes totales brutes de l'exercice N et N-1 + \Delta \text{ primes à émettre + } \Delta \text{ primes à annuler - } \Delta \text{ PPNA + prévisions de recours)}}$$

Si ce rapport est supérieur à 100%, l'écart constaté par rapport à 100% est appliqué au montant des Provisions pour Primes Non Acquises selon la formule suivante :

$$PRC = (R - 1) \times (PPNA)$$

Provision d'équilibrage

La provision d'équilibrage est alimentée par un prélèvement de 75% sur l'excédent technique conformément à l'article 24 de l'arrêté du Ministre des Finances du 27 Février 2001. Elle permet d'égaliser les fluctuations des taux de sinistres pour les années à venir.

La provision d'équilibrage constituée par Assurcrédit est calculée annuellement à hauteur de 75% de l'excédent des produits techniques sur les charges techniques jusqu'au moment où la provision cumulée sera égale ou supérieure à 150% du montant annuel le plus élevé des primes au cours des cinq exercices précédents.

Provision pour participation aux bénéfices

La provision pour participation aux bénéfiques et ristournes comprend les montants destinés aux assurés ou aux bénéficiaires des contrats sous la forme de participation aux bénéfiques et de ristournes dans la mesure où ces derniers n'ont pas été crédités aux assurés.

Le montant de la participation aux bénéfiques est évalué contrat par contrat selon les engagements contractuels de l'entreprise d'assurance.

4. Comptabilisation des revenus

Primes émises

Les revenus provenant de la distribution des contrats d'assurance sont comptabilisés dès la prise d'effet des garanties prévues au dit contrat, c'est-à-dire à la signature de celui-ci même si le montant de la prime n'a pas encore fait l'objet d'un encaissement par Assurcrédit.

Pour les contrats courants d'affaires, les primes ne sont prises en compte qu'après la réalisation du chiffre d'affaires (expéditions déclarées par l'assuré).

Ainsi, les primes afférentes à l'exercice courant mais n'ayant pu être émises (exp. Cas de retard de déclaration du chiffre d'affaires, base de calcul et d'émission de la prime) sont constatées parmi les revenus « primes acquises et non émises ». Elles sont alors assimilées à des produits non encore facturés.

A la date de clôture des comptes, la part des primes qui correspond à la période de garantie de l'exercice suivant fait l'objet d'un rattachement par le biais des provisions pour primes non acquises. La variation d'un exercice sur l'autre des dites provisions vient en ajustement des primes acquises de la période présentées dans l'état de résultat technique.

Les annulations des primes (les factures qui ont été annulés par l'entreprise du fait du non paiement des primes, des primes émises à tort par l'entreprise ou d'avenant avant l'échéance modifiant les conditions du contrat) et les ristournes sur primes (remboursement à l'assuré d'une partie de la cotisation ou de la prime qu'il a versé, suite notamment à la modification ou la suspension des garanties accordées) sont comptabilisées en déduction des primes émises dans les états financiers.

Primes cédées

Les primes cédées correspondent aux primes qui sont reversées par Assurcrédit aux réassureurs en contrepartie des risques qu'ils ont accepté de garantir. La comptabilisation des cessions est réalisée dans l'exercice sans décalage.

Sur ces primes cédées, l'Assurcrédit retient des commissions, dont les taux sont fixés par les traités de réassurance. Actuellement, le taux de la commission est de 32% sur les primes cédées aux réassureurs dans le cadre des traités en quote-part et de 15% dans le cadre de la réassurance en excédant de sinistre. Les dites commissions reçues des réassureurs sont inscrites en déduction du poste « Frais d'exploitation », au niveau du résultat technique non vie, du fait que ces commissions ne sont pas considérées comme un revenu mais comme une couverture des frais de gestion engagés par Assurcrédit.

5. Frais d'acquisition reportés

Les frais d'acquisition des contrats sont reportés pour la fraction non imputable à l'exercice. Le montant reporté est évalué en appliquant aux frais d'acquisition enregistrés le coefficient déterminé par le rapport des primes non acquises aux primes émises.

6. Créances subrogées / récupérations

Les créances déclarées impayées et indemnisées font, normalement, l'objet de quittances subrogatoires au profit de l'Assurcrédit qui se substitue au client pour engager la procédure de récupération amiable puis judiciaire auprès des acheteurs concernés par l'impayé.

Ces créances subrogées constituent des actifs dont les chances de récupération sont généralement faibles et nécessitant un suivi particulier pour leur réalisation. Ainsi, seules les créances récupérées sont enregistrées en résultat, le reste est gardé parmi les actifs « créances indemnisées subrogées à l'Assurcrédit ». La part de l'Assurcrédit dans cet actif est provisionnée à 100% ; celle revenant aux réassureurs est constatée au passif du bilan « part des réassureurs dans les créances indemnisées ».

7. Répartition des charges par destination

Les charges sont enregistrées, préalablement, par nature (dans la classe 9) puis réparties, à l'occasion de chaque arrêté comptable, dans les différentes destinations (dans la classe 6) selon des critères définis par Assurcrédit au regard de ses activités.

L'allocation des frais d'exploitation se fait via des centres de coûts intermédiaires (auxiliaires). Cette répartition primaire se fait généralement de manière linéaire, sauf pour quelques comptes affectés directement ou selon d'autres critères objectifs, tels que les comptes de charges du personnel.

Les coûts calculés par centre auxiliaire sont ensuite répartis (répartition secondaire) entre les différents centres de coûts (frais d'acquisition, frais d'administration, frais de contentieux et autres charges techniques) sur la base de clés de répartition prédéfinis (souvent dynamiques).

IV- Notes explicatives des rubriques d'états financiers

1. Notes sur les comptes d'actifs

Note 4: Immobilisations incorporelles et corporelles

Libellé	Immobilisations brutes			Amortissements & Provisions			Valeurs nettes au	
	Soldes au	Variation	Soldes au	Soldes au	Variation	Soldes au	31/12/2011	31/12/2012
	31/12/2011	2011-2012	31/12/2012	31/12/2011	2011-2012	31/12/2012		
Logiciels	91 015	77 213	168 228	(86 300)	(7 795)	(94 095)	4 715	74 133
Concessions, marques et brevets	9 611	-	9 611	(5 249)	(571)	(5 819)	4 362	3 792
Logiciels en cours	67 762	(67 762)	-	-	-	-	67 762	-
Total des immobilisations incorporelles	168 388	9 450	177 839	(91 548)	(8 366)	(99 914)	76 840	77 925
Matériel de transport	91 465	-	91 465	(40 909)	(11 379)	(52 289)	50 555	39 176
Matériel informatique	61 056	(487)	60 569	(52 036)	(1 563)	(53 599)	9 019	6 969
Matériel et mobiliers de bureau	33 279	370	33 650	(28 351)	(598)	(28 949)	4 928	4 701
Agencements et Aménagements divers	22 320	659	22 979	(14 084)	(1 801)	(15 885)	8 235	7 094
Total des immobilisations corporelles amortissables	208 119	542	208 662	(135 381)	(15 341)	(150 722)	72 738	57 940
Total des immobilisations corporelles et incorporelles	376 508	9 993	386 500	(226 929)	(23 707)	(250 636)	149 579	135 865

Note N°5 : Placements (AC3)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation 2012/2011
Actions, autres titres à revenu variable et parts dans des FCP		993 590	641 092	352 498
AC331	Parts dans des OPCVM	862 120	513 994	348 125
	Parts dans des FCP	131 470	127 098	4 372
Obligations et autres titres à revenu fixe		3 415 000	2 191 000	1 224 000
	Bons de Trésor Assimilables (STB)	0	481 000	(481 000)
	Bons de Trésor Assimilables (Att.B)	0	1 000 000	(1 000 000)
	Bons de Trésor Assimilables (AB)	935 000	0	935 000
AC332	Bons de Trésor Assimilables (Att.B)	1 810 000	0	1 810 000
	Obligations (TL)	660 000	700 000	(40 000)
	Obligations (STB)	5 000	5 000	0
	Obligations (BNA)	5 000	5 000	0
Dépôts auprès des établissements bancaires et financiers		1 500 000	2 500 000	(1 000 000)
	Dépôt à terme (Att.B)	0	1 500 000	(1 500 000)
AC335	Dépôt à terme (AB)	1 500 000	0	1 500 000
	Compte à terme (A.B)	0	1 000 000	(1 000 000)
Total		5 908 590	5 332 092	576 498

Note 5-1 : Valorisation des placements

Nature Placement	Valeur brute au 31/12/2012	Valeur Nette au 31/12/2012	Juste Valeur	Plus ou moins value latente
Compte à Terme	1 500 000	1 500 000	1 500 000	-
Bons Trésor Assimilables	2 745 000	2 745 000	2 745 000	-
Obligations	670 000	670 000	670 000	-
SICAV Obligataire / MAC	221 145	221 145	221 145	-
SICAV Obligataire / AXIS	463 447	463 447	463 447	-
SICAV Obligataire / BNA CAPITAUX	177 528	177 528	177 528	-
FCP / AXIS	131 470	131 470	131 470	-
Total	5 908 590	5 908 590	5 908 590	-

Note 5-2 : Placements admis en représentation des provisions techniques

Nature	Nombre de titres	Valeur nominale	Valeur Nette au 31/12/2012	Valeurs admissibles en représentation
Titres SICAV Obligataires et parts dans des FCP			993 590	-
Titres émis par l'Etat ou jouissant de sa garantie	2 745	1 000	2 745 000	2 745 000
Emprunts obligataires	6 610	2 200	670 000	670 000
Placement sur le marché monétaire	-	-	1 500 000	1 413 547
Total	9 355	3 200	5 908 590	4 828 547
Provisions techniques au 31/12/2012		4 828 547		4 828 547
Pourcentage (%) de Représentation		-		100%

Note N°6 : Parts des réassureurs dans les provisions techniques (AC5)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation 2012/2011
AC510	Provision pour primes non acquises	436 201	442 667	(6 466)
AC531	Provision pour sinistres non vie	816 496	761 427	55 069
AC541	Provision pour participations aux bénéfices et ristournes	533 957	324 778	209 179
Total		1 786 655	1 528 872	257 782

Note N°6-1 : Provision pour sinistres non vie

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation 2012/2011
AC531-1	Provision pour sinistres à payer (SAP)	492 328	497 101	(4 773)
AC531-2	Provision pour sinistres tardifs	256 751	228 068	28 684
AC531-3	Chargements / Sinistres	67 417	36 258	31 159
Total		816 496	761 427	55 069

Note N°6-2 : Provision pour participation aux bénéfices et ristournes (AC541)

Code	Année de Compétence	Provision Pour Part. Bces et Rist.	Taux de cession	Solde au 31/12/2012
AC541	2009	16 496	70%	11 547
AC541	2010	140 369	70%	98 259
AC541	2011	267 007	65%	173 554
AC541	2012	385 535	65%	250 597
Total		809 406		533 957

Note N°7 : Créances nées d'opérations d'assurance directe (AC61)

Code	Libellés	Au 31/12/2012			Au 31/12/2011		
		Brut	Amort./Prov.	Net	Brut	Amort./Prov.	Net
AC611	Primes acquises non émises	324 255	-	324 255	303 293	-	303 293
AC612	Autres créances nées d'opérations d'assurance directes	988 008	(39 446)	948 562	853 010	(21 046)	831 964
AC613	Créances indemnisées subrogées à l'entreprise d'assurance	2 399 375	(698 331)	1 701 044	2 068 881	(585 199)	1 483 682
Total		3 711 638	(737 777)	2 973 861	3 225 184	(606 245)	2 618 939

Note N°7-1 : Créances subrogées à l'Entreprise d'assurance (AC613)

Désignation	Solde au 31/12/2012
Solde des créances subrogées au 31/12/2011	2 068 881
Récupération 2012 de créances indemnisées	(113 248)
Abandon de l'exercice 2012	-
Indemnisation de l'exercice 2012	443 742
Solde des créances subrogées au 31/12/2012 (reconstitué)	2 399 375
Solde des créances subrogées au 31/12/2011 (comptable)	2 399 375

Note N°8 : Créances nées d'opérations de réassurance (AC62)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation 2012/2011
AC62-1	ATRADIUS RE	220 921	-	220 921
AC62-3	COMAR	24 137	-	24 137
AC62	AFRICA RE	18 974	-	18 974
AC62-5	TUNIS RE	33 626	32 798	827
AC62-6	CIAGI	16 603	16 699	(96)
PA622-6	GAT	8 943	-	8 943
PA622-2	BEST RE	174	-	174
Total		323 379	49 498	273 881

Note N°9 : Autres Créances (AC 63)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation 2012/2011
AC631	Divers	3 881	1 603	2 279
AC632-1	Retenue à la source sur placements	79 122	43 066	36 056
AC632-2	Exédent d'impôts	191 352	227 273	(35 922)
AC632-3	Crédit de TVA à reporter	13 096	13 305	(208)
AC633	Fournisseurs-avances & acomptes/sur commandes	-	-	-
Total		287 452	285 247	2 205

Note N°10 : Avoirs en banques, CCP et caisse (AC71)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation 2012/2011
AC71-1	Coupons échus à l'encaissement	7 253	-	7 253
AC71-2	Effets à l'encaissement	274 001	113 623	160 377
AC71-3	Avoirs en banque	28 835	45 594	(16 759)
AC71-4	Avoirs en Caisse	156	135	21
Total		310 245	159 353	150 892

Note N°11 : Charges reportées (AC72)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation 2012/2011
AC721	Frais d'acquisition reportés (*)	41 080	53 037	(11 957)
Total		41 080	53 037	(11 957)

(*) Les frais d'acquisition reportés sont calculés conformément à la norme NC 28 (§ 23) comme suit :

Frais d'acquisition x (Primes non acquises / Primes émises)

Soit : 212 290 x (671 078 / 3 468 004) = 41 080 DT.

Note N°12 : Comptes de régularisation actifs (AC73)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation 2012/2011
AC731	Interêts courus et non échus	195 320	81 756	113 564
AC733	Autres comptes de régularisation actifs	197 440	110 203	87 237
Total		392 760	191 959	200 801

Note N°12-1 : Intérêts courus et non échus (AC731)

Nature	Durée (en jours)	Date Valeur	Date Echéance	Taux en %	Solde au 31/12/2012
BTA (ATB)	262	14/04/2012	31/12/2012	4.95	50 336
BTA (ATB)	230	15/05/2012	31/12/2012	4.7	52 128
BTA (ATB)	81	12/10/2012	31/12/2012	4.68	9 571
Obligations (STB)	183	01/07/2012	31/12/2012	6.50	163
Obligations (BNA)	183	01/07/2012	31/12/2012	6.50	163
Obligations (TL)	64	29/10/2012	31/12/2012	5.95	1 669
Obligations (TL)	337	29/01/2012	31/12/2012	5.85	27 006
Certificat de dépôt (AB)	231	15/05/2012	31/12/2012	5.64	54 285
Total					195 320

Note N°12-2 : Autres comptes de régularisation actifs (AC733)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation 2012/2011
AC733-A	Produits à recevoir	73 854	60 602	13 252
AC733-B	Autres charges constatées d'avance	123 586	49 601	73 985
Total		197 440	110 203	87 237

2. Notes sur les comptes de capitaux propres et de passifs**Note N°13 : Tableau des mouvements des Capitaux Propres**

	Capital social	Réserves légalés	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Total
Soldes au 31/12/2010	3 000 000	-	(309 021)	86 039	2 777 018
Affectation résultat 2010	-	-	86 039	(86 039)	-
Bénéfice de l'exercice 2011	-	-	-	97 813	97 813
Soldes au 31/12/2011	3 000 000	-	(222 982)	97 813	2 874 832
Affectation résultat 2011	-	-	97 813	(97 813)	-
Bénéfice de l'exercice 2012	-	-	-	147 035	147 035
Soldes au 31/12/2012	3 000 000	-	(125 168)	147 035	3 021 867

Note N°13-1 : Résultat par action

Désignation	Exercice 2012	Exercice 2011
Bénéfice	147 035	97 813
Nombre d'actions (de 10 DT de nominal)	300 000	300 000
Bénéfice par action	0,490	0,326
Rentabilité / Action	4,90%	3,26%

Note N°14 : Provisions techniques brutes (PA3)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation 2012/2011
PA310	Provision pour primes non acquises	671 078	679 647	(8 568)
PA331	Provision pour sinistres	1 249 675	1 149 368	100 307
PA341	Provision pour participationaux bénéfiques et ristournes	809 406	484 227	325 179
PA350	Provision d'égalisation et d'équilibrage (*)	2 098 387	1 401 063	697 324
PA361	Provisions pour risques en cours	-	-	-
Total		4 828 547	3 714 305	1 114 242

(*) La provision déquilibrage est égale à : Excédent technique x 75%

Note N°14-1 : Provisions pour sinistres

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation 2012/2011
PA331-1	Provision pour sinistres à payer	751 489	743 284	8 205
PA331-2	Provision pour sinistres tardifs	395 002	351 352	43 650
PA331-3	Provision pour frais de gestion	103 184	54 732	48 452
Total		1 249 675	1 149 368	100 307

Le montant de la provision pour sinistres à payer, au 31 décembre 2012, ne tient pas compte :

- De 4 créances déclarées initialement impayées à la société et qui ont fait l'objet par la suite d'accord de rééchelonnement conclu entre l'assuré et l'acheteur et pour lesquelles, l'exposition de la société est de 411.829 dinars,
- De 35 créances qui, sans être déclarées impayées à la société, font l'objet d'accord de rééchelonnement ou de prorogation de paiement entre assuré et acheteur. Ces créances totalisent un montant de 1.492.327 dinars et pour lesquelles l'exposition nette de la compagnie est de 710.595 dinars,

Par ailleurs, les sinistres déclarés tardivement, du 1^{er} février 2013 à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration réuni le 26 février 2013, et ayant pour compétence 2012, non pris en compte parmi les provisions pour sinistres en suspens, s'arrêtent à 296 921 dinars. Parallèlement et au cours de la même période, les sinistres en suspens, déjà provisionnés ont été recouverts à concurrence de 51 883 dinars. Tandis que, la provision pour sinistres tardifs réservée à ce titre, au 31 décembre 2012, est de 395 002 dinars.

Note N°14-2 : Provision d'équilibrage

Exercice	Constitution de provision	Reprise de provision	Variation
2005	49 541	-	49 541
2006	69 449	-	69 449
2007	98 885	-	98 885
2008	185 006	-	185 006
2009	301 167	-	301 167
2010	246 465	-	246 465
2011	450 550	-	450 550
Solde au 31/12/2011	1 401 063	-	1 401 063
2012	697 324	-	697 324
Solde au 31/12/2012	2 098 387	-	2 098 387

Note N°14-3 : Variation de la provision pour sinistres

Désignation	Exercice 2012	Exercice 2011	Variation
Constitution Provision pour sinistres	1 146 491	1 094 637	51 855
Provision pour frais de gestion des sinistres	103 184	54 732	48 452
Libération provision pour sinistres	(1 094 637)	(1 096 698)	2 062
Libération frais / provision pour sinistres	(54 732)	(54 835)	103
Total	100 307	(2 165)	102 472
Part des réassureurs dans la variation de la provision pour sinistres	55 069	(44 647)	99 716
Variation de la provision pour sinistres	45 238	42 482	2 756

Note N°14-4 : Provision pour risques en cours (PA361)

Libellé	Exercice 2011	Exercice 2012	Total
Risques rattachés (1)	1 135 352	1 274 520	2 409 872
Charges de sinistres	541 286	595 702	1 136 988
Frais d'administration	386 050	454 571	840 621
Frais d'acquisition :	208 016	224 247	432 263
<i>Frais d'acquisition de l'exercice</i>	214 761	212 290	427 051
<i>Frais d'acquisition reportés</i>	6 745	(11 957)	(5 212)
Primes relatives à l'exercice (2)	2 604 950	3 476 572	6 081 522
Primes totales brutes	2 752 102	3 468 004	6 220 106
Variation provisions pour primes non acquises	147 152	(8 568)	138 584
Rapport (R) [(1) / (2)]			40%
Provision pour risques en cours (PRC) [R <100%]			-

Note N°15 : Dettes pour dépôts en espèces reçus des cessionnaires (PA5)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation 2012/2011
PA5-1	Dépôts sur primes	801 740	706 087	95 652
PA5-2	Dépôt sur Sinistres	492 328	401 326	91 002
PA5-3	Dépôts sur participations bénéficiaires	533 957	324 778	209 179
Total		1 828 025	1 432 192	395 833

Note N°16 : Dettes nées d'opérations d'assurance directe (PA61)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation 2012/2011
PA61-1	Excédent sur règlements des assurés	5 055	-	5 055
PA61-2	Indemnisation non encore versée aux assurés	-	-	-
PA61-3	Excédent sur récupération non encore versé	-	124	(124)
PA61-4	Participation Bénéficiaire non encore versée aux assurés	42	42	-
Total		5 097	166	4 931

Note N°17 : Dettes nées d'opérations de réassurance (PA622)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation 2012/2011
PA622-1	ATRADIUS RE Ltd	-	41 766	(41 766)
PA622-2	BEST RE	-	7 538	(7 538)
PA622-3	AFRICA RE	-	7 678	(7 678)
PA622-5	COMAR	-	4 373	(4 373)
PA622-6	GAT	-	71 452	(71 452)
PA622-7	Part des réassureurs dans les primes acquises et non	210 766	197 926	12 840
Total		210 766	330 733	(119 968)

Note N°18 : Personnel (PA632)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation 2012/2011
PA632-1	Personnel - rémunérations dues	155	155	-
PA632-2	Provisions pour congés à payer	47 120	49 682	(2 562)
PA632-3	Provisions pour primes à payer	59 710	48 991	10 719
Total		106 986	98 828	8 158

Note N°19: Etat, Organismes de sécurité sociale et Collectivités Publiques (PA633)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation 2012/2011
PA633-1	Impôts sur les sociétés	73 015	35 922	37 094
PA633-2	Déclaration mensuelle et droits d'enregistrements	60 279	52 401	7 878
PA633-3	CNSS	39 624	33 854	5 771
PA633-4	Assurance Groupe	15 662	12 151	3 511
Total		188 580	134 327	54 253

Note N°20: Créiteurs divers (PA634)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation 2012/2011
PA634-1	Jetons de présence (ATRADIUS)	3 795	45	3 750
PA634-2	Fournisseurs d'exploitation	0	19 302	(19 302)
PA634-3	Fournisseurs d'immobilisations	22 803	44 238	(21 435)
Total		26 598	63 585	(36 987)

Note N°21: Report des commissions reçues des réassureurs (PA710)

Libellé	Part Réass. / PNA	Taux de cession	Solde au 31/12/2012
Commissions sur primes non acquises cédées / dans le traité	436 201	32%	139 584
Commissions sur primes non acquises cédées / hors traité	-	15%	-
Total	436 201		139 584

Note N°22: Autres comptes de régularisation passifs (PA712)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation 2012/2011
PA712-1	Charges à payer / Assistance comptable	773	773	-
PA712-2	Charges à payer / Gardiennage	-	673	(673)
PA712-3	Charges à payer / Honoraires Agents Généraux	5 404	6 549	(1 144)
PA712-4	Charges à payer renseignements commerciaux	-	6 381	(6 381)
PA712-5	Charges à payer Commissaire aux comptes	18 500	8 140	10 360
PA712-6	Charges à payer jetons de présence	45 000	45 000	-
PA712-7	Autres charges à payer	19 602	8 119	11 482
PA712-8	Produits constatés d'avance	-	27 642	(27 642)
PA712-9	Charges à payer / Assistance informatique	1 583	-	1 583
Total		90 861	103 277	(12 415)

3. Notes relatives à l'état de résultat technique

Note N°23: Primes acquises (PRNV1)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation
PRNV11-1	Primes émises	3 448 665	2 651 936	796 728
PRNV11-2	Annulations de primes	(1 623)	(5 408)	3 785
PRNV11-3	Variation primes acquises non émises	20 962	105 573	(84 611)
PRNV12	Variation de la provision pour primes non acquises	8 568	(147 152)	155 720
PRNV 11/12	Primes cédées	(2 290 426)	(1 709 294)	(581 132)
Total		1 186 147	895 657	290 490

Note N°23-1 : Variation de la provision pour primes non acquises (PRNV12)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation
PRNV12	Variation Provision pour primes non acquises	(8 568)	147 152	(155 720)
PRNV12	Part des réassureurs dans la provision pour primes non acquises	6 466	(69 115)	75 581
Total		(2 102)	78 037	(80 139)

Note N°24: Produits des placements alloués, transférés de l'état de résultat (PRNT3)

Libellé	Exercice 2012	Exercice 2011	Variation
Numérateur (1)	4 828 547	3 714 305	1 114 242
Provision pour sinistres	1 249 675	1 149 368	100 307
Provision pour risques en cours	-	-	-
Provision pour primes non acquises	671 078	679 647	(8 568)
Provision équilibrage	2 098 387	1 401 063	697 324
Provision pour participation aux bénéfices	809 406	484 227	325 179
Dénominateur (2)	7 703 379	6 491 323	1 212 056
Capitaux propres	2 874 832	2 777 018	97 813
Provisions techniques	4 828 547	3 714 305	1 114 242
Produits des placements (3)	235 202	188 973	46 229
Coefficient d'allocation (1) / (2)	63%	57%	5%
Produits des placements alloués	147 427	108 130	39 297

Note N°25 : Autres produits techniques (PRNV2)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation
PRNV21	Participation aux résultats des réassureurs	139 448	130 231	9 218
PRNV22-1	Assurés frais d'enquête	83 168	78 210	4 958
PRNV22-2	Assurés frais de surveillance	97 215	87 000	10 215
Total		319 831	295 441	24 391

Note N°26 : Charges de sinistres (CHNV1)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation
CHNV11-1	Sinistres Commerciaux	443 742	529 855	(86 113)
CHNV11-2	Frais / Sinistres	112 270	86 429	25 841
CHNV11-3	Recours / Sinistres	(120 680)	(76 239)	(44 441)
CHNV11-4	Utilisation provision pou participation bénéficiaire	60 063	3 406	56 657
CHNV11-5	Variation de la provision pour sinistres	100 307	(2 165)	102 472
Total		595 702	541 286	54 416

Note N°26-1 : Part des réassureurs dans les montants payés (CHNV1)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation
CHNV11-6-1	Parts des réassureurs dans les Sinistres	295 933	368 657	(72 724)
CHNV11-6-2	Part des réassureurs dans les frais de recours	15 718	9 173	6 546
CHNV11-6-3	Part des réassureurs dans le versement de la PB	41 214	2 384	38 830
CHNV11-6-4	Parts des réassureurs dans les recours et sauvetages	(78 571)	(49 859)	(28 712)
Total		274 294	330 355	(56 061)
CHNV11-6-5	Parts des réassureurs dans la Var. de la Prov. SAP	55 069	(44 647)	99 716
Total		329 364	285 708	43 656

Note N°26-2 : Variation de la provision pour sinistres

Désignation	Exercice 2012	Exercice 2011	Variation	
Constitution Provision pour sinistres	1 146 491	1 094 637	51 854	
Provision pour frais de gestion des sinistres	103 184	54 732	48 452	
Libération provision pour sinistres	(1 094 637)	(1 096 698)	2 062	
Libération frais / provision pour sinistres	(54 732)	(54 835)	103	
Total	100 307	(2 165)	(2 165)	
CHNV11-6-5	Part des réassureurs dans la variation de la provision pour	55 069	44 647	10 422
Variation de la provision pour sinistres	45 238	42 482	2 756	

Note N°27 : Participation aux bénéfices et ristournes (CHNV3)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation
CHNV3	Participations aux bénéfices et ristournes	325 179	245 015	80 164
CHNV3-1	Part des réassureurs dans les Participations aux bénéfices et ristournes	(209 179)	(157 305)	(51 874)
Total		116 000	87 710	28 290

Note N°28 : Variation des frais d'acquisitions reportés (CHNV4)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation
CHNV41	Frais d'acquisition	212 290	214 761	(2 472)
CHNV42	Variation frais d'acquisition reportés	11 957	(6 745)	18 703
CHNV43	Frais d'administration non vie	454 571	386 050	68 521
CHNV44	Commissions reçues des réassureurs	(714 226)	(540 192)	(174 034)
Total		(35 408)	53 874	(89 281)

Note N°28-1 : Variation des frais d'acquisitions reportés (CHNV42)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation
CHNV42-1	Constitution - frais d'acquisition reportés	(41 080)	(53 037)	11 957
CHNV42-2	Libération - frais d'acquisition reportés	53 037	46 292	6 745
Total		11 957	(6 745)	18 703

Note N°28-2 : Frais d'administration (CHNV43)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation
CHNV43-1	Frais de contentieux primes	579	500	79
CHNV43-2	Frais internes et externes engagés par le Dép. Arbitrage	369 279	311 341	57 937
CHNV43-3	Frais internes et externes engagés par le Dép. Commercial	84 713	74 208	10 505
Total		454 571	386 050	68 521

Note N°28-3 : Commissions reçues des réassureurs (CHNV44)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation
CHNV44-1	Commissions reçues des réassureurs	(721 394)	(560 542)	(160 852)
CHNV44-2	Var. du report des commissions reçues des réassureurs	7 169	20 350	(13 182)
Total		(714 226)	(540 192)	(174 034)

Note N°29 : Autres charges techniques (CHNV5)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation
CHNV5-1	Frais de gestion internes	90 816	80 560	10 256
CHNV5-2	Frais de gestion externes	138 465	112 642	25 823
Total		229 281	193 202	36 079

Note 30 : Détermination de la provision d'égalisation et d'équilibrage

	Opérations brutes 31/12/2012	Cess.et/ou Rétroces.	Opérations nettes 31/12/2012
Produits techniques	3 787 835	2 283 960	1 503 876
Primes émises	3 468 004	2 283 960	1 184 044
Assurés frais d'enquêtes	180 383		180 383
Participation aux résultats des réassureurs	139 448		139 448
Charges techniques	1 820 413	1 246 302	574 111
Libération provision pour primes non acquises (N-1)	(679 647)	(442 667)	(236 980)
Constitution provision pour primes non acquises	671 078	436 201	234 877
Charges d'exploitation	666 861		666 861
Commissions recues des reassureurs	-	721 394	(721 394)
Report commission reçues des réassureurs	-	(7 169)	7 169
Participation aux bénéfices et ristournes	325 179	209 179	116 000
Variation des frais d'acquisition reportés	11 957		11 957
Charges de sinistres	595 702	329 364	266 339
<i>Sinistres payés</i>	443 742	295 933	147 809
<i>Utilisation Participation Bénéficiaire</i>	60 063	41 214	18 849
<i>Autres frais de gestion de sinistres</i>	112 270	15 718	96 552
<i>Constitution provision pour sinistres en suspens</i>	751 489	492 328	259 161
<i>Libération provision pour sinistres en suspens (N-1)</i>	(1 149 368)	(761 427)	(387 942)
<i>Constitution de provision pour sinistre tardif</i>	395 002	256 751	138 251
<i>Recours sur sinistre</i>	(113 248)	(78 571)	(34 677)
<i>Recours sur frais de sinistre</i>	(7 431)	-	(7 431)
<i>Chargement pour frais de gestion</i>	103 184	67 417	35 767
Autres charges techniques	229 281	-	229 281
Résultat technique	1 967 423	1 037 657	929 765
Variation de la provision pour égalisation et équilibrage		75%	697 324
Provision pour égalisation et équilibrage au 31/12/2012			2 098 387

4. Notes relatives à l'état de résultat

Note N°31: Autres produits non techniques (PRNT2)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation
PRNT2-1	Récupérations (Maladies, formations...)	13 720	14 158	(438)
PRNT2-2	Gain sur cession d'immobilisation	-	11 700	(11 700)
PRNT2-3	Reprises sur amortissements et provisions	5 139	744	4 396
PRNT2-4	Autres produits non techniques	4 335	324	4 011
Total		23 194	26 926	(3 732)

Note N°32: Autres charges non techniques (CHNT3)

Code	Libellé	Solde au 31/12/2012	Solde au 31/12/2011	Variation
CHNT3-1	Frais de gestion internes (Direction Générale)	144 883	126 713	18 171
CHNT3-2	Frais de gestion externes (Direction Générale)	90 433	104 687	(14 254)
CHNT3-3	Dotation aux provisions pour créances douteuses	35 470	947	34 523
Total		270 787	232 347	38 440

5. Notes relatives à l'état de flux de trésorerie

Note N°33 : Encaissements des primes reçues des assurés

Libellé	Exercice 2012	Exercice 2011
Encaissements du 1 ^{er} trimestre 2011	935 875	454 195
Encaissements du 2 ^{ème} trimestre 2011	887 169	766 641
Encaissements du 3 ^{ème} trimestre 2011	859 123	649 635
Encaissements du 4 ^{ème} trimestre 2011	1 191 765	1 036 678
Total	3 873 932	2 907 149

Note N°34 : Sommes versées au personnel

Libellé	Exercice 2012	Exercice 2011
Rémunérations payées aux salariés	250 313	222 180
Opposition sur salaires	2 001	2 482
Primes	64 405	53 800
Total	316 718	278 463

Note N°35 : Décaissement charges fiscales et sociales liés aux salaires

Libellé	Exercice 2012	Exercice 2011
Retenue à la source – Personnel	74 247	60 359
CNSS	97 069	81 049
CNSS – Régime indépendant	9 035	8 714
Assurance groupe	55 168	57 344
TFP	1 846	7 941
FOPROLOS	4 534	3 938
Total	241 897	219 346

Note N°36 : Décaissements impôts et taxes

Libellé	Exercice 2012	Exercice 2011
Retenue à la source	34 633	35 567
Timbres fiscaux	1 010	752
Taxe unique d'assurance	340 486	256 118
TCL	7 934	5 451
Cotisation Fonds des Garantie des Assurés	13 380	8 630
Protection civile	34 049	25 612
Droits d'enregistrements	1 467	2 061
Autres droits	809	917
Total	433 768	335 107

Note N°37 : Décaissements loyers au profit de la COTUNACE

Libellé	Exercice 2012	Exercice 2011
Loyers	54 900	55 554
Retenue à la source	(8 234)	(11 111)
Total	46 666	44 443

Note N°38 : Décaissement autres fournisseurs

Libellé	Exercice 2012	Exercice 2011
Services extérieurs	325 187	248 102
Fournitures	45 030	49 651
Sous-traitance	31 861	18 147
Entretiens et réparations	4 808	5 653
Location de matériels	318	1 534
Primes d'assurance	9 288	9 572
Etudes, recherches et documentation technique	225 287	153 396
Formation	7 165	8 618
Documentation générale	1 430	1 532
Autres service extérieur	179 061	172 941
Personnel extérieur à l'entreprise	10 563	16 197
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	58 864	44 949
Publicité et relation publique	91 825	97 164
Déplacements, missions, réceptions	6 553	5 763
Frais postaux et de télécommunication	7 522	6 864
Services bancaires et assimilés	2 920	414
Transport	813	1 589
Total	504 248	421 043

Note N°39 : Décaissements réassureurs

Libellé	Exercice 2012	Exercice 2011
ATRADIUS RE Ltd	820 773	343 064
AFRICA RE	61 645	41 551
TUNIS RE	85 535	51 528
COMAR	72 899	44 591
CIAGI	75 967	15 204
BEST RE	8 449	-
GAT	79 804	-
Total	1 205 072	495 939

Note N°40 : Décaissements liés à l'acquisition des placements financiers

Libellé	Exercice 2012	Exercice 2011
Bons de Trésor	2 745 000	1 000 000
Compte à Terme	1 500 000	3 000 000
Sicav	351 553	21 784
Emprunt Obligataire	-	700 000
Actions	116 735	-
Total	4 713 288	4 721 784

Note N°41 : Encaissements liés à la cession des placements financiers

Libellé	Exercice 2012	Exercice 2011
Bons de Trésor à court terme	1 481 000	1 356 899
Emprunt Obligataire	40 000	80 000
Dépôts à terme	2 500 000	2 000 000
Sicav	-	403 939
Actions	-	-
Produits financiers bruts	176 135	284 911
Pertes sur réalisations de placements	(457)	(871)
Retenue à la source	(36 056)	(50 879)
Total	4 160 621	4 073 999

Note N°42 : Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	Exercice 2012	Exercice 2011
Logiciels	25 561	22 355
Matériel informatique	5 836	7 346
Matériel et mobilier de bureau	1 510	2 272
Matériel roulant	-	55 062
Agencement	234	8 054
Total	33 141	95 088

Note N°43: Décaissements de jetons de présence –Rémunération Comité Permanent d'Audit

Libellé	Exercice 2012	Exercice 2011
COTUNACE	15 000	15 000
ATRADIUS PARTICIPATIONS HOLDING	3 000	9 000
STAR	3 000	3 000
COMAR	6 000	6 000
GAT	3 000	3 000
SALIM	3 000	3 000
Total	33 000	39 000

ANNEXES

Annexe N° 8

Mouvements sur les éléments de l'actif

Désignation:	Valeur brute				Amortissements et provisions								V.C.N. à la clôture:	
	À l'ouverture:	Acquisitions:	Cessions/Régularisation:	A la clôture:	A l'ouverture		Augmentations		Diminutions (1)		A la clôture			
					Amortissements:	Provisions:	Amortissements:	Provisions:	Amortissements:	Provisions:	Amortissements:	Provisions:		
I. Actifs incorporels														
1.1 Frais de recherche et développement				0,000								0,000	0,000	0,000
1.2 Concessions, brevets, licences, marques	168 388,492	85 523,080	76 072,800	177 838,772	91 548,197		8 365,586		0,000			99 913,783	0,000	77 924,989
1.3 Fonds de commerce	0,000	0,000	0,000	0,000								0,000	0,000	0,000
1.4 Acomptes versés	0,000	0,000	0,000	0,000								0,000	0,000	0,000
	168 388,492	85 523,080	76 072,800	177 838,772	91 548,197	0,000	8 365,586	0,000	0,000	0,000		99 913,783	0,000	77 924,989
												0,000	0,000	0,000
												0,000	0,000	0,000
2. Actifs corporels d'exploitation														
2.1 Installations techniques et machines (1)	180 395,141	6 460,519	6 998,620	179 857,040	111 435,795		21 002,612		6 998,620			125 439,787	0,000	54 417,253
2.2 Autres installations, outillage et mobilier	27 724,023	1 080,580	0,000	28 804,603	23 945,051		1 337,258		0,000			25 282,309	0,000	3 522,294
2.3 Acomptes versés				0,000								0,000	0,000	0,000
	208 119,164	7 541,099	6 998,620	208 661,643	135 380,846	0,000	22 339,870	0,000	6 998,620	0,000		150 722,096	0,000	57 939,547
												0,000	0,000	0,000
												0,000	0,000	0,000
3. Placements														
3.1 Terrains et constructions d'exploitation et hors exploita.	0,000	0,000	0,000	0,000								0,000	0,000	0,000
3.2 Placements dans les entreprises liées	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
3.2.1 Parts	0,000	0,000	0,000	0,000								0,000	0,000	0,000
3.2.2 Bons et obligations	0,000	0,000	0,000	0,000								0,000	0,000	0,000
3.3 Placements dans les entreprises avec un lien de participation	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
3.3.1 Parts	0,000	0,000	0,000	0,000								0,000	0,000	0,000
3.3.2 Bons et obligations	0,000	0,000	0,000	0,000								0,000	0,000	0,000
3.4 Autres placements financiers	5 332 092,470	4 600 924,808	4 024 427,260	5 908 590,018	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	5 908 590,018
3.4.1 Actions, autres titres à revenu var.	641 092,470	355 924,808	3 427,260	993 590,018								0,000	0,000	993 590,018
3.4.2 Obligations et autres titres à revenu fixe	2 191 000,000	2 745 000,000	1 521 000,000	3 415 000,000								0,000	0,000	3 415 000,000
3.4.3 Prêts hypothécaire	0,000	0,000	0,000	0,000								0,000	0,000	0,000
3.4.4 Autres prêts	0,000	0,000	0,000	0,000								0,000	0,000	0,000
3.4.5 Dépôt auprès des établ. bancaires et financiers	2 500 000,000	1 500 000,000	2 500 000,000	1 500 000,000								0,000	0,000	1 500 000,000
3.4.6 Autres	0,000	0,000	0,000	0,000								0,000	0,000	0,000
3.5 Créances pour espèces déposées	0,000	0,000	0,000	0,000								0,000	0,000	0,000
3.6 Placements des contrats en UC	0,000	0,000	0,000	0,000								0,000	0,000	0,000
	5 332 092,470	4 600 924,808	4 024 427,260	5 908 590,018	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	5 908 590,018
TOTAL:	5 708 600,126	4 693 988,987	4 107 498,680	6 295 090,433	226 929,043	0,000	30 705,456	0,000	6 998,620	0,000	250 635,879	0,000	0,000	6 044 454,554

(1) Le montant figurant dans la colonne des cessions concerne les immobilisations mises au rebut.

Annexe N° 10

Provisions pour sinistres à payer

<u>Année d'inventaire:</u>	<u>Exercice de survenance</u>				
	<u>N-4:</u>	<u>N-3:</u>	<u>N-2:</u>	<u>N-1:</u>	<u>N:</u>
Inventaire N-2					
Règlements cumulés	106 967,722	284 712,349	12 502,860		
Provisions pour sinistres	17 440,624	213 282,825	920 809,922		
total charges des sinistres		497 995,174	933 312,782		
Primes acquises		2 139 308,188	2 394 439,853		
% sinistres / primes acquises		23,278%	38,978%		

<u>Année d'inventaire:</u>	<u>Exercice de survenance</u>				
	<u>N-4:</u>	<u>N-3:</u>	<u>N-2:</u>	<u>N-1:</u>	<u>N:</u>
Inventaire N-1					
Règlements cumulés		35 231,129	449 794,581	44 829,456	
Provisions pour sinistres	17 440,624	56 788,110	219 052,427	856 087,275	
total charges des sinistres		92 019,239	668 847,008	900 916,731	
Primes acquises			2 394 439,853	2 604 950,438	
% sinistres / primes acquises			27,933%	34,585%	

<u>Année d'inventaire:</u>	<u>Exercice de survenance</u>				
	<u>N-4:</u>	<u>N-3:</u>	<u>N-2:</u>	<u>N-1:</u>	<u>N:</u>
Inventaire N					
Règlements cumulés	17 731,550	54 083,914	78 200,245	293 726,148	0,000
Provisions pour sinistres			84 142,414	176 971,088	988 561,973
total charges des sinistres			162 342,659	470 697,236	988 561,973
Primes acquises (1)				2 604 950,438	3 476 572,029
% sinistres / primes acquises				18,069%	28,435%

(1) Les primes acquises sont réparties par année de compétence

Annexe N°11

Ventilation des charges et des produits des placements

Arrêtées au 31.12.2012

	<u>revenus et frais financiers</u> <u>concernant les</u> <u>placements dans</u> <u>des entreprises liées et avec lien de</u> <u>participations:</u>	<u>autres revenus et</u> <u>frais financiers:</u>	<u>Total:</u>	<u>Charges des</u> <u>placements:</u>
1. Placements immobiliers				
1.1 Immeubles			0,000	
1.2 Parts et actions de société immobilière			0,000	
	0,000	0,000	0,000	0,000
2. Participations				
2.1 Titres émis par l'Etat ou jouissant de sa garantie		167 374,183	167 374,183	45 721,409
2.2 Emprunts obligataires		45 754,927	45 754,927	0,000
2.3 Actions de sociétés cotées en bourse		0,000	0,000	0,000
2.4 Parts et actions dans les OPCVM		26 226,085	26 226,085	3 427,260
2.5 Parts dans les SICAR et SICAF		0,000	0,000	0,000
2.6 Autres actions et valeurs mobilières		0,000	0,000	0,000
2.7 Dépôts auprès des établissements bancaires et financiers		82 887,298	82 887,298	0,000
2.8 Contrats en unités de comptes		0,000	0,000	0,000
2.9. Autres		0,000	0,000	0,000
	0,000	322 242,493	322 242,493	49 148,669
3. Autres placements			0,000	44 179,778
4. Autres revenus et charges financiers (commissions, honoraires)			0,000	
Total	0,000	322 242,493	322 242,493	93 328,447
Intérêts		44 179,778	44 179,778	
Frais externes			0,000	
Autres frais		49 148,669	49 148,669	
Total charges des placements	0,000	93 328,447	93 328,447	

**Annexe n°16 : Tableau de rattachement du résultat technique
par catégorie d'assurance aux états financiers
Catégorie : Non Vie au 31/12/2012**

	Rattachement	Total
Primes acquises		
Primes émises	PRNV11, PRNV2	3 787 835
Variation des primes non acquises	PRNV12	8 568
Charges de prestations		
Prestations et frais payés	CHNV11	(495 395)
Charges des provisions pour prestations diverses	CHNV12, CHNV2, CHNV5, CHNV6	(1 026 912)
Solde de souscription :		2 274 096
Frais d'acquisition	CHNV41, CHNV42	(224 247)
Autres charges de gestion nettes	CHNV43	(454 571)
Charges d'acquisition et de gestion nettes :		(678 818)
Produits nets de placements	PRNT3	147 427
Participation aux résultats		(325 179)
Solde Financier :		(177 752)
Part des réassureurs dans les primes cédées	PRNT11, PRNT12 2° Colonne	(2 290 426)
Part des réassureurs dans les prestations payées	CHNV11 2° Colonne	274 294
Part des réassureurs dans les charges de provisions	CHNV12, CHNV2 2° Colonne	55 069
Part des réassureurs dans les participations aux résultats	CHNV3 2° Colonne	209 179
Commissions reçues des réassureurs	CHNV44 2° Colonne	714 226
Autres éléments de débit à la charge des réassureurs		-
Autres éléments de crédit à la charge des réassureurs		-
Solde de Réassurance :		(1 037 657)
Résultat technique :		379 868
Informations complémentaires :		
Provisions pour primes non acquises à la clôture		671 078
Provisions pour primes non acquises à l'ouverture		679 647
Provisions pour Sinistres à payer à la clôture		1 249 675
Provisions pour Sinistres à payer à l'ouverture		1 149 368
Provisions d'équilibrage à la clôture		2 098 387
Provisions d'équilibrage à l'ouverture		1 401 063
Autres provisions techniques à la clôture		-
Autres provisions techniques à l'ouverture		-

RAPPORT GENERAL D'AUDIT
Des états financiers arrêtés au 31 décembre 2012 de la Société

AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE
LES ASSURANCES DES CREDITS COMMERCIAUX « ASSURCREDIT »

Messieurs,

RAPPORT SUR LES ETATS FINANCIERS

Nous avons procédé à l'audit des états financiers ci-joints de la Société Assurcrédit, comprenant le bilan arrêté au 31 décembre 2012, ainsi que l'état de résultat technique, l'état de résultat, le tableau des engagements reçus et donnés et l'état de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et les notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

Ces états financiers ont été arrêtés sous la responsabilité du Conseil d'Administration de la Société. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève de notre jugement professionnel, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, nous prenons en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à la Société et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également notre appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit sans réserves.

Les états financiers relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2012, qui sont annexés au présent rapport, incluent les régularisations comptables intervenues à la suite de nos travaux d'audit. Ces états financiers montrent notamment, les éléments suivants :

- Total net du bilan :	12 159 885 dinars
- Résultat net de l'exercice (bénéfice) :	147 035 dinars

Opinion sans réserves

A notre avis, les états financiers de la société « Assurcrédit », arrêtés au 31 décembre 2012, sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de la société, au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Autres points

Sans remettre en cause l'opinion sans réserves exprimée dans le paragraphe précédent, nous estimons utile d'attirer l'attention sur les points suivants :

1. La Société « Assurcrédit » s'est engagée dans un processus de fusion absorption par la société COTUNACE avec comme date d'effet envisagée le 1er janvier 2013. Les états financiers de la société, arrêtés au 31 décembre 2012, qui sont annexés au présent rapport, ne traduisent pas les conséquences financières possibles d'un tel événement.
2. Le portefeuille de clients et par conséquent le chiffre d'affaires (primes) de la société « Assurcrédit » enregistrent une forte concentration avec un groupe de sociétés. Cette situation de dépendance risque d'avoir des répercussions sur le volume d'activité et la rentabilité de la société en cas de rupture de la relation. La société s'est engagée à surveiller et maîtriser davantage ce risque.

RAPPORT RELATIF A D'AUTRES OBLIGATIONS LEGALES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Sur la base de ces vérifications, et conformément aux dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations d'ordre comptable données dans le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion de l'exercice mis à votre disposition à l'occasion de l'Assemblée Générale.

Nous avons également, dans le cadre de notre audit, procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers et ce, en application des dispositions de l'article 15 de la loi n° 2005-96 du 18 octobre 2005. Nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers, néanmoins, nos remarques et suggestions ont été consignées dans notre rapport de contrôle interne remis à la Direction Générale et destiné aux membres du Conseil d'Administration de la Société Assurcrédit.

Par ailleurs et en application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et nous n'avons pas d'observations à formuler sur la conformité de la société « Assurcrédit » à la réglementation en vigueur en matière de tenue des comptes en valeurs mobilières.

P/PROWAY Consulting

Tunis, le 5 mars 2013

Mohamed AMMOUS
Managing partner

RAPPORT SPECIAL D'AUDIT
Exercice clos le 31 décembre 2012
LES ASSURANCES DES CREDITS COMMERCIAUX « ASSURCREDIT »

Messieurs les actionnaires de la société Assurcrédit,

En application des articles 200 et suivants et 475 du code des sociétés commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions et opérations visées par les textes sus-indiqués.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in-fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

1- Conventions antérieurement autorisées :

L'exécution des conventions suivantes, conclues au cours des exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012 dont les principaux volumes réalisés sont :

- ◆ un contrat de location immobilière conclu avec la « COTUNACE » en vertu duquel elle met à la disposition de l'Assurcrédit le local abritant son siège social, moyennant un loyer annuel de 54 900,092 dinars en toutes taxes comprises. Une majoration annuelle de 5% du loyer est appliquée à partir du 1^{er} janvier de chaque année.
- ◆ un contrat de maintenance du logiciel technique conclu avec la « COTUNACE » pour un montant total de 11 200,000 dinars en toutes taxes comprises, payable annuellement.

2- Engagements de la société envers les dirigeants :

La rémunération brute annuelle servie par la Société Assurcrédit aux membres du Conseil d'Administration au titre de l'année 2012 a été comptabilisée pour un montant brut de 45.000,000 dinars. Celle relative à 2011, d'égal montant, a été autorisée par le Conseil d'Administration réuni le 14 juin 2012 et approuvée par l'Assemblée Générale des actionnaires réunie à la même date.

La rémunération brute servie par la Société Assurcrédit à son Directeur Général au titre de l'année 2012 a été comptabilisée pour un montant brut de 70.195,722 dinars (en charges).

Par ailleurs, et en dehors des opérations précitées, nous n'avons pas été avisés de l'existence d'autres opérations ou conventions entrant dans le cadre des dispositions de l'article 200 et suivants et 475 du code des sociétés commerciales, et nos travaux n'ont pas révélé l'existence de telles opérations.

P/PROWAY Consulting
Mohamed AMMOUS
Managing partner

Tunis, le 5 mars 2013

AVIS DES SOCIETES**ETATS FINANCIERS DEFINITIFS****GROUPE DES ASSURANCES DE TUNISIE**

Siège Social: 92-94 Avenue Hédi Chaker, 1002 Tunis

La société GAT publie, ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2011 tels qu'ils vont être soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le 18 mars 2013. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial des commissaires aux comptes : Fehmi LAOURINE et Mohamed Ali ELAOUANI.

Bilan
au 31/12/2011
(Exprimé en dinars tunisiens)

Annexe n°1 Actif du bilan	Notes	Au 31/12/2011			Au 31/12/2010
		Brut	Amortissements et provisions	Net	
AC1 Actifs incorporels	A 1	3 966 514	3 430 418	536 096	469 372
AC11,12,13 Investissements de recherche et développement		3 966 514	3 430 418	536 096	469 372
AC14 Acomptes versés					
AC2 Actifs corporels d'exploitation	A 1	9 243 300	6 177 358	3 065 942	3 126 072
AC21 Installations techniques et machines		7 684 747	5 031 685	2 653 062	2 739 632
AC22 Autres installations, outillages et mobiliers		1 553 369	1 145 673	407 696	381 256
AC23 Acomptes versés et immobilisations corporelles en cours		5 184		5 184	5 184
AC3 Placements		165 723 995	14 100 366	151 623 629	145 105 877
AC31 Terrains, constructions et actions de sociétés immobilières non cotées	A 2	31 037 266	11 239 617	19 797 648	18 201 547
AC311 Terrains et constructions d'exploitation		19 419 010	10 822 780	8 596 230	7 280 009
AC312 Terrains et constructions hors exploitation		8 418 801	416 347	8 002 454	7 723 767
AC313 Parts et actions de sociétés immobilières non cotées		3 199 455	490	3 198 965	3 197 771
AC32 Placements dans les entreprises liées et participations	A 2	10 066 862		10 066 862	10 076 948
AC33 Autres placements financiers	A 2	121 527 529	2 860 749	118 666 780	113 084 123
AC331 Actions, autres titres à revenu variable et parts dans les FCP		48 526 636	2 763 529	45 763 107	41 059 044
AC332 Obligations et autres titres à revenu fixe		52 320 199		52 320 199	45 424 199
AC333 Prêts hypothécaires					
AC334 Autres Prêts		187 286	97 219	90 067	246 676
AC335 Dépôts auprès des établissements bancaires et financiers		20 493 408		20 493 408	26 354 204
AC34 Créances pour espèces déposées auprès des Entreprises cédantes	A 2	3 092 339		3 092 339	3 743 259
AC5 Part des réassureurs dans les provisions techniques	A 3	57 776 546		57 776 546	41 186 685
AC510 Provisions pour primes non acquises		5 776 511		5 776 511	5 786 632
AC530 Provisions pour sinistres Vie					
AC531 Provisions pour sinistres Non Vie		50 155 544		50 155 544	32 320 395
AC550 Provision d'égalisation et d'équilibrage		428 928		428 928	
AC561 Autres Provisions		1 415 563		1 415 563	3 079 658
AC6 Créances	A 4	105 182 308	13 453 544	91 728 764	59 909 046
AC61 Créances nées d'opérations d'Assurance directe		48 805 407	12 733 962	36 071 445	26 817 833
AC611 Primes acquises et non émises	A 4.1	6 036 781	852 633	5 184 148	4 689 966
AC612 Autres créances nées d'opération d'assurance directe	A 4.2	37 851 654	11 379 334	26 472 320	19 500 434 (*)
AC613 Créances indemnisées subrogées à l'Entreprise d'assurance	A 4.3	4 916 972	501 995	4 414 977	2 627 433
AC62 Créances nées d'opérations de réassurance	A 4.4	50 810 449		50 810 449	29 659 227
AC63 Autres Créances	A 4.5	5 566 452	719 582	48 468 670	3 431 986
AC631 Personnel		231 299		231 299	89 760
AC632 Etat, organismes de sécurité sociale, collectivités publiques		3 648 846	9 305	3 639 541	2 886 240
AC633 Débiteurs divers		1 686 307	710 277	976 030	455 986
AC7 Autres éléments d'Actif	A 5	19 511 195	336 079	19 175 116	18 587 168
AC71 Avoirs en banques, CCP, chèques et caisse	A 5.1	11 091 752	314 797	10 776 955	10 036 937 (*)
AC72 Frais d'acquisition reportés	A 5.2	5 194 273		5 194 273	4 730 000
Autres charges à répartir	A 5.3	307 505		307 505	712 047
AC73 Comptes de régularisation Actif	A 5.4	2 917 666	21 282	2 896 384	3 108 184
AC731 Intérêts et loyers acquis non échus		2 206 183		2 206 183	2 175 970
AC733 Autres comptes de régularisation		711 483	21 282	690 201	932 214
Total de l'Actif :		361 403 858	37 497 765	323 906 093	268 384 220

(*) Retraité pour les besoins de comparabilité (Voir Note F1-4)

Bilan
 au 31/12/2011
 (Exprimé en dinars tunisiens)

Annexe n°2 Capitaux propres et passif du Bilan	Notes	Au 31/12/2011	Au 31/12/2010
CP1 Capital social ou fonds équivalent		35 000 000	35 000 000
CP2 Réserves et primes liées au capital		5 068 388	5 004 231
CP4 Autres capitaux propres		5 089 300	5 089 300
CP5 Résultat reporté		-10 356 558	-17 411 135
Total capitaux propres avant résultat :		34 801 130	27 682 396
CP6 Résultat		1 245 553	7 054 577
Total capitaux propres avant affectation :	CP1	36 046 683	34 736 973
Autres Passif financiers		<u>11 762</u>	
PA2 Provisions pour autres risques et charges	P1	<u>1 288 718</u>	<u>4 316 237</u>
PA23 Autres provisions		1 288 718	4 316 237
PA3 Provisions techniques brutes	P 2	<u>217 439 766</u>	<u>180 110 712</u>
PA310 Provisions pour primes non acquises Non Vie	P 2.1	25 986 458	22 345 747
PA320 Provisions d'assurances Vie	P 2.2	34 159 293	32 176 540
PA330 Provisions pour sinistres Vie	P 2.3	1 145 758	1 022 412
PA340 Provisions pour participation aux bénéficiaires Vie		50 781	81 302
PA341 Provisions pour participation aux bénéficiaires et Ristournes Non Vie		1 311 069	1 451 221
PA331 Provisions pour sinistres Non Vie	P 2.3	147 842 425	112 983 454
PA350 Provisions pour égalisation et équilibrage		1 349 584	1 236 847
PA360 Autres provisions techniques Vie			
PA361 Autres provisions techniques Non Vie	P 2	5 594 398	8 813 189
PA5 Dettes pour dépôts en espèces reçus des cessionnaires	P 3	<u>55 809 231</u>	<u>38 073 909</u>
PA6 Autres dettes	P4	<u>8 970 188</u>	<u>7 539 257</u>
PA61 Dettes nées d'opérations d'assurance directe	P 4.1	<u>5 444 007</u>	<u>3 927 738</u>
PA611 Autres dettes nées d'opérations d'assurance directe		5 444 007	3 927 738
PA612 Dettes indemnisées subrogées à l'Entreprise d'assurance			
PA62 Dettes nées d'opérations de réassurance	P 4.2	<u>110 177</u>	<u>113 249</u>
PA63 Autres dettes	P4.3	<u>3 416 004</u>	<u>3 498 270</u>
PA631 Dépôts et cautionnements reçus			
PA632 Personnel	P 4.3.1	17 656	9 529
PA633 Etat, organismes de sécurité sociale, collectivités publiques	P 4.3.2	1 896 393	1 427 558
PA634 Crédoeurs divers	P 4.3.3	1 501 955	2 061 183
PA7 Autres passifs		<u>4 339 745</u>	<u>3 607 132</u>
PA71 Comptes de régularisation passif	P 5	4 339 745	3 607 132
Total des capitaux propres et du Passif :		323 906 093	268 384 220

Etat de résultat technique de l'Assurance Non Vie

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011

(Exprimé en dinars tunisiens)

	Annexe n°3 Etat de résultat technique de l'Assurance Non Vie	Notes	Opérations brutes	Cessions	Opérations nettes	Opérations nettes
			Au 31/12/2011	Au 31/12/2011	Au 31/12/2011	Au 31/12/2010
PRNV1	Primes acquises		95 111 088	-20 000 557	75 110 532	67 385 206
	PRNV11 Primes émises et acceptées		98 751 799	-19 990 435	78 761 364	69 941 135
	PRNV12 Variation de la provision pour primes non acquises		-3 640 711	-10 121	-3 650 832	-2 555 929
PRNT3	Produits de placements alloués, transférés de l'état de résultat		3 891 198		3 891 198	6 260 095
PRNV2	Autres produits techniques		96 922		96 922	28 949
CHNV1	Charges de sinistres		-115 360 189	51 872 806	-63 487 383	-51 407 607
	CHNV11 Montants payés		-80 566 794	33 722 715	-46 844 079	-34 007 747
	CHNV12 Variation de la provision pour sinistres		-34 793 395	18 150 091	-16 643 304	-17 399 860
CHNV2	Variation des autres provisions techniques		3 327 953	-2 646 756	681 197	1 311 930
CHNV3	Participation aux bénéfices et ristournes					
CHNV4	Frais d'exploitation		-20 498 411	4 768 317	-15 730 094	-13 622 149
	CHNV41 Frais d'acquisition		-13 967 397		-13 967 397	-12 368 962
	CHNV42 Variation du montant des frais d'acquisition reportés					
	CHNV43 Frais d'administration		-6 531 014		-6 531 014	-5 167 391
	CHNV44 Commissions reçues des réassureurs			4 768 317	4 768 317	3 914 203
CHNV5	Autres charges techniques		-2 796 925		-2 796 925	-3 884 508
RTNV	Sous Total : Résultat technique de l'assurance Non Vie		-36 228 364	33 993 811	-2 234 553	6 071 915

Etat de résultat technique de l'Assurance Vie

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011

(Exprimé en dinars tunisiens)

Annexe n°4 Etat de résultat technique de l'Assurance VIE		Notes	Opérations	Cessions	Opérations	Opérations
			Brutes			nettes
			Au 31/12/2011	Au 31/12/2011	Au 31/12/2011	Au 31/12/2010
PRV1	Primes		8 792 215	-568 184	8 224 031	8 006 564
	PRV11 Primes émises et acceptées		8 792 215	-568 184	8 224 031	8 006 564
PRV2	Produits de placements		1 563 241		1 563 241	2 072 304
	PRV21 Revenus des placements		1 563 241		1 563 241	2 072 304
	PRV23 Reprise de correction de valeurs sur placements					
	PRV24 Profits provenant de la réalisation des placements					
PRV4	Autres produits techniques					
CHV1	Charge de sinistres		-5 249 920	488 814	-4 761 106	-2 631 278
	CHV11 Montants payés		-5 126 574	431 088	-4 695 486	-2 156 153
	CHV12 Variation de la provision pour sinistres		-123 346	57 726	-65 620	-475 125
CHV2	Variation des autres provisions techniques		-2 033 979		-2 033 979	-5 446 845
	CHV21 Provisions d'assurance vie		-2 033 979		-2 033 979	-5 446 845
	CHV22 Autres provisions techniques					
CHV3	Participation aux bénéfices et ristournes					
CHV4	Frais d'exploitation		-1 566 036	40 725	-1 525 311	-1 071 440
	CHV41 Frais d'acquisition		-933 634		-933 634	-546 506
	CHV42 Variation du montant des frais d'acquisition reportés					
	CHV43 Frais d'Administration		-632 402		-632 402	-567 533
	CHV44 Commissions reçues des réassureurs			40 725	40 725	42 599
CHV5	Autres charges techniques		-28 672		-28 672	-38 460
CHV9	Charges des placements		-735 131		-735 131	-588 468
	CHV91 Charges de gestion des placements, y compris les charges d'intérêts		-735 131		-735 131	-588 468
	CHV92 Correction de valeur sur placements					
	CHV93 Pertes provenant de la réalisation des placements					
RTV	Sous Total : Résultat technique de l'assurance Vie		741 718	-38 645	703 073	302 378

Etat de Résultat

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011

(Exprimé en dinars tunisiens)

Annexe n°5 Etat de Résultat	Notes	Etat de Résultat Au 31/12/2011	Etat de Résultat Au 31/12/2010
RTNV <u>Résultat Technique de l'Assurance Non Vie</u>		-2 234 553	6 071 915
RTV <u>Résultat Technique de l'Assurance Vie</u>		703 073	302 378
PRNT1 <u>Produits des placements Assurance Non Vie</u>		8 723 670	10 462 122
PRNT11 Revenus des placements		8 723 670	10 462 122
PRNT13 Reprise de correction de valeurs sur placements			
PRNT14 Profits provenant de la réalisation des placements			
CHNT1 <u>Charges des placements de l'Assurance Non Vie</u>		-4 102 399	-2 970 908
CHNT11 Charges de gestion des placements, y compris les charges d'intérêts		-4 102 399	-2 970 908
CHNT12 Correction de valeurs sur placements			
CHNT13 Pertes provenant de la réalisation des placements			
CHNT2 <u>Produits des placements alloués, transférés à l'état de résultat technique de l'Assurance Non Vie</u>		-3 891 198	-6 260 095
PRNT2 Autres produits non techniques		2 837 036	133 408
CHNT3 Autres charges non techniques		-674 207	-589 142
Résultats provenant des activités ordinaires		1 361 422	7 149 678
CHNT4 Impôts sur le Résultat		-115 869	-95 101
Résultats provenant des activités ordinaires après impôts		1 245 553	7 054 577
Résultat net après modifications comptables :		1 245 553	7 054 577

Etat des engagements reçus et donnés
au 31/12/2011
(Exprimé en dinars tunisiens)

Annexe n° 6 : Tableau des engagements reçus et donnés				
	Intitulé	Notes	31/12/2011	31/12/2010
HB1	Engagements reçus		1 099 066	1 599 458
	<i>Engagements hypothécaires reçues sur Prêts octroyés</i>			
	<i>Avals, cautions de garanties sur conventions de portage</i>		654 390	1 169 749
	<i>Avals, cautions de garanties sur les agents généraux</i>		444 676	429 709
HB2	Engagements donnés		0	1 250 000
	<i>HB21 Avals, cautions de garanties octroyés au titre d'appel d'offres</i>			
	<i>HB22 Titres et actifs acquis avec engagements de revente</i>			
	<i>HB23 Autres engagements sur titres, actifs ou revenus</i>		0	1 250 000
	<i>HB24 Autres engagements donnés</i>			
HB3	Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et des rétrocessionnaires			
HB4	Valeurs remises par des organismes réassurés avec caution solidaire ou de substitution			
HB5	Valeurs appartenant à des institutions de prévoyance			
HB6	Autres valeurs détenues pour compte de tiers			

Etat de flux de trésorerie
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011
(Exprimé en dinars tunisiens)

Annexe N° 7

État de flux de trésorerie Général (méthode directe)	Notes	31/12/2011	31/12/2010
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
E1 Encaissements des primes reçues des assurés		100 678 826	93 291 289 (*)
E2 Sommes versées pour paiement des sinistres		74 163 317	40 678 177
E3 Encaissements des primes reçues (acceptations)			
E4 Sommes versées pour les sinistres (acceptations)			
E5 Commissions versées sur les acceptations			
E6 Décaissements de primes pour les cessions		13 877 760	1 382 398
E7 Encaissements des sinistres pour les cessions			
E8 Commissions reçues sur les cessions			
E9 Commissions versées aux intermédiaires		8 880 578	8 404 609
E10 Sommes versées aux fournisseurs et au personnel		13 982 240	13 720 281
E11 Variation des dépôts auprès des cédantes			
E12 Variation des espèces reçues des cessionnaires			
E13 Décaissements liés à l'acquisition de placements financiers		85 646 938	107 684 633
E14 Encaissements liés à la cession de placements financiers		79 110 386	90 358 824
E15 Taxes sur les assurances versées au Trésor		13 278 098	11 560 304
E16 Produit financiers reçus		6 371 417	8 283 553
E17 Impôts sur les bénéfices payés			
E18 Autres mouvements		67 330	292 909
<i>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</i>	F4-1	4 019 888	10 975 153
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
V1 Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles		3 244 096	4 657 239
V2 Encaissements provenant de la cession d'immobilisations incorporelles et corporelles		39 226	37 000
V3 Décaissements provenant de l'acquisition de terrains et constructions destinées à l'exploitation			
V4 Encaissements provenant de la cession de terrains et constructions destinées à l'exploitation			
V5 Décaissements provenant de l'acquisition de placements auprès d'entreprises liées ou avec un lien de participation			
V6 Encaissements provenant de la cession de placements auprès d'entreprises liées ou avec un lien de participation			
<i>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</i>	F4-2	-3 204 870	-4 620 239
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
F1 Encaissements suite à l'émission d'actions			
F2 Dividendes et autres distributions		-75 000	40 852
F3 Encaissements provenant d'emprunts			
F4 Remboursements d'emprunts			
F5 Augmentation/Diminutions des ressources spéciales			
<i>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</i>	F4-3	-75 000	40 852
Variations de trésorerie		740 018	6 395 765
Trésorerie de début d'exercice		10 036 937	3 641 172 (*)
Trésorerie de fin d'exercice		10 776 955	10 036 937 (*)

(*) Retraité pour les besoins de comparabilité (Voir Note F4-4)

Les notes aux états financiers

I. NORMALISATION COMPTABLE

Les états financiers sont préparés, par application des dispositions de la loi 96-112 du 30 Décembre 1996, portant promulgation du système comptable des entreprises et conformément aux principes et méthodes comptables définis par le décret 96-2459, portant promulgation du cadre conceptuel comptable.

Les divers postes de bilan et des états de résultats sont déterminés à partir des regroupements des comptes principaux, ces mêmes comptes sont alimentés par les comptes imputables ayant fait l'objet des écritures d'origine et ce, conformément aux tableaux de rattachement des comptes aux états financiers.

L'évaluation, la comptabilisation et la présentation des divers postes des états financiers ont été effectuées conformément aux normes suivantes :

- Norme comptable n° 26 relative à la présentation des états financiers des entreprises d'assurances et/ou de réassurance ;
- Norme comptable n°27 relative au contrôle interne et à l'organisation comptable dans les entreprises d'assurances et/ou de réassurance ;
- Norme comptable n°28 relative aux revenus dans les entreprises d'assurances et/ou de réassurance ;
- Norme comptable n°29 relative aux provisions techniques dans les entreprises d'assurances et/ou de réassurance ;
- Norme comptable n°30 relative aux charges techniques dans les entreprises d'assurances et/ou de réassurance ;
- Norme comptable n°31 relative aux placements dans les entreprises d'assurances et/ou de réassurance.
- Norme comptable n°19 relative aux états financiers intermédiaires.

II. LES PRINCIPES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUES AUX DIVERS POSTES

1. PRIMES EMISES ET ACCEPTÉES

Les primes correspondent aux primes émises et acceptées, hors taxes, brutes de réassurance et nettes d'annulations et de ristournes. Elles comprennent une estimation des primes à émettre pour la part acquise à l'exercice et une estimation des primes à annuler postérieurement à la date d'arrêté des comptes.

Lors de l'arrêté de la situation intermédiaire, les primes à annuler ne sont pas décomptés. En effet, conformément à la norme NC27, cette opération doit se faire lors de l'arrêté annuel des comptes. Les primes acquises et non émises et dans le cas où les éléments de base pour l'estimation parviennent tardivement, leurs impacts sur le résultat intermédiaire est neutralisé par prudence.

2. OPERATIONS TECHNIQUES D'ASSURANCE NON VIE

Les provisions techniques comprennent :

2.1. Provisions pour primes non acquises :

C'est la portion des primes qui, à la clôture de l'exercice, continue à garantir le risque pour les exercices ultérieurs.

Lors de chaque arrêté comptable, les entreprises d'assurance doivent déclarer et comptabiliser séparément pour chacune des catégories d'assurance les provisions pour primes non acquises relative aux contrats en cours. Ainsi, dans le cas où la garantie accordée porte sur plusieurs exercices

comptables, seule la part de la prime qui correspond à la période de garantie de l'exercice en cours doit être intégrée dans les revenus de la période.

Les provisions pour primes non acquises sont calculées sur la base de la méthode du prorata temporis et portent sur la prime commerciale c'est-à-dire la prime du risque majorée des chargements.

A la fin de chaque exercice, cette provision (PPNA) est calculée au GAT selon la méthode de prorata temporis (méthode inventaire permanent) appliquée à toutes les quittances vivantes à la date de la clôture comptable.

2.2. Frais d'acquisition reportés

Les frais d'acquisition des contrats, incluant notamment les commissions d'acquisition et les frais internes liés à l'établissement des contrats, sont répartis sur la durée de vie des contrats selon les mêmes règles que la provision pour primes non acquises.

La part des frais d'acquisition relative à la période comprise entre la date de clôture de l'exercice et la date d'échéance de la prime est constatée à l'actif du bilan dans le poste « frais d'acquisition reportés » inclus dans les autres éléments d'actif. La variation des frais d'acquisition reportés est comprise dans les frais d'exploitation au compte de résultat.

Ces frais sont évalués en appliquant au montant des primes non acquises le coefficient des frais d'acquisition déterminé par le rapport des frais d'acquisition aux primes émises.

2.3. Provisions pour sinistres à payer :

La provision pour sinistres à payer correspond à une évaluation du montant qui sera versé postérieurement à la clôture de l'exercice au titre d'événements qui se sont réalisés antérieurement à la clôture de l'exercice.

Les provisions comportent trois types de sinistres restant à payer :

- Les sinistres dont l'évaluation est définitive, connue et pour lesquels il ne demeure que le mouvement de trésorerie à générer,
- Les sinistres pour lesquels l'évaluation n'est pas définitive et ayant fait ou non l'objet de règlements partiels,

Mode de calcul :

La provision pour sinistres à payer est, sans préjudice des règles spéciales aux catégories d'assurance automobile et d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, calculée brute de réassurance, par catégorie de risque, exercice par exercice et dossier par dossier.

Le calcul tient compte des considérations suivantes :

- La provision est constituée séparément pour chaque sinistre à concurrence du montant prévisible des charges futures. Lorsqu'à la suite d'un sinistre, une indemnité a été fixée par une décision de justice définitive ou non, les sommes à mettre en provision doivent, dans les limites du maximum de garantie fixé par le contrat, être au moins égales à cette indemnité, diminuées, le cas échéant, des acomptes déjà versés. La provision pour sinistre à payer est calculée pour son montant brut sans tenir compte des recours à exercer.
- Cette provision doit tenir compte également des sinistres survenus mais non déclarés à la date de clôture du bilan. Pour le calcul de cette provision, il est tenu compte de l'expérience du passé en ce qui concerne le nombre et le montant des sinistres déclarés après la clôture du bilan.
- Dans le calcul de la provision, il est tenu compte des frais de gestion des sinistres quelle que soit leur origine. Ces frais doivent être évalués sur la base des frais réels de gestion des sinistres. Et dans tous les cas, le montant inclus dans les provisions pour sinistres à payer au titre des frais de gestion des sinistres ne doit pas être inférieur à 5% du montant des provisions pour sinistres à payer.

La provision pour sinistres à payer afférente à l'assurance automobile est estimée en procédant à une évaluation distincte :

- Des sinistres corporels correspondant à des risques de responsabilité civile.
- Des sinistres matériels correspondant à des risques de responsabilité civile.
- Des sinistres corporels correspondant aux risques autres que les risques de responsabilité civile.
- Des sinistres matériels correspondant aux risques autres que les risques de responsabilité civile.

Les sinistres corporels sont évalués dossier par dossier.

Les sinistres matériels sont évalués en utilisant concurremment les trois méthodes suivantes :

- Evaluation dossier par dossier
- Evaluation par référence au coût moyen des sinistres des exercices antérieurs
- Evaluation basée sur les cadences de règlements observés dans l'entreprise au cours des exercices antérieurs.

L'évaluation la plus élevée étant seule retenue.

La provision pour sinistres à payer afférente à l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles se compose des éléments suivants :

- Une provision pour sinistres graves : Elle représente la valeur estimative des dépenses à prévoir pour le service des rentes et des appareils de prothèse lorsque le capital constitutif n'a pas été inscrit à la provision mathématique des rentes.
- Une provision pour indemnité journalière et frais : Elle représente la valeur estimative des dépenses restant à effectuer à titre d'indemnités journalières et à titre de frais, notamment des frais médicaux, des frais pharmaceutiques, des frais d'hospitalisation, des frais judiciaires, des frais de déplacements etc...

La provision pour sinistres graves et la provision pour indemnité journalière et frais sont calculées exercice par exercice et dossier par dossier.

Méthodologie GAT :

Pour l'estimation de la provision pour sinistres à payer (PSAP) le GAT procède à l'inventaire physique des dossiers de sinistres,

Pour les sinistres automobiles matériels, les résultats de l'inventaire seront confrontés à l'estimation des PSAP fournis par les méthodes de cadence de règlements et des coûts moyens et c'est l'estimation la plus élevée qui sera retenue.

Pour l'ouverture de ses dossiers sinistres, le GAT adopte, la méthodologie suivante :

En assurance Automobile :

L'évaluation des coûts d'ouverture des dossiers sinistres automobile corporels et matériels dépend de plusieurs facteurs :

- ✓ l'existence de tiers ;
- ✓ l'existence d'un cas de rejet ou non ;
- ✓ les garanties du contrat ;
- ✓ la responsabilité de notre assuré ;
- ✓ la nature des pièces justificatives fournies ;
- ✓ les circonstances de l'accident ainsi que des dégâts matériels et corporels causés.

En Risques divers :

Au cas par cas, en fonction de la déclaration ; la compagnie rentre en contact avec l'assuré pour savoir si une expertise est à envoyer ou pas.

Au vu du rapport préliminaire de l'expert, le dossier est ouvert avec l'évaluation stipulée.

Si le sinistre est un vol, l'ouverture est faite sur la base de la déclaration du client. Un expert est envoyé pour constater l'infraction.

Grêle provisoirement au capital assuré selon la gravité du sinistre le montant définitif est ajusté par l'établissement du PV de constatation 2 à 3 jours du sinistre (représentant du GAT, l'expert et l'agriculteur).

Mortalité du bétail : ouverture valeur de la bête – la franchise si avortement ou perte de produit. L'évaluation sera faite en % de la valeur de la mère (10 à 15%).

Individuel accident : ouverture à 100DT .Dès que l'information est disponible pour le sinistre, il est ouvert au capital assuré.

En Risques d'entreprise :

L'ouverture du dossier se fait au cas par cas sur la base des informations communiquées à la compagnie ou sur la base d'un rapport d'expertise.

2.4. Provision pour chargement de gestion sur les SAP constitués :

En ce qui concerne le chargement de gestion : le GAT confronte le taux de chargement effectif par rapport au minimum réglementaire fixé à 5% par l'arrêté ministériel du 27 février 2001 et adopte le taux supérieur pour l'appliquer à la somme des sinistres à payer retenues et des tardifs constatés par branche d'activité.

Les taux de chargements sont issus des états analytique de répartition des charges (par nature / par destination)

2.5. Provision pour sinistres tardifs et dérivés des sinistres (IBNR & IBNER)

Définition (Réf : NCT 29)

Les sinistres tarifs sont les sinistres survenus antérieurement à la clôture mais dont la survenance n'a pas été portée, à la date d'inventaire, à la connaissance de l'entreprise.

Mode de calcul :

Les tardifs sont calculés sur une base historique ou à travers des méthodes statistiques reconnues à l'échelle internationale.

En ce qui concerne le code des assurances, il a classé les tardifs parmi les sinistres à payer sans évoquer une méthode de calcul bien précise.

2.6. Provisions pour PB et ristournes non vie :

Définition :

Il s'agit des montants destinés aux assurés ou aux bénéficiaires des contrats sous la forme de participations aux bénéfices et de ristournes dans la mesure où ces derniers n'ont pas été crédités.

Cette provision fera l'objet d'utilisation au cours de/ou des exercices ultérieurs.

Cette provision comprend les montants destinés aux assurés ou aux bénéficiaires des contrats dans la mesure où ces montants constituent l'allocation d'un excédent ou d'un profit résultant des opérations ou un remboursement partiel de primes, effectué sur la base de la performance des contrats.

Mode de calcul :

Le montant de la provision pour participation aux bénéfices et ristournes est déterminé eu égard aux obligations réglementaires et/ou contractuelles ou alors résulte d'une décision de gestion prise par l'entreprise.

Méthodologie de calcul GAT :

Pour la partie provisions pour participations bénéficiaires, le GAT utilise une méthode statistique basée sur les règlements effectifs moyens des 3 dernières années et par branche sur tout ce qui est participations et bénéficiaires. Idem pour les ristournes.

3. OPERATIONS TECHNIQUES D'ASSURANCE VIE

3.1. Provisions pour Provisions mathématiques vie

Définition :

Il s'agit de la différence à la date d'inventaire entre les valeurs actuelles des engagements respectivement pris par l'assureur et les assurés.

Mode de calcul :

Les provisions mathématiques en assurance vie comprennent la valeur actuarielle estimée des engagements de l'entreprise d'assurance y compris les participations aux bénéfices déjà allouées et déduction faite de la valeur actuarielle des primes futures.

La provision mathématique en assurance vie doit être calculée séparément pour chaque contrat individuel d'assurance vie.

Le calcul des provisions mathématiques doit être fait sur la base de la prime d'inventaire c'est à dire de la prime commerciale en excluant les chargements d'acquisition des contrats.

La provision mathématique en assurance vie est calculée d'après la table de mortalité TD 99, et compte tenu des taux d'intérêt et des chargements.

Méthodologie GAT :

- *Contrats individuels :*

Temporaire décès en couverture de prêt à prime unique :

Ce contrat couvre le risque de décès des emprunteurs. En cas de décès de l'assuré, le capital restant est versé au bénéficiaire. Le capital restant est calculé en amortissant linéairement le capital initial sur la durée du prêt moins la franchise.

Conformément à la nouvelle réglementation pour l'ensemble des contrats:

La provision calculée par le GAT est calculée pour chaque individu en prenant en compte les franchises, la mortalité appliquée provient de la table TD 99. Cette provision inclut la provision pour frais de gestion des sinistres. Le taux technique utilisé est de 3%. L'amortissement linéaire est mensuel dans ce calcul.

- *Contrats collectifs :*

La provision est calculée d'une façon contractuelle et selon les spécificités de chaque contrat. Lors de l'arrêté des états financiers, la méthode la plus prudente est adoptée entre celle de l'inventaire permanent et celle de provision des primes nouvellement souscrites nettes des chargements de gestion de la compagnie nette des capitaux échus et des rachats.

1. Provisions pour sinistres à payer vie

Définition :

Il s'agit de la dette de l'entreprise d'assurance envers ses assurés pour les sinistres, rachats, arrivées à échéance déclarés mais non encore décaissés par l'entreprise d'assurance ainsi que les sinistres survenus mais non encore déclarés (les sinistres tardifs).

Mode de calcul :

Lors de chaque arrêté de comptes, les entreprises d'assurance doivent inscrire dans les provisions pour sinistres à payer le montant correspondant aux sinistres survenus mais non encore réglés aux bénéficiaires des contrats. Ce montant doit être majoré des frais de règlement des sinistres. En contrepartie, les provisions mathématiques d'assurance vie relatives aux contrats concernés doivent être exclues des provisions mathématiques d'assurance vie.

Méthodologie GAT :

Le GAT inscrit dans cette provision tous les sinistres qui sont survenus mais non encore réglés aux bénéficiaires et ce en déclassant le contrat arrivé à maturité ou sinistré des provisions mathématiques vie.

Ce montant peut être estimé avec précision à partir des fichiers de calcul des PM vie et en l'ajustant par les sinistres déclarés.

2. Provision pour frais de gestion

Définition :

Il s'agit d'une provision constituée pour couvrir les charges de gestion futures des contrats qui ne sont pas couvertes par ailleurs. Cette provision vise à couvrir les charges de gestion engendrées par les contrats en portefeuille dès lors qu'elles ne sont pas couvertes par des revenus futurs.

Mode de calcul :

Les charges de gestion futures des contrats correspondent à la valeur actuelle probable de l'ensemble des frais qui seront engagés après la date de clôture pour couvrir les charges de gestion des contrats et le règlement des sinistres et des rachats.

Les chargements sur primes correspondent à la valeur actuelle probable de la part des primes perçues postérieurement à la date de clôture de l'exercice, qui est affectée à la gestion des contrats. A ce titre, seuls les contrats à primes périodiques sont concernés.

Les produits financiers correspondent à la valeur actuelle des produits financiers qui seront utilisables dans le futur par l'assureur pour couvrir les frais nécessaires pour la bonne fin des contrats.

Les produits financiers qui doivent être versés aux assurés ou aux bénéficiaires en vertu d'obligations réglementaires et/ou de clauses contractuelles doivent être exclus du calcul.

Méthodologie GAT :

Cette provision est incluse dans la formule de calcul des PM pour les contrats collectifs et est prévue au niveau de la note technique pour les contrats individuels.

4. Autres provisions techniques :

4.1. Prévision des recours à encaisser

Définition :

Il s'agit du produit à attendre des actions exercées par une entreprise d'assurance en vue d'obtenir, par le responsable d'un préjudice, le remboursement d'une indemnité ou partie d'indemnité de sinistres versée au titre d'un sinistre.

Mode de calcul :

Le code des assurances à travers l'arrêté du ministre des finances du 27 février 2001 est resté muet quant au mode de calcul de cette provision.

Méthodologie GAT :

Le GAT utilise une méthode statistique qui consiste en une moyenne basée sur les recours effectivement encaissés par le GAT des 3 dernières années par branche. (Voir si on intègre ou non l'évolution future des sinistres pour ajuster ce montant).

4.2. Provisions mathématique des rentes

Définition :

Il s'agit de la valeur actuelle probable des montants qui seront versés, sous forme de rentes et accessoires de rentes, postérieurement à la clôture de l'exercice au titre d'événements qui se sont réalisés antérieurement à la clôture de l'exercice.

Mode de calcul :

Ces provisions correspondent à la valeur actuelle probable des montants qui seront versés, sous forme de rentes et accessoires de rentes, postérieurement à la clôture de l'exercice au titre d'événements qui se sont réalisés antérieurement à la clôture de l'exercice et doivent être calculées sur la base de méthodes actuarielles reconnues.

Le montant de la provision mathématique des rentes est majoré de 5% à titre de chargement de gestion.

Méthodologie GAT :

La provision mathématique des rentes accident de travail est calculée par application de l'arrêté du 29 avril 1995 du barème de conversion de rentes allouées aux victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles ou à leur ayant droit.

Ce barème est fixé en fonction de l'âge des crédientiers. L'âge du crédientier est calculé en prenant la différence entre le millésime de la date de rachat et celui de la date de naissance.

Lorsqu'il y a plusieurs ayants droit, la rente collective qui leur a été attribuée est, pour le calcul, divisé en plusieurs parties égales sur chaque tête et le capital de rachat résulte de la somme des capitaux calculés séparément comme si chaque fraction de rente était individuelle.

La provision mathématique des rentes accident de travail est calculée tête par tête en multipliant les coefficients par âge fixés dans l'arrêté du 29 avril 1995 au montant de rente annuel.

La valeur de rachat proposé par le GAT oscille entre 60 % et 80 % du capital constitutif calculé avec la table 1 Fr de rente.

A cet effet, courant l'exercice 2011, le GAT a procédé à un changement d'estimation de ses PM rente, les capitaux constitutifs sont calculés désormais sur la base de la table 1 FR de rente au lieu de la table de 1 dinars de rente et ce conformément aux rachats proposés.

L'impact de ce changement d'estimation opéré en 2011 s'élève à 909.662 dinars.

4.3. Provision pour risques en cours**Définition :**

La provision pour risques en cours est définie comme étant le montant à provisionner en supplément des primes non acquises pour couvrir les risques à assumer et destinée à faire face à toutes les demandes d'indemnisation et à tous les frais (y compris les frais d'administration) liés aux contrats d'assurance en cours excédant le montant des primes non acquises et des primes exigibles relatives aux dits contrats.

Mode de calcul :

Pour évaluer les provisions pour risques en cours l'entreprise calcule, pour chacune des catégories d'assurance, le montant total des charges de sinistres rattachées à l'exercice courant et à l'exercice précédent, et des frais d'administration autre que ceux immédiatement engagés et frais d'acquisition imputables à l'exercice courant et à l'exercice précédent, elle rapporte ce total au montant de primes brutes émises au cours de ces exercices corrigé de la variation sur la même période des primes restant à émettre, des primes à annuler et de la provision pour primes non acquises, si ce rapport est supérieur à 100%, l'écart constaté par rapport à 100% est appliqué au montant des provisions pour primes non acquises.

Méthodologie GAT :

Il s'agit d'une provision constituée pour faire face à un déséquilibre tarifaire en complément des PNA. Le GAT calcule les provisions pour risques en cours par catégorie d'assurance (en regroupant les garanties constitutif de la catégorie)

Les catégories d'assurances utilisées sont ceux prévu par l'arrêté du ministre des finances du 2 janvier 1993 fixant la liste des catégories d'assurances tel que prévu à l'art 49 du code des assurances:

4.4. Provision pour égalisation

Définition :

Il s'agit des montants provisionnés conformément aux dispositions légales et réglementaires permettant d'égaliser les fluctuations des taux de sinistres pour les années à venir ou de couvrir des risques spéciaux.

Mode de calcul :

Les provisions d'égalisation comprennent les montants provisionnés pour permettre d'égaliser les fluctuations des taux de sinistres pour les années à venir dans le cadre des opérations d'assurance de groupe contre le risque décès.

Méthodologie GAT :

Cette provision est calculée forfaitairement en prélevant 5% des sinistres groupes décès.

4.5. Provision pour équilibrage

Définition :

Il s'agit des montants provisionnés conformément aux dispositions légales et réglementaires permettant d'égaliser les fluctuations des taux de sinistres pour les années à venir ou de couvrir des risques spéciaux.

Mode de calcul :

La provision d'équilibrage est alimentée pour chacun des exercices successifs par un prélèvement de 75% sur l'excédent technique éventuel apparaissant dans la catégorie jusqu'au moment où la provision sera égale ou supérieure à 150% du montant annuel le plus élevée des primes ou cotisations d'assurance nette au cours des cinq exercices précédents.

Méthodologie GAT :

Après le calcul des résultats techniques par branche, une provision d'équilibrage est systématiquement constituée pour tout excédent technique sur les assurances cautions et grêle et ce par un prélèvement de 75% du montant de cet excédent.

Ce prélèvement cessera d'être obligatoire dans le cas où la réserve constituée devient supérieure ou égale à 150% du montant annuel des primes nettes au cours des 5 derniers exercices.

4.6. Provisions techniques à la charge des réassureurs

Les provisions techniques correspondant aux opérations de réassurance acceptées sont les suivantes :

Provision pour sinistres à payer : valeur estimative des dépenses en principal et en frais, tant internes qu'externes, nécessaires au règlement de tous les sinistres survenus et non payés, y compris les capitaux constitutifs des rentes non encore mises à la charge de l'entreprise ;

Provision pour primes non acquises : fraction de primes qui correspond à la durée restant à courir pour un contrat ou un ensemble de contrats après la clôture de l'exercice considéré et jusqu'au terme de la garantie

Provision pour risques en cours : provisions constituées en sus de la provision pour primes non acquises pour couvrir les risques à assumer par l'entreprise de réassurance après la clôture de l'exercice, de manière à pouvoir faire face à toutes les demandes d'indemnisation et à tous les frais

liés aux garanties en cours excédant le montant des primes non acquises et des primes restant à émettre nettes de primes restant à annuler, relatives auxdites garanties, jusqu'à la date de la première échéance de prime pouvant donner lieu à révision de la prime par le réassureur ou, à défaut jusqu'au terme du contrat.

4.7. Provisions pour dépréciation des créances

Lors de l'arrêté de la situation intermédiaire, la méthode de provisionnement des arriérés primes conformément à la méthode GAT n'est pas appliquée étant donné la saisonnalité des efforts de recouvrement généralement engagés lors du second semestre de l'exercice comptable.

PLACEMENTS

Les placements et les produits y afférents sont comptabilisés conformément à la norme NC31. Aucune anticipation ou report n'est effectué sur les produits comme l'exige la norme NC19, les dividendes, intérêts courus non échus et les loyers sont comptabilisés à la date de leur réalisation effective.

La répartition des produits des placements nets des charges aux différentes catégories est effectuée conformément à la norme NC27.

Les placements englobent les titres de participation, les emprunts obligataires et les bons de trésor négociables en bourse, les dépôts en espèces auprès des cédantes en représentation des engagements techniques, les cautionnements et les prêts au personnel à plus d'un an.

La méthode utilisée pour l'évaluation des placements est celle du coût moyen pondéré (CMP).

Les dépréciations financières constatées sur chaque catégorie de titres cotés de même nature entre le coût d'acquisition et le cours boursier moyen du mois de juin 2010 font l'objet d'une provision.

Les actions non cotées ont fait l'objet d'une provision de dépréciation financière pour les titres dont la valeur investie est inférieure à la valeur mathématique.

Les Bons de Trésor Négociables en Bourse font l'objet d'une évaluation à l'inventaire sur la base du capital restant augmenté de la fraction non amortie de l'écart entre la valeur faciale et le prix d'acquisition.

LA CONSTATATION DES CHARGES PAR DESTINATION :

En application de la norme comptable relative à la présentation des états financiers des entreprises d'assurance exigeant le passage de la comptabilité par nature à la comptabilité par destination, nous avons procédé à l'opération de déversement après avoir comptabilisé toutes les charges de l'exercice par nature.

Il est à préciser que les destinations telles que définies par le nouveau système comptable des entreprises d'assurance sont :

- Les frais de gestion sinistres
- Les frais d'acquisition des contrats
- Les frais d'administration
- Les frais de gestion des placements
- Les autres charges techniques
-

A l'exception des charges de sinistres directement affectées, les charges comptabilisées initialement par nature (frais de personnel, commissions des agents généraux, amortissements, frais généraux, impôts et taxes) ont été déversées dans des comptes de charges par destination selon les critères suivants :

Il est à noter, par ailleurs, que les provisions comptabilisées au titre des dépréciations des comptes agents et des comptes de la réassurance ont été affectées aux autres charges techniques conformément au paragraphe 5 de la norme comptable n°30 relative aux charges techniques dans les entreprises d'assurances et/ou de réassurance.

Charges par nature	Clés de répartition
Frais de personnel et charges connexes	Temps effectif du travail
Amortissement	Superficie, parc informatique
Frais de siège	Superficie occupée par destination
Frais de généraux	Masse salariale, nombre de dossier en archive
Contentieux primes	Valeur des primes en contentieux

III. Les notes aux états financiers

Les présentes notes aux états financiers arrêtées au 31 décembre 2011 ont pour objectif de présenter les bases retenues pour l'établissement de ces états financiers et les choix particuliers des principes comptables adoptés par GAT Assurances et d'analyser les montants figurant dans le corps du bilan et des états de résultats.

Les états financiers présentés à fin décembre 2011 sont établis selon les règles prévues par la norme comptable générale NC n° 01, les normes comptables techniques et les normes comptables sectorielles d'assurance et de réassurance.

Les principes et méthodes comptables pertinents appliqués pour l'évaluation et la présentation des éléments des états financiers sont les suivants :

1. La présentation des états financiers

Le bilan clos au 31 décembre 2011 totalise 323.906.093 dinars contre 268.384.220 dinars au 31 décembre 2010, accusant ainsi une augmentation de 20.69%. Les primes émises et acceptées nettes d'impôts et d'annulation s'élèvent au 31 décembre 2011 à 107.049.829 dinars contre 95.101.469 dinars à fin décembre 2010, accusant ainsi une augmentation de 11.948.360 dinars soit 12.6%. La situation au 31 décembre 2011 dégage un bénéfice net d'impôt de 1.245.553 dinars contre 7.054.577 dinars au 31 décembre de l'exercice précédent.

Les placements de GAT Assurances totalisent au 31 décembre 2011 un montant net de 151.623.629 dinars contre 145.105.877 dinars au 31 décembre 2010, soit une augmentation de 6.517.752 dinars. Les provisions techniques nettes de recours ont enregistré aussi une augmentation de 37.329.053 dinars en passant de 180.110.713 dinars au 31 décembre 2010 à 217.439.766 dinars au 31 décembre 2011.

2. Les notes complémentaires

F.1 - NOTES SUR LE BILAN

F.1.1 - L'ACTIF

Note A1 : ACTIFS INCORPORELS ET CORPORELS

Les actifs corporels et incorporels totalisent à fin décembre 2011 une valeur brute de 13.209.814 dinars, le détail de ce poste se présente comme suit :

Désignation	Montant
Investissements de recherche et développement	3.966.514
Mobilier et matériel d'exploitation	9.243.300
Total	13.209.814

Le cumul des amortissements relatifs à ce poste s'élève à 9.607.776 dinars ce qui nous donne une valeur comptable nette de 3.602.038 dinars.

Le tableau d'amortissement joint en annexes détaille par nature d'immobilisations :

- La valeur d'origine ;
- Les acquisitions ou cessions ;
- Les dotations aux amortissements de l'exercice ; le cumul des amortissements ;
- Et la valeur comptable nette.

Note A2 : PLACEMENTS

Les placements totalisent au 31 décembre 2011 un montant net de 151.623.629 dinars contre 145.105.877 dinars en 2010, en augmentation de 6.517.752 dinars. Les provisions pour dépréciation des titres constituées à fin décembre 2011 s'élèvent à 2.763.529 dinars contre 2.491.110 dinars au 31 décembre 2010. Les placements ventilés par rubriques se présentent comme suit :

Désignation	Brut	Amort & Prov	Net
Terrains, constructions et parts de sociétés immobilières	31.037.266	11.239.617	19.797.648
Bon de trésors et obligations	52.320.199		52.320.199
Actions et parts d'OPCVM	58.593.498	2.763.529	55.829.969
Placement monétaire et autres liquidités	20.680.694	97.219	20.583.475
Créances pour espèces déposées auprès des entreprises cédantes	3.092.339		3.092.339
Total	165.723.995	14.100.366	151.623.629

Note A3 : PART DES REASSUREURS DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES

Ce poste figure au bilan arrêté à fin décembre 2011 pour un montant de 57.776.546 dinars contre 41.186.685 dinars au 31 décembre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 16.589.861 dinars. Ce montant représente la quote-part des réserves techniques mise à la charge des réassureurs. Le détail de ce poste par nature de réserves se présente comme suit :

Désignation	2011	2010
Provisions pour primes non acquises	5.776.511	5.786.632
Provisions pour sinistres à payer	50.155.544	31.947.727
Provisions pour REC	1.415.563	3.079.658
Provisions pour réserves de stabilité	428.928	372.668
Total	57.776.546	41.186.685

Note A4 : CREANCES

Cette rubrique figure au bilan au 31 décembre 2011 pour un montant brut de 105.182.308 dinars et un montant net de 91.728.763 dinars contre un montant brut de 72.021.982 dinars et un montant net de 59.909.045 dinars à fin décembre 2010. Le détail des créances se présente comme suit :

Libellé	31.12.2011			31.12.2010		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Primes acquises et non émises	6.036.781	852.633	5.184.149	5.227.811	537.845	4.689.966
Autres créances nées d'opér. d'assurance directes	37.851.654	11.379.334	26.472.320	29.850.748	10.350.313	19.500.435
Créances indemnisées subrogées à l'entreprise d'ass.	4.916.972	501.995	4.414.977	3.132.628	505.195	2.627.433
Créances nées d'opér. de réassurance	50.810.449		50.810.449	29.659.227		29.659.227
Personnel & cptes rattachés	231.298		231.298	89.760		89.760
Etat et org de sécurité sociale	3.648.846	9.305	3.639.540	2.895.545	9.305	2.886.240
Débiteurs divers	1.686.307	710.277	976.030	1.166.263	710.277	455.986
Total	105.182.308	13.453.544	91.728.763	72.021.982	12.112.935	59.909.046

(*)Retraité pour les besoins de la comparabilité voir note complémentaire du bilan F1-4

A 4.1 – PRIMES ACQUISES ET NON EMISES :

Ce poste présente à fin décembre 2011 un solde de 6.036.781 dinars contre 5.227.811 dinars à fin décembre 2010 soit une augmentation de 808.970 dinars. Ainsi, les primes à annuler viennent en déduction des primes acquises et non émises.

Libellé	31.12.2011	31.12.2010
Primes acquises et non émises	6.036.781	5.227.811
Primes à annuler	852.633	537.845
Total	5.184.148	4.689.966

Le détail des primes acquises et non émises par branche se présente comme suit :

Branches	31.12.2011	31.12.2010
Automobile	62.448	
Incendie	399.409	234.097
Transport	484.486	879.723
RD	29.162	918.801
Santé	4.407.869	2.681.386
Vie	222.171	216.140
RS	159.010	123.051
RC	270.264	173.514
Assistance	1.962	1.099
TOTAL	6.036.781	5.227.811

Le détail des primes à annuler par branche se présente comme suit :

Branches	31.12.2011	31.12.2010
Automobile	338.826	123.864
Incendie	149.772	119.846
Transport	35.003	54.413
RD	26.515	31.419
Santé	112.421	116.984
Vie	108.489	8.992
RS	33.024	58.304
RC	48.583	24.023
TOTAL	852.633	537.845

A 4.2 – AUTRES CREANCES NEES D'OPERATIONS D'ASSURANCES DIRECTES :

Le solde brut de ce poste est de 37.851.654 dinars. Il englobe les primes à recevoir, les autres créances sur les agents et succursales et les comptes courants co-assureurs. Les provisions constituées au titre des primes à recevoir et des créances sur les agents et succursales totalisent à fin 2011 une valeur de 11.379.334 dinars contre 10.350.313 dinars en 2010 détaillées comme suit :

Désignation	31.12.2011	31.12.2010
Provisions sur primes à recevoir	2.034.276	3.388.113
Provisions contentieux	3.392.906	2.998.538
Provisions sur les créances des agents	5.713.420	3.724.930
Provisions sur débiteurs divers	238.732	238.732
Total	11.379.334	10.350.313

Le solde du compte courant des Co-assureurs s'élève à 846.036 dinars contre 661.195 dinars à fin décembre 2010. Ce poste est provisionné à hauteur de 238.732 dinars.

A 4.3 – CREANCES INDEMNISEES SUBROGEEES A L'ENTREPRISE D'ASSURANCE:

Ce poste regroupe les règlements pour compte et les récupérations auprès des compagnies adverses. Le solde à fin 2011 totalise 4.414.977 dinars contre 2.627.433 dinars à fin décembre 2010.

A 4.4 – CREANCES NEES D'OPERATIONS DE REASSURANCE :

Ce poste figure au bilan du 31 décembre 2011 pour un montant de 50.810.449 dinars contre 29.659.227 dinars à fin décembre 2010 :

Désignation	31.12.2011	31.12.2010
C/C cessionnaires STAR	443.994	443.994
C/C autres réassureurs	50.366.455	29.215.233
Total	50.810.449	29.659.227

A 4.5 – AUTRES CREANCES :

Ce poste dont le solde au 31 décembre 2011 est de 4.846.868 dinars regroupe les comptes suivants :

Désignation	31.12.2011	31.12.2010
Personnel & comptes rattachés	231.299	89.760
Etat et organismes de sécurité sociale	3.639.541	2.886.240
Débiteurs divers	976.030	455.986
Total	4.846.870	3.431.986

Les débiteurs divers de l'exercice 2011 ont été provisionnés à hauteur de 719.582 dinars.

Note A5 : AUTRES ELEMENTS D'ACTIFS

Cette rubrique totalise au 31 décembre 2011 un montant de 19.175.116 dinars contre 18.587.168 dinars à fin décembre 2010, qui se détaille comme suit :

A 5.1 – AVOIRS EN BANQUES, CCP, CHEQUES ET CAISSE :

Cette rubrique présente au 31 décembre 2011 un total brut de 11.091.752 dinars contre 10.308.296 dinars à fin décembre 2010 ventilé de la manière suivante

Désignation	31.12.2011	31.12.2010
Caisse	890	1.999
Banques et chèques postaux	11.090.862	10.306.297 (*)
Total	11.091.752	10.308.296

(*)Retraité pour les besoins de la comparabilité voir note complémentaire du bilan F1-4

Les provisions constituées au titre des chèques, effets impayés et effets à recevoir totalisent à fin décembre 2011 une valeur de 314.797 dinars contre 271.359 dinars à la clôture de l'exercice 2010.

A 5.2 – FRAIS D'ACQUISITION REPORTEES :

Cette rubrique présente à fin 2011 un solde de 5.194.273 dinars contre 4.730.000 dinars à fin 2010.

A 5.3 – CHARGES A REPARTIR :

Cette rubrique totalise au 31 décembre 2011 un montant de 307.505 dinars relatif principalement aux honoraires du cabinet CAPGEMINI et des charges de lancement d'un nouveau produit automobile «VECTURIS ».

A 5.4 – COMPTE DE REGULARISATION ACTIF :

Ce poste totalise à fin 2011 un montant net de 2.896.384 dinars et se compose des éléments suivants :

Désignation	31.12.2011	31.12.2010
Intérêts et loyers courus non échus	2.206.183	2.175.970
Autres comptes de régularisation	690.201	932.214
Total	2.896.384	3.108.184

Fin 2011 ce poste est provisionné au titre des intérêts de portage de 21.282 DT

Les autres comptes de régularisation se détaillent comme suit :

Désignation	31.12.2011	31.12.2010
Produits à recevoir	50.562	78.639
Charges payées ou comptabilisées d'avance	121.317	159.001
Différence sur les prix de remboursement à amortir	518.322	694.574
Total	690.201	932.214

F.1.2 - NOTE SUR LES CAPITAUX PROPRES

Note CP1 : CAPITAUX PROPRES ET RESERVES

Le capital social s'élève à 35.000.000 dinars constitué de 3.500.000 actions de nominal 10 dinars chacune entièrement libérée. Les capitaux propres et réserves totalisent au 31 décembre 2011 un montant de 36.046.683 dinars contre 34.736.973 dinars au 31 décembre 2010 enregistrant une variation de 1.309.710 dinars.

C o m p t e s	Total Au 31.12.2010	Mouvements de la période	Affectation du Résultat 2010	Total Au 31.12.2011
Capital Social	35.000.000			35.000.000
Réserves Facultatives	1.371.533			1.371.533
Réserves Légales	727.904			727.904
Réserves de Garantie	37.685			37.685
Réserves Spéciale de Réév Légale	345			345
Réserves pour Réévaluations Libres	5.088.955			5.088.955
Primes d'Emission	2.800.000			2.800.000
Résultats Reportés	-13.440.004		7.054.577	-6.385.427
Modifications comptables affectant le résultat reporté	- 3.971.131			- 3.971.131
Fond Social	67.109	64.157		131.267
Capitaux Propres avant Résultat	27.682.396			34.801.130
Résultat de la période	7.054.577	1.245.553	-7.054.577	1.245.553
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	34.736.973	1.309.710	0	36.046.683

F.1.3 - NOTE SUR LE PASSIF

Note P 1 : LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risques et charges de 1.288.718 dinars a été constituée au titre des provisions pour congés payés, départs à la retraite et part provision pour risque fiscal et sociale.

Désignation	31.12.2011	31.12.2010
Provisions pour congé payé	1.025.718	613.027
Provisions pour départ à la retraite	0	717.799
Provisions pour part des réassureurs dans les recours à encaisser	0	2.517.660
Provisions pour risque fiscal et social	263.000	467.751
TOTAL	1.288.718	4.316.237

En 2011 GAT Assurance a souscrit auprès de GAT Vie une police d'assurance « indemnité de départ à la retraite » IDR et a fait une reprise de la provision pour départ à la retraite de 717.799 DT de 2010.

Note P 2 : LES PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES

Au 31 décembre 2011, les provisions techniques totalisent 217.439.766 dinars contre 180.110.713 dinars au 31 décembre 2010 accusant ainsi une augmentation de 37.329.053 dinars. Les provisions techniques se présentent au niveau du tableau suivant :

Désignation	31.12.2011	31.12.2010
Provisions pour primes non acquises	25.986.458	22.345.747
Provisions pour sinistres	151.262.733	116.368.795
Prévisions de recours à encaisser	-2.274.550	-2.362.929
Provisions pour PB & Ristournes	1.361.850	1.532.523
Provisions pour égalisation	1.349.584	1.236.847
Provisions mathématiques Vie	34.159.293	32.176.540
Autres provisions techniques (Non Vie)	5.594.398	8.813.189
TOTAL	217.439.766	180.110.712

Les provisions techniques figurent au bilan du 31 décembre 2011 nettes des « prévisions de recours à encaisser » qui viennent en déduction des provisions pour sinistres à payer conformément à la norme comptable et qui s'élèvent à 2.274.550 dinars contre 2.362.929 dinars au 31 décembre 2010.

P 2-1 Provisions pour primes non acquises :

Cette rubrique présente un montant de 25.986.458 dinars à fin décembre 2011 contre 22.345.747 dinars au 31 décembre 2010 soit une augmentation de 3.640.711 dinars. Les provisions pour primes non acquises se répartissent par branche comme suit :

Branches	31.12.2011	31.12.2010
Automobile	17.257.746	13.159.588
Incendie	1.652.338	1.620.961
Transport	812.825	1.385.109
RD	727.538	643.240
Santé	76.931	72.353
RS	3.149.453	3.500.848
RC	432.158	394.035
Acceptation	1.877.469	1.569.613
TOTAL	25.986.458	22.345.747

P 2-2 Provisions mathématiques Vie :

Les provisions mathématiques vie atteignent au 31 décembre 2011 une valeur de 34.159.293 dinars contre 32.176.540 dinars au 31 décembre de l'exercice précédent.

Notons que GAT Assurances met en application la nouvelle loi du 5 Janvier 2009 portant sur les nouvelles tables de mortalité « TM99/TV99 ».

P 2.3 – Provisions pour sinistres à payer :

Les provisions pour sinistres à payer vie et non vie s'élève à 151.262.733 dinars en 2011 contre 116.368.795 dinars en 2010.

Les prévisions de recours à encaisser qui viennent en déduction des SAP totalisent 2.274.550 dinars contre 2.362.928 dinars à fin décembre 2010.

P 2.4 – Autres provisions techniques (Non Vie) :

Les autres provisions techniques non vie s'élèvent à 5.594.398 dinars en 2011 contre 8.813.189 dinars en 2010. Les provisions mathématiques de rentes qui sont en liquidation ont atteint au 31 décembre 2011 une valeur de 4.135.055 dinars contre 5.638.415 dinars au 31 décembre 2010.

La provision pour risques en cours (PREC) constatée au 31 décembre 2011 totalise 1.459.343 dinars contre 3.174.774 dinars en 2010.

P 3– Dettes pour dépôts en espèces reçus des cessionnaires :

Ce compte apparaît au bilan du 31 décembre 2011 pour un solde de 55.809.231 dinars contre 38.073.909 dinars au 31 décembre 2010.

P 4 – Autres dettes :

Les autres dettes totalisent au 31 décembre 2011 une valeur de 8.970.188 dinars contre 7.539.257 dinars à fin décembre 2010. Ce poste regroupe les éléments suivants :

Désignation	31.12.2011	31.12.2010
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	5.444.007	3.927.738
Dettes nées d'opérations de réassurance	110.177	113.249
Personnel	17.656	9.529
Etat, organismes de sécurité sociale et collectivités publiques	1.896.393	1.427.558
Créditeurs divers	1.501.955	2.061.183
Total	8.970.188	7.539.257

P 4.1 – Dettes nées d'opérations d'assurance directe :

Ce poste atteint à fin décembre 2011 une valeur de 5.444.007 dinars contre 3.927.738 dinars à fin décembre 2010 soit une augmentation de 1.516.269 dinars, il est détaillé comme suit :

Désignation	31.12.2011	31.12.2010
Dettes en C/C envers les agents et succursales	3.460.369	2.654.209
Provisions pour primes	1.175.888	1.154.888
Dettes envers les co-assureurs	12.834	12.834
C/C GAN IARD	6.227	
C/C co-assureurs – Primes	788.689	105.807
Total	5.444.007	3.927.738

P 4.2 – Dettes nées d'opérations de réassurance :

Ce compte apparaît au bilan du 31 décembre 2011 pour un solde de 110.177 dinars contre 113.249 dinars en 2010, il est détaillé comme suit :

Désignation	31.12.2011	31.12.2010
Compte des Cédantes et rétrocedantes	55.152	55.152
C/C Mutuaide Assistance	55.025	57.492
C/C Mutuelle Générale d'Assurance		605
Total	110.177	113.249

P 4.3 – Autres dettes :**P 4.3.1 – Personnels :**

Ce poste fait apparaître au 31 décembre 2011 un solde de 17.656 DT contre 9.529 DT en 2010.

P 4.3.2 - Etat, organismes de sécurité sociale et collectivités publiques :

Les dettes envers l'Etat, les organismes de sécurité sociale et collectivités publiques présentent un montant de 1.896.393 dinars au 31 décembre 2011 contre 1.427.558 dinars à fin décembre 2010. Ces dettes sont réparties comme suit :

Désignation	31.12.2011	31.12.2010
Taxes d'assurances	665.045	480.703
Etat retenue à la source	419.895	366.452
Etat, Impôt et Taxes TVA	88.273	84.264
Organismes de sécurité sociale	723.180	496.139
Total	1.896.393	1.427.558

P 4.3.3 – Crédoeurs divers :

Ce poste fait apparaître au 31 décembre 2011 un solde de 1.501.995 dinars contre 2.061.183 dinars à fin décembre 2010.

Note P 5 : AUTRES PASSIFS

Les autres passifs sont constitués par les autres comptes de régularisation du passif dont la valeur a atteint à fin décembre 4.339.745 dinars contre 3.607.132 dinars au 31 décembre 2010.

Désignation	31.12.2011	31.12.2010
Revenus perçus d'avance :		8.281
Charges à payer	2.430.675	1.750.192
Différence/Prix de rembt à percevoir	319.463	1.424.350
Produits constatées d'avance	1.197.920	
Régul. commissions sur PANE	391.687	424.309
Total	4.339.745	3.607.132

F1-4 NOTE COMPLEMENTAIRE du bilan:

En 2010, les effets sur les intermédiaires qui totalisent 896.462 DT ont été présenté au niveau de la rubrique « **Autres créances nées d'opérations d'assurances directes** », en 2011 nous les avons reclassés au niveau de la rubrique « **Avoir en banques, CCP, Chèques et caisse** ».

Catégorie	31.12.2010 retraité	31.12.2010 Publié
créances nées d'opérations d'assurance directes	19.500.434	18.603.972
Liquidité et équivalent de liquidité	10.036.937	10.933.399

F.2 - INFORMATIONS DIVERSES SUR L'ETAT DE RESULTAT :**F 2.1 Ventilation des produits & charges de placement**

La ventilation des produits et charges de placement est présentée au niveau de l'annexe n°11.

F 2.2 Résultats techniques par catégorie d'assurances

Les résultats techniques vie et non vie sont présentés en annexe n°12 et n°13.

F 2.3 Affectation des produits aux différentes catégories

Les produits des placements sont ventilés au prorata de la moyenne des montants des provisions techniques à l'ouverture et des montants des provisions techniques à la clôture.

La méthode d'allocation des produits et charges de placements est effectuée conformément à la norme NCT n°27.

F 2.4 Ventilation des charges de personnel

L'effectif du personnel se détaille au 31 décembre 2011 comme suit :

Niveaux Académiques	31.12.2011	31.12.2010
Inférieur au baccalauréat	72	71
Baccalauréat et Baccalauréat +1	9	11
Baccalauréat +2 et Baccalauréat +3	27	27
Baccalauréat +4	71	89
Supérieur à Baccalauréat +4	45	32
Total	224	230

Les frais de personnel s'élèvent en 2011 à 9.286.259 dinars et sont ventilés comme suit :

Nature	31.12.2011	31.12.2010
Salaires	7.275.643	6.624.963
Charges sociales	1.576.984	1.424.710
Autres charges	433.631	201.161
Total :	9.286.259	8.250.834

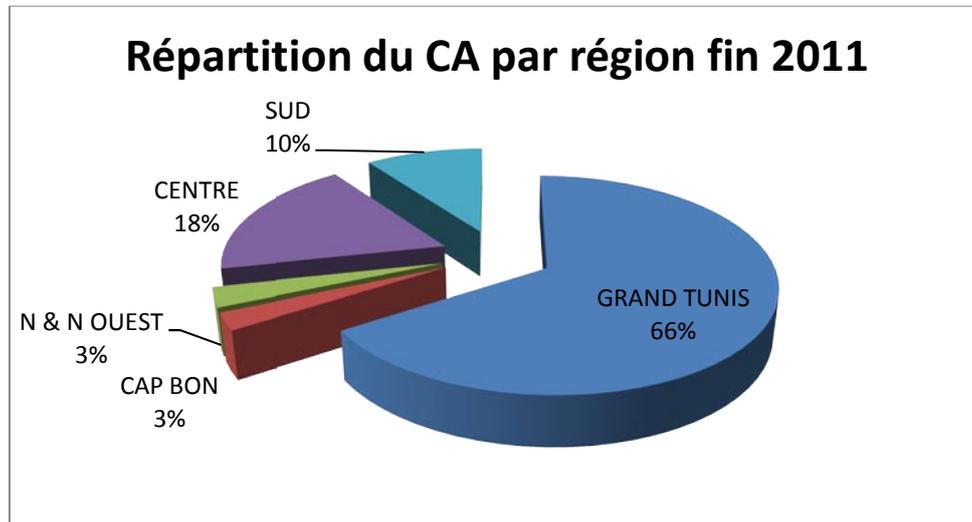
F 2.5 Charges de commissions

Le montant des commissions servies aux intermédiaires, s'élevant à 8.593.243 dinars comme suit :

Catégorie	31.12.2011	31.12.2010
Agents Généraux	5.210.926	5.986.567
Courtiers	3.382.316	2.310.207
Total :	8.593.243	8.296.774

F 2.6 Ventilation des primes par zone géographique

La ventilation par zone géographique des primes émises et acceptées nettes de taxes et d'annulations en cours, s'élevant à la somme de 107.049.829 dinars, se présente comme suit :



F 2.7 Provisions d'assurance vie

Les provisions d'assurance vie ont été évaluées conformément aux méthodes comptables décrites dans la rubrique principes comptables. La variation entre le montant d'ouverture et de clôture est présentée comme suit :

<i>Libellés</i>	<i>Montant</i>
Provision mathématique vie à l'ouverture	32.176.540
Charges de provisions au 31/12/2011	1.982.753
Total	34.159.293
Provision pour PB	19.790

F 2.8 Tableaux de raccordement du résultat technique par catégorie d'assurances aux états financiers

Les tableaux de raccordement des états de résultat techniques vie et non vie sont présentés au niveau des annexes N°15 et N°16.

F.3 - NOTE SUR LE TABLEAU DES ENGAGEMENTS RECUS ET DONNES :

Le montant des engagements reçus représente les traites en contrepartie des conventions de portage qui s'élèvent au 31 décembre 2011 à 654.390 dinars contre 1.169.749 dinars à fin 2010, et le montant des cautions de garanties sur les agents généraux qui s'élève à 444.676 dinars contre 429.709 dinars en 2010.

F.4 - NOTE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE :

L'état de flux de trésorerie est présenté en annexe n°7. Les composantes des liquidités ou équivalents de liquidités sont déterminées sur la base des sections analytiques imputées au niveau des rubriques correspondantes systématiquement dès la comptabilisation des flux.

Les flux de trésorerie proviennent des activités de l'entreprise. Ils peuvent être classés en Flux utilisés dans les activités d'exploitation, d'investissement et de financement.

Note -F4-I : Flux de trésorerie provenant de l'exploitation :

Au 31 décembre 2011, les flux de trésorerie provenant de l'exploitation se sont élevés à 4.019.888 dinars contre 10.975.153 dinars au 31 décembre 2010.

Note –F4-2 : Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement :

A fin décembre 2011, le mouvement lié aux activités d'investissement s'élève à -3.204.870 dinars contre - 4.620.239 dinars à fin décembre de l'exercice précédent. Il se compose principalement des acquisitions et des cessions des immeubles hors exploitation.

Note –F4-3 : Flux de trésorerie provenant des activités de financement :

Ce flux enregistré à fin décembre 2011, un montant de -75.000 dinars contre 40.852 dinars au 31 décembre 2010.

Ainsi la trésorerie au 31 décembre 2011 s'élève à 10.776.955 dinars contre 10.036.937 dinars l'exercice précédent enregistrant une variation de 740.018 dinars.

Note –F4-4 : NOTE COMPLEMENTAIRE SUR L'ETAT DE FLUX :

Le reclassement des effets sur les intermédiaires au niveau du poste « liquidités et équivalents de liquidités » a un impact sur l'état de flux de trésorerie publié en 2010, en effet le solde des flux provenant d'exploitation de 2010 a passé de 9.246.225 DT à 10.975.153 DT c'est-à-dire d'une augmentation de 1.728.927 DT relative à la variation du poste « effets sur les intermédiaires ».

Catégorie	31.12.2009	31.12.2010	variation
Effets sur les intermédiaires	2.625.390	896.462	1.728.927

Catégorie	31.12.2010 retraité	31.12.2010 Publié	variation
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	10.975.153	9.246.225	1.728.927

F.5 - NOTE SUR LES AMORTISSEMENTS DIFFERES :

Lors de la déclaration d'impôt annuelle provisoire, il est prévu que le total des amortissements s'élèvera à 4.620.897 dinars détaillés comme suit :

Désignation	Montant
Amortissement de l'exercice	1.712.902
Amortissements réputés différés	2.907.995

F.6 - NOTE SUR LES parties liées :

Les opérations réalisées entre GAT Assurances et ses parties liées, courant l'exercice 2011, se présentent comme suit :

- En 2011, le GAT a payé les charges d'assurance groupe pour le compte du personnel de sa filiale GAT Immobilier (ex-CODIT) au titre du contrat d'assurance groupe souscrit auprès de la Mutuelle Générale des Assurances pour 17 912 Dinars.
- Le GAT a souscrit au 31/12/2011 un contrat d'indemnité de départ à la retraite (IFC Vista) pour le compte de son personnel au près de sa filiale AMINA. Le montant de la prime d'assurance relative à l'exercice 2011 s'élève à 441 058 Dinars.
- GAT Immobilier (ex-CODIT) a facturé au GAT au 31/12/2011 des charges de 82 600 Dinars au titre de pilotage des chantiers.
- La quote-part de la société GAT Investissement (ex-SOFIGAT) dans les charges communes du GAT s'élèvent au titre de l'exercice 2011 à 27 340 Dinars TTC.
- En 2011 la société GAT Investissement, chargée de la gestion des placements du GAT, a facturé au GAT un montant de 209 175 Dinars TTC, au titre de la gestion du portefeuille de placements.
- En 2011, le GAT a payé les charges d'assurance groupe pour le compte du personnel de ses filiales AMINA et GAT Investissement au titre du contrat d'assurance groupe souscrit auprès de la Mutuelle Générale des Assurances respectivement pour 19 288 Dinars et 3 547 Dinars.

- La quote part TTC de AMINA dans les charges communes du GAT s'élèvent à 282 714 Dinars.
- Le GAT a loué un local à SECA, ayant des administrateurs communs avec le GAT. Le montant annuel du loyer en 2011 est de 24 556 Dinars encaissé à concurrence de 16 915 Dinars au titre de l'exercice 2011, soit 7 641 Dinars non encore payés par SECA (Local loué jusqu'au 17/12/2011).
- La quote part TTC du GAT dans les charges salariales du personnel de sa filiale AMINA travaillant pour le compte du GAT (branche vie) s'élève à 413 809 Dinars.
- Le GAT a loué un local à sa filiale AMINA. Le montant annuel du loyer en 2011 est de 32 874 Dinars totalement encaissé.
- Une convention a été conclue le 01/10/2009 entre le GAT et son administrateur M. Yezid Skandrani, en vertu de laquelle le GAT a loué à ce dernier une villa sise à l'impasse de l'hirondelle n°2 à la résidence Jannet à Hammamet Nord. Le produit annuel relatif à l'exercice 2011 s'élève à 18 900 dinars, totalement encaissé. Ce contrat a été résilié le 30/09/2011.
- Le GAT a accordé au profit de M. Noureddine Skandrani, Président du Conseil d'Administration des règlements au titre de ses soins médicaux pour un montant de 10 817 Dinars. Le montant relatif à l'exercice 2011 s'élève à 2 498 Dinars.
- Le compte débiteurs divers porte des mouvements au nom de la société « SECA », ayant des administrateurs communs avec le GAT. Au 31 décembre 2011, le solde de ces mouvements accuse un solde débiteur de 57 927 Dinars. Ce montant est relatif principalement aux charges du personnel détaché auprès de SECA au titre des exercices antérieurs.
- Le Courtier SECA, ayant des administrateurs en commun avec le GAT, présente au 31 décembre 2011 un solde débiteur du compte courant d'intermédiaire ouvert sur les livres du GAT, net des commissions, de 2 617 365 Dinars détaillé comme suit :

Code Agence	Solde au 31/12/2011
800	2 236 592
808	1 549
810	277 269
820	133 026
830	-269
850	-30 802
Total	2 617 365

- Le Compte autres parties liées SECA présente un solde débiteur de 578 dinars relatif au paiement de facture Tunisie télécom pour le compte de SECA Sousse en date du 26.06.2009.
- Les comptes débiteurs et créditeurs au nom de AMINA accusent, au 31/12/2011, un solde compensé créditeur de 108 013 Dinars détaillé comme suit :
- Compte société du groupe – AMINA n° 4401 : solde créditeur 213 011 Dinars ;
- Compte débiteur divers n° 4570 : solde débiteur 110 786 Dinars ;
- Compte créditeur divers n° 4571 : solde créditeur 5 788 Dinars.
- Rémunération des dirigeants :

Les charges des dirigeants au 31 décembre 2011 se présentent comme suit :

Montants Bruts en dinars	Directeur Général	Président du Conseil	Administrateurs
Avantages à CT	197 291	75 000	
Avantages à long termes			
Avantages en nature	43 401	36 562	
Jetons de présence			

Frais de mission à l'étranger		9 804	
Total	240 692	121 366	

Des jetons de présence s'élevant à 40 000 Dinars au titre du Conseil d'administration et 12 500 Dinars au titre du Comité Permanent d'Audit ont été décidés en vertu de l'article 6 du PV de l'AGO tenue le 10 Octobre 2011, ces jetons de présence n'ont pas été encore distribués en attente de décision de répartition du conseil d'administration conformément aux statuts.

F-7 Évènements postérieurs à la clôture

Ces états financiers sont autorisés pour la publication par le Conseil d'Administration du 03 janvier 2013. Par conséquent, ils ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.

TABLEAU D'AMORTISSEMENTS

AU 31 Décembre 2011

IMMOBILISATIONS	ACQUISITIONS			VALEURS D'ACQUISIT° AU 30.12.2011	TAUX %	AMORTISSEMENTS			V. C. N	
	AU 31.12.2010	31/12/2011	REGULARISATION & CESSION			AU 31.12.2010	AU 31-12-11	REGULARISATION & CESSION		CUMULES
Logiciel Informatique	2 376 457,334	310 894,438	0,000	2 687 351,772	20	1 907 085,080	244 170,198	0,000	2 151 255,278	536 096,494
Frais d'Etudes et de Recherches	1 279 162,544	0,000	0,000	1 279 162,544	33	1 279 162,543	0,000	0,000	1 279 162,543	0,001
Immeubles et Terrain d'exploitation	17 430 882,210	1 988 127,669	0,000	19 419 009,879	5	10 150 872,458	672 466,711	558,998	10 822 780,171	8 596 229,708
Immeubles et terrain Hors exploitation	8 372 743,447	46 057,289	0,000	8 418 800,736	5	648 976,660	68 366,917	300 996,433	416 347,144	8 002 453,592
Mobiliers et Matériels de Bureaux	1 037 546,975	51 419,572	0,000	1 088 966,547	10	741 186,232	59 600,261	0,000	800 786,493	288 180,054
Œuvres et Arts	23 530,000	0,000	0,000	23 530,000		5 924,590	2 353,000	0,000	8 277,590	15 252,410
Matériel de Transport	1 174 441,808	67 550,000	34 600,000	1 207 391,808	20	327 518,472	231 883,061	26 469,900	532 931,633	674 460,175
Autres Mobiliers et Matériels	61 353,681	0,000	0,000	61 353,681	10	61 353,680	0,000	0,000	61 353,680	0,001
Agencements Aménagements et Installations	3 406 860,559	260 909,339	0,000	3 667 769,898	10	2 233 711,012	237 412,564	0,000	2 471 123,576	1 196 646,322
Petit Matériel d'Exploitation	314 661,115	44 581,770	0,000	359 242,885	20	247 370,911	27 884,419	0,000	275 255,330	83 987,555
Matériel d'Exploitation Informatique	2 578 423,391	231 162,342	0,000	2 809 585,733	15	1 858 864,523	168 765,211	0,000	2 027 629,734	781 955,999
Dépôt et Cautionnement	5 183,895	0,000	0,000	5 183,895						5 183,895
T O T A U X	38 061 246,959	3 000 702,419	34 600,000	41 027 349,378		19 462 026,161	1 712 902,342	328 025,331	20 846 903,172	20 180 446,206

Annexe n° 8 : Mouvements ayant affecté les éléments de l'actif

Désignation:	Valeur brute				Amortissements et provisions								V.C.N. à la clôture:	
	À l'ouverture:	Acquisitions:	Cessions:	A la clôture:	A l'ouverture		Augmentations		Diminutions (1)		A la clôture			
					Amorts	Provisions	Amorts	Provisions:	Amorts	Provisions	Amorts	Provisions		
1. Actifs incorporels														
1.1 Frais de recherche et développement	3 655 620	310 894		3 966 514	3 186 248		244 170					3 430 418	0	536 096
1.2 Concessions, brevets, licences, marques												0	0	0
1.3 Fonds de commerce												0	0	0
1.4 Acomptes versés												0	0	0
	3 655 620	310 894	0	3 966 514	3 186 248	0	244 170	0	0	0	0	3 430 418	0	536 096
2. Actifs corporels d'exploitation														
2.1 Installations techniques et machines	7 159 726	559 622	34 600	7 684 747	4 420 094		638 061		26 470			5 031 685	0	2 653 062
2.2 Autres installations, outillage et mobilier	1 437 092	116 277		1 553 368	1 055 835		89 838					1 145 673	0	407 695
2.3 Acomptes versés	5 184			5 184								0	0	5 184
	8 602 001	675 898	34 600	9 243 300	5 475 929	0	727 899	0	26 470	0	0	6 177 358	0	3 065 942
3. Placements														
3.1 Terrains et constructions d'exploitation et hors exploita.	25 803 626	2 034 185		27 837 811	10 799 849		439 278					11 239 127	0	16 598 683
3.2 Placements dans les entreprises liées	13 274 719	1 194	10 086	13 265 827	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 265 827
3.2.1 Parts	13 274 719	1 194	10 086	13 265 827								0	0	13 265 827
3.2.2 Bons et obligations												0	0	0
3.3 Placements dans les entreprises avec un lien de participation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3.3.1 Parts												0	0	0
3.3.2 Bons et obligations												0	0	0
3.4 Autres placements financiers	115 703 018	73 116 064	67 291 064	121 528 019	0	2 618 896	0	471 064	0	228 721	0	2 861 239	118 666 780	
3.4.1 Actions, autres titres à revenu var.	43 152 157	64 403 938	59 789 582	47 766 513		2 491 600		373 844		101 425	0	2 764 019	45 002 494	
3.4.2 Obligations et autres titres à revenu fixe	45 424 199	8 350 000	1 454 000	52 320 199							0	0	52 320 199	
3.4.3 Prêts hypothécaire											0	0	0	
3.4.4 Autres prêts	373 972		186 686	187 286		127 296		97 219		127 296	0	97 219	90 067	
3.4.5 Dépôt auprès des etabl. bancaires et financiers	26 354 204		5 860 796	20 493 408							0	0	20 493 408	
3.4.6 Autres	398 487	362 126		760 613							0	0	760 613	
3.5 Créances pour espèces déposées	3 765 786	3 092 339	3 765 786	3 092 339							0	0	3 092 339	
3.6 Placements des contrats en UC											0	0	0	
	158 547 149	78 243 782	71 066 936	165 723 995	10 799 849	2 618 896	439 278	471 064	0	228 721	11 239 127	2 861 239	151 623 629	
TOTAL:	170 804 771	79 230 574	71 101 536	178 933 809	19 462 026	2 618 896	1 411 347	471 064	26 470	228 721	20 846 903	2 861 239	155 225 667	

Annexe n° 9 : Etat récapitulatif des Placements au 31/12/2011

	Valeur Brute	Valeur Nette	Juste Valeur	Plus ou moins Value latente
Placements immobiliers et placements immobiliers en cours (1)	27 837 811	16 598 682		
Parts et actions de Sociétés immobilières non cotées	3 199 455	3 198 965	6 046 112	2 847 147
Actions et autres titres à revenu variable autres que les parts d' OPCVM (2)	48 186 177	45 432 671	58 243 973	11 591 142
Parts d'OPCVM détenant uniquement des titres à revenu fixe (3)	10 407 321	10 397 297	10 442 857	45 560
Autres parts d'OPCVM (4)				
Obligations et autres titres à revenu fixe (5)	52 320 199	52 320 199	52 320 199	
Prêts hypothécaires				
Autres prêts et effets assimilés	187 286	90 067	90 067	
Dépôts auprès des entreprises cédantes	3 092 339	3 092 339	3 092 339	
Autres dépôts (6)	20 493 408	20 493 408	20 493 408	
Actifs représentatifs de contrats en unité de compte selon le même détail que ci dessus	165 723 996	151 623 629	150 728 955	14 483 849
Total :				

Annexe n° 10: Etat des règlements et des provisions pour sinistre à payer

<u>Année d'inventaire:</u>	<u>Exercice de survenance</u>				
	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
Inventaire 2009					
Règlements cumulés	24 310 995	23 193 817	15 780 658		
Provisions pour sinistres	9 180 336	10 961 864	27 847 411		
total charges des sinistres	33 491 331	34 155 681	43 628 070		
Primes acquises	60 295 792	61 376 742	68 957 011		
% sinistres / primes acquises	55,545%	55,649%	63,269%		
<u>Année d'inventaire:</u>	<u>Exercice de survenance</u>				
	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
Inventaire 2010					
Règlements cumulés	26 354 321	27 120 275	25 085 923	26 596 077	
Provisions pour sinistres	13 984 417	7 909 474	15 429 955	30 663 370	
total charges des sinistres	40 338 738	35 029 749	40 515 878	57 259 447	
Primes acquises	60 295 792	61 376 742	68 957 011	82 235 796	
% sinistres / primes acquises	66,901%	57,073%	58,755%	69,628%	
<u>Année d'inventaire:</u>	<u>Exercice de survenance</u>				
	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
Inventaire 2011					
Règlements cumulés	27 378 660	29 258 005	30 199 110	39 644 843	50 736 037
Provisions pour sinistres	4 580 291	3 970 817	10 423 237	25 297 593	69 270 582
total charges des sinistres	31 958 951	33 228 822	40 622 347	64 942 436	120 006 618
Primes acquises	60 295 792	61 376 742	68 957 011	82 235 796	95 111 088
% sinistres / primes acquises	53,004%	54,139%	58,910%	78,971%	126,175%

Annexen°11 : Ventilation des charges et produits des placements au 31/12/2011

	<u>revenus et frais financiers</u> <u>concernant les</u> <u>placements dans</u> <u>des entreprises liées et avec</u> <u>lien de participations:</u>	<u>autres revenus et</u> <u>frais financiers:</u>	<u>Total:</u>	<u>Charges des</u> <u>placements:</u>
1. Placements immobiliers				
1.1 Immeubles		191 447	191 447	
1.2 Parts et actions de société immobilière		3 750	3 750	
	0	195 197	195 197	0
			0	
2. Participations			0	
2.1 Titres émis par l'Etat ou jouissant de sa garantie		2 658 526	2 658 526	176 252
2.2 Emprunts obligataires		457 858	457 858	
2.3 Actions de sociétés cotées en bourse		4 042 116	4 042 116	2 647 018
2.4 Parts et actions dans les OPCVM		730 384	730 384	342 073
2.5 Parts dans les SICAR et SICAF		177 122	177 122	112 586
2.6 Autres actions et valeurs mobilières		298 002	298 002	7 116
2.7 Dépôts auprès des établissements bancaires et financiers		1 544 716	1 544 716	396 309
2.8 Contrats en unités de comptes			0	
2.9. Autres			0	
	0	9 908 724	9 908 724	3 681 355
			0	
3. Autres placements			0	901 139
			0	
4. Autres revenus et charges financiers (commissions, honoraires)				
		34 238	34 238	255 037
			0	
Total	0	10 138 160	10 138 160	4 837 530
			0	
Intérêts		901 139	34 238	
Frais externes		255 037	255 037	
Autres frais		3 681 355	3 681 355	
			0	
Total charges des placements	0	4 837 530	4 837 530	0

Annexe n° 12 : Résultat technique de la catégorie Vie au 31/12/2011	Montant
Primes Acquises	8 792 215
Charges de prestations	-5 249 920
Charges des provisions d'assurance Vie et des autres provisions techniques	-2 033 979
Solde de souscription :	1 508 317
Frais d'acquisition	-933 634
Autres charges de gestion nettes	-661 074
Charges d'acquisition et de gestion nettes :	-1 594 708
Produits nets de placements	828 110
Participation aux résultats	
Solde Financier :	828 110
Part des réassureurs dans les primes acquises	-568 184
Part des réassureurs dans les prestations payées	488 814
Part des réassureurs dans les charges de provisions	
Part des réassureurs dans les participations aux résultats	
Commissions reçues des réassureurs	40 725
Solde de réassurance :	-38 645
Résultat technique Decembre 2011 :	703 073
Résultat technique Decembre 2010 :	302 378
Variation 2011 - 2010 :	400 695 133%

Annexe n° 13 : Résultat technique par catégorie d'assurance Non Vie au 31/12/2011

	Auto	Transport	Incendie	Construction	Responsabilité Civile	Risques Agricoles	Autres Dommages aux biens	Assistance	Acc Corporels	Maladie	Pertes pécuniaires	A.T	PROTECTION JURIDIQUE	TOTAL	Acceptations	TOTAL
Primes acquises																
Primes émises	40 214 348	8 067 448	7 647 498	1 083 390	2 487 868	694 405	6 372 604	3 958 288	3 366 383	19 174 323	1 400 970	0	2 367 613	96 835 139	1 916 660	98 751 799
Variation des primes non acquises	-2 260 834	572 284	-67 357	363 558	-40 181	-1 952	-1 789 684	0	-54 579	-4 578	-31 063	0	-18 470	-3 332 854	-307 856	-3 640 711
Charges de prestations																
Prestations et frais payés	-23 700 064	-858 175	-18 711 224	29 270	-812 403	-326 076	-1 472 792	-13 996	-425 916	-15 740 648	-15 336 302	-407 033	-862 970	-78 638 330	-1 928 464	-80 566 794
Charges des provisions pour prestations diverses	-10 404 423	-235 268	-5 858 388	30 705	-607 151	376 739	-4 271 077	0	-217 672	963 797	-13 700 258	1 476 249	0	-32 446 745	981 303	-31 465 442
Solde de souscription :	3 849 026	7 546 290	-16 989 470	1 506 923	1 028 133	743 117	-1 160 949	3 944 292	2 668 216	4 392 894	-27 666 653	1 069 216	1 486 173	-17 582 791	661 643	-16 921 148
Frais d'acquisition	-4 263 129	-1 708 347	-2 108 616	-346 229	-696 003	-195 170	-966 435	-622 386	-732 996	-1 236 380	-422 334	0	-255 660	-13 553 685	-413 712	-13 967 397
Autres charges de gestion nettes	-3 313 751	-987 792	-1 313 038	-157 752	-233 023	-239 839	-842 942	-363 212	-505 604	-871 690	-230 784	0	-187 668	-9 247 097	-80 842	-9 327 939
Charges d'acquisition et de gestion nettes :	-7 576 880	-2 696 139	-3 421 654	-503 981	-929 027	-435 008	-1 809 378	-985 599	-1 238 601	-2 108 069	-653 118	0	-443 329	-22 800 782	-494 554	-23 295 336
Produits nets des placements	2 030 775	109 833	909 944	79 577	155 153	30 776	118 439	0	42 774	35 784	188 984	121 867	17 667	3 841 574	146 546	3 988 120
Solde Financier :	2 030 775	109 833	909 944	79 577	155 153	30 776	118 439	0	42 774	35 784	188 984	121 867	17 667	3 841 574	146 546	3 988 120
Part des réassureurs dans les primes acquises	-1 492 367	-5 240 305	-7 083 619	-1 328 958	-267 066	-435 005	-914 101	-2 547 931	0	0	-691 205	0	0	-20 000 557	0	-20 000 557
Part des réassureurs dans les prestations payées	229 951	766 450	18 009 867	25 430	0	206 949	76 586	183 451	0	0	14 224 032	0	0	33 722 715	0	33 722 715
Part des réassureurs dans les charges de provisions	-2 943 784	-19 766	7 180 053	336	71 707	1 156	290 815	30 690	0	0	13 538 884	0	0	18 150 091	0	18 150 091
Part des réassureurs dans les autres provisions techniques		-1 088 866	-1 391 907			-329 359		56 260			107 116			-2 646 756		-2 646 756
Commissions reçues des réassureurs	0	695 121	2 166 713	230 235	2 332	143 256	262 372	895 980	0	0	372 309	0	0	4 768 317	0	4 768 317
Solde de Réassurance (2011) :	-4 206 199	-4 887 367	18 881 107	-1 072 958	-193 027	-413 003	-284 327	-1 381 550	0	0	27 551 135	0	0	33 993 811	0	33 993 811
Résultat technique (2011) :	-5 903 278	72 617	-620 072	9 561	61 232	-74 118	-3 136 216	1 577 143	1 472 390	2 320 609	-579 651	1 191 083	1 060 511	-2 548 189	313 636	-2 234 553

Annexe n°15 : Tableau de raccordement du résultat technique par catégorie d'assurance aux états financiers Catégorie : Vie au 31/12/2011	Raccordement	Total
Primes Acquisées Charges de prestations Charges des provisions d'assurance Vie et des autres provisions techniques	PRV11 CHV11 CHV12, CHV21	8 792 215 <5 249 920> <2 033 979>
Solde de souscription : Frais d'acquisition Autres charges de gestion nettes		1 508 317 <933 634> <661 074>
Charges d'acquisition et de gestion nettes : Produits nets de placements Participation aux Bénéfices & Ristournes		<1 594 708> 828 110 -
Solde Financier : Primes cédées ou rétrocédées Part des réassureurs dans les prestations payées Part des réassureurs dans les charges de provisions Part des réassureurs dans les participations aux résultats Commissions reçues des réassureurs		828 110 <568 184> 488 814 40 725
Solde de réassurance :		<38 647>
Résultat technique :		703 073

Annexe n°16 : Tableau de raccordement du résultat technique par catégorie d'assurance aux états financiers Catégorie : Non Vie au 31/12/2011	Raccordement	Total
Primes acquises Primes émises Variation des primes non acquises Charges de prestations Prestations et frais payés Charges des provisions pour prestations diverses	PRNV11 PRNV12 CHNV11 CHNV12, CHNV2	98 751 799 <3 640 711> <80 566 794> <31 465 442>
<p style="text-align: right;">Solde de souscription :</p> Frais d'acquisition Autres charges de gestion nettes	CHNV41+CHNV42 CHNV43, CHNV5 et PRNV2	-16 921 148 <13 967 397> <9 327 939>
<p style="text-align: center;">Charges d'acquisition et de gestion nettes :</p> Produits nets de placements Participation aux Bénéfices & Ristournes	PRNT3 CHNV3	<23 295 336> 3 988 120
<p style="text-align: right;">Solde Financier :</p> Part des réassureurs dans les primes cédées Part des réassureurs dans les prestations payées Part des réassureurs dans les charges de provisions Commissions reçues des réassureurs	PRNV11, PRNV12 2° Colonne CHNV11 2° Colonne CHNV12 2° Colonne CHNV44 2° Colonne	3 988 120 <20 000 557> 33 722 715 15 503 335 4 768 317
<p style="text-align: right;">Solde de Réassurance :</p>		33 993 811
<p style="text-align: right;">Résultat technique :</p>		-2 234 553

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES **États financiers - Exercice clos le 31 décembre 2011**

Messieurs les actionnaires du Groupe des Assurances de Tunisie,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers du Groupe des Assurances de Tunisie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2011, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

I- Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Groupe des Assurances de Tunisie, comprenant le bilan arrêté au 31 décembre 2011, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir des capitaux propres de 36 046 683 dinars, y compris le résultat de l'exercice s'élevant à 1 245 553 dinars.

1. Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément au Système Comptable des Entreprises. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

2. Responsabilité des commissaires aux comptes

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserves.

3. Justification de l'opinion avec réserves

- La compagnie a fait l'objet d'un contrôle fiscal approfondi couvrant les exercices 2007, 2008, 2009 et 2010. Le résultat de la notification a fait ressortir un montant de 2 609 KDT et un crédit d'impôt nul contre un crédit comptabilisé de 2 852 KDT. La compagnie a répondu à la dite notification dans les délais légaux et a constaté une provision à ce titre pour un montant de 263 KDT. La position définitive de l'administration fiscale n'étant pas encore parvenue, son impact sur les états financiers arrêtés au 31 décembre 2011, ne peut être raisonnablement mesuré.

- La compagnie a comptabilisé une provision pour risque en cours sur la branche Automobile, pour un montant de 110 KDT. Le montant calculé conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre des finances du 3 mars 2012, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste des entreprises d'assurance, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation s'élève à 1 028 KDT.

4. Opinion avec réserves

A notre avis et sous réserve des incidences des questions évoquées au paragraphe « Justification de l'opinion avec réserves », les états financiers sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Groupe des Assurances de Tunisie ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

II- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles, et nous avons noté que :

- Le taux de représentation des provisions techniques par des placements, à la clôture de l'exercice 2011, se situe en deçà du seuil réglementaire.
- Le principe de cantonnement tel que prévu par l'article 30 de l'arrêté du ministre des finances du 27 février 2001 n'est pas appliqué par la compagnie.

A l'exception des points ci-dessus exposés, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations d'ordre comptable données dans le rapport du conseil d'administration sur la gestion de l'exercice.

Nous avons également, dans le cadre de notre audit, procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers. Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

Par ailleurs et en application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et nous n'avons pas d'observations à formuler sur la conformité de la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la société à la réglementation en vigueur.

Tunis, le 01/03/2013

Les commissaires aux comptes

**AMC Ernst & Young
Fehmi Laourine**

**ECC MAZARS
Mohamed Ali ELAOUANI**

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES **États financiers - exercice clos le 31 décembre 2011**

Messieurs les actionnaires du GAT,

En application des dispositions de l'article 200 et suivants et l'article 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions conclues et les opérations réalisées au cours de l'exercice clos le 31/12/2011.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et à la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

I. Conventions nouvellement conclues au cours de l'exercice clos le 31/12/2011

Votre conseil nous a informés des conventions suivantes nouvellement conclues au cours de l'exercice clos le 31/12/2011 :

- En 2011, le GAT a payé les charges d'assurance groupe pour le compte du personnel de sa filiale GAT Immobilier (ex-CODIT) au titre du contrat d'assurance groupe souscrit auprès de la Mutuelle Générale des Assurances pour 17 912 Dinars.
- Le GAT a souscrit au 31.12.2011 un contrat d'indemnité de départ à la retraite (IFC Vista) pour le compte de son personnel au près de sa filiale Amina. Le montant de la prime d'assurance relative à l'exercice 2011 s'élève à 441 058 Dinars.
- GAT Immobilier (ex-CODIT) a facturé au GAT au 31/12/2011 des charges de 82 600 Dinars au titre de pilotage des chantiers.

II. Opérations réalisées relatives à des conventions conclues au cours des exercices antérieurs

L'exécution des opérations suivantes, conclues au cours des exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31/12/2011 :

- La quote-part de la société GAT Investissement (ex-SOFIGAT) dans les charges communes du GAT s'élèvent au titre de l'exercice 2011 à 27 340 Dinars TTC.
- En 2011 la société GAT Investissements (ex-SOFIGAT), chargée de la gestion des placements du GAT, a facturé au GAT un montant de 209 175 DT TTC, au titre de la gestion du portefeuille de placements.
- En 2011, le GAT a payé les charges d'assurance groupe pour le compte du personnel de ses filiales AMINA et GAT Investissements au titre du contrat d'assurance groupe souscrit auprès de la Mutuelle Générale des Assurances respectivement pour 19 288 Dinars et 3 547 Dinars.

- La quote part TTC de AMINA dans les charges communes du GAT s'élèvent à 282 714 Dinars.
- Le compte débiteurs divers porte des mouvements au nom du courtier « SECA », ayant des administrateurs communs avec le GAT. Au 31 décembre 2011, le solde de ces mouvements accuse un solde débiteur de 57 927 Dinars. Ce montant est relatif principalement aux charges du personnel détaché auprès de SECA au titre des exercices antérieurs.
- Le Courtier SECA, ayant des administrateurs en commun avec le GAT, présente au 31 décembre 2011 un solde débiteur du compte courant d'intermédiaire ouvert sur les livres du GAT, net des commissions, de 2 617 365 Dinars détaillé comme suit :

Code Agence	Solde au 31/12/2011
800	2 236 592
808	1 549
810	277 269
820	133 026
830	-269
850	-30 802
Total	2 617 365

- Le Compte autres parties liées SECA présente un solde débiteur de 578 dinars relatif au paiement de facture Tunisie télécom pour le compte de SECA Sousse en date du 26.06.2009.
- Le GAT a loué un local à SECA, ayant des administrateurs communs avec le GAT. Le montant annuel du loyer en 2011 est de 24 556 Dinars encaissé à concurrence de 16 915 Dinars au titre de l'exercice 2011, soit 7 641 Dinars non encore payés par SECA (Local loué jusqu'au 17/12/2011).
- Les comptes débiteurs et créditeurs au nom de AMINA accusent, au 31/12/2011, un solde compensé créditeur de 108 013 Dinars détaillé comme suit :
 - Compte société du groupe – AMINA n° 4401 : solde créditeur 213 011 Dinars ;
 - Compte débiteur divers n° 4570 : solde débiteur 110 786 Dinars ;
 - Compte créditeur divers n° 4571 : solde créditeur 5 788 Dinars.
- La quote part TTC du GAT dans les charges salariales du personnel de AMINA travaillant pour le compte du GAT (branche vie) s'élève à 413 809 Dinars.
- Le GAT a loué un local à sa filiale AMINA. Le montant annuel du loyer en 2011 est de 32 874 Dinars totalement encaissé.
- Une convention a été conclue entre le GAT et son administrateur M. Yezid Skandrani en date du 1er octobre 2009, en vertu de laquelle le GAT loue à ce dernier une villa appartenant au GAT et sise à l'impasse de l'hirondelle n°2 à la résidence Jannet à Hammamet Nord pour un montant annuel de loyer en TTC de 24 300 Dinars. Ce contrat a été résilié le 30/09/2011. Le produit annuel relatif à l'exercice 2011 s'élève à 18 900 Dinars, totalement encaissé au cours de la même année. Ce contrat a été résilié le 30/09/2011.
- Le GAT a accordé au profit de Mr Noureddine SKANDRANI, Président du Conseil d'Administration, des règlements au titre de ses soins médicaux pour un montant de 10 817 Dinars. Le montant relatif à l'exercice 2011 s'élève à 2 498 Dinars.

III. Obligations et engagements de la société envers ses dirigeants

Les obligations et engagements envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) §5 du code des sociétés commerciales se détaillent comme suit :

- Les obligations et engagements du GAT vis-à-vis du Président du Conseil d'Administration ont été fixés par le Conseil d'Administration du 25 Juin 2009. A ce titre, le Président du Conseil bénéficie d'une rémunération annuelle, d'une voiture de fonction avec chauffeur et d'un budget annuel de 45 000 Dinars au titre des frais de missions qu'il serait amené à effectuer à l'étranger. En outre, il bénéficie de jetons de présence telle que décidés par AGO annuelle.
- Les obligations et engagements du GAT vis-à-vis du Directeur Général ont été fixés par le Conseil d'Administration du 25 Juin 2009 et contrat de travail du 1er Juillet 2009. A ce titre, le Directeur Général bénéficie d'une rémunération annuelle, d'un bonus annuel, d'une voiture de fonction avec une prise en charge des frais d'essence, d'entretien et de réparation et d'un téléphone portable avec prise en charge des communications téléphoniques.
- Les membres du Conseil d'Administration et les membres du Comité Permanent d'Audit sont rémunérés par des jetons de présence déterminés par le Conseil d'Administration et soumis annuellement à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les obligations et engagements du GAT Assurances envers ses dirigeants (Charges sociales et fiscales comprises), tel qu'ils ressortent des états financiers pour l'exercice clos le 31 Décembre 2011, se présentent comme suit (en dinars) :

	Directeur Général		Président du Conseil d'Administration		Membres du Conseil d'Administration et Comité d'Audit	
	Charge de l'exercice	Passif au 31/12/2011	Charge de l'exercice	Passif au 31/12/2011	Charge de l'exercice	Passif au 31/12/2011
Avantages à court terme	197 291	10 022	75 000	-	-	-
Avantages long termes	-	-	-	-	-	-
Avantages en nature	43 401	-	36 562	-	-	-
Jetons de présence	-	-	-	-	-	-
Frais de mission à l'étranger	-	-	9 804	-	-	-
Total	240 692	10 022	121 366	0	0	0

- Des jetons de présence s'élevant à 40 000 Dinars au titre du Conseil d'administration et 12 500 Dinars au titre du Comité Permanent d'Audit ont été décidés en vertu de l'article 6 du PV de l'AGO tenue le 10 Octobre 2011, ces jetons de présence n'ont pas été encore distribués et comptabilisés en attente de décision de répartition du conseil d'administration conformément aux statuts.

En dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres opérations entrant dans le cadre de l'article 200 et suivants et de l'article 475 du Code des Sociétés Commerciales.

Tunis, le 01/03/2013
Les commissaires aux comptes

AMC Ernst & Young
Fehmi LAOURINE

ECC MAZARS
Mohamed Ali ELAOUANI